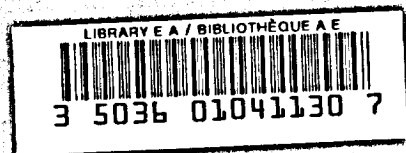


Sierra Leone:

La Crise Oubliée

Rapport au Ministre des Affaires étrangères,
L'honorable Lloyd Axworthy P.C., M.P., de
David Pratt M.P., Nepean-Carleton, l'envoyé
special au Sierra Leone

avril 1999



DOCS
CA1 EA 99S34 EXF
Pratt, David, 1955-
Sierra Leone : the forgotten crisis
: report to the Minister of Foreign
Affairs, the Honourable Lloyd
Axworthy, P.C. M.P.
66180403

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Remerciements	4
Résumé	5
Première partie – Historique	8
Deuxième partie – La situation en matière de sécurité	18
Troisième partie – La situation humanitaire	33
Quatrième partie – Le processus politique et de paix	44
Conclusion	50
Annexes	52

SIERRA LEONE : LA CRISE OUBLIÉE

INTRODUCTION

Dans un essai controversé publié il y a cinq ans dans *The Atlantic Monthly*, l'écrivain américain Robert D. Kaplan dépeignait la dislocation des nations sous la pression de l'afflux des réfugiés, l'effritement des frontières et la guerre devenue la continuation du crime à grande échelle. Selon lui, ces phénomènes préfigurent les premières décennies du vingt et unième siècle. Parmi les nombreuses régions auxquelles R. Kaplan s'est intéressé, il y a avait la Sierra Leone. Il écrit : « *La tyrannie n'est pas une nouveauté en Sierra Leone ni dans le reste de l'Afrique occidentale. Mais aujourd'hui, elle s'inscrit dans une anarchie croissante beaucoup plus lourde de conséquences que tous les coups d'État, les incursions de rebelles et les brèves expériences de la démocratie.* »

Dans la conclusion remarquablement perspicace de cet essai de 1994, Kaplan met en garde : « *Nous ignorons cette région mourante (l'Afrique occidentale) à nos risques et périls. Lors de la chute du mur de Berlin en novembre 1989, je me trouvais au Kosovo où je couvrais une émeute entre Serbes et Albanais. L'avenir est au Kosovo, me suis-je dit cette nuit-là, et pas à Berlin. Le jour même où Yitzhak Rabin et Yasser Arafat se serraient la main sur la pelouse de la Maison Blanche, mon avion d'Air Afrique s'approchait de Bamako, au Mali, révélant des baraquements en tôle ondulée au bord d'un désert qui progresse inexorablement. J'ai alors compris que l'événement marquant n'était pas à la Maison Blanche, mais juste en dessous.* »

Sous bien des aspects, le Kosovo et la Sierra Leone sont les deux faces de la même médaille, du conflit national à la fin des années 90. Les « règles du conflit armé » classiques n'ont plus cours. Tant pour les Serbes que pour le Front uni révolutionnaire (RUF) des rebelles en Sierra Leone, les populations civiles, loin d'être protégées, sont devenues les cibles et les instruments de la guerre. En Sierra Leone et au Kosovo, la guerre a pris l'aspect d'un crime à grande échelle, comme Kaplan l'avait prévu. En Sierra Leone, elle s'est accompagnée d'innombrables violations des droits de l'homme : meurtres, viols, mutilations, pillages, enlèvements, boucliers humains, enfants soldats, mines terrestres, destruction des biens... La Sierra Leone est emblématique des problèmes de sécurité humaine. On notera avec intérêt que les deux conflits ont entraîné un nombre similaire de réfugiés.

Mon intérêt personnel pour la Sierra Leone remonte à 1990, lorsque je me suis rendu pour la première fois dans ce pays, dans le cadre d'un programme de développement municipal géré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et financé par l'ACDI. À cette époque, j'étais conseiller municipal de la ville de Nepean. Notre ville était associée à Bo, la deuxième ville de la Sierra Leone. Avec l'aide d'une ONG locale appelée Nepean Outreach to the World (NOW), nous avons construit un nouveau marché, acheté des équipements dont la mairie avait un besoin urgent et dispensé différentes formations aux employés municipaux, pour ne citer que ces réalisations. Dans le cadre de ce programme, j'ai effectué trois séjours dans le pays, le dernier en 1993. En 1995, face à la dégradation de la sécurité, nous avons dû suspendre nos activités.

Toutefois, à chaque voyage en Sierra Leone, ma fascination pour ce pays, ses habitants et sa riche culture allait croissant.

Informé de mon intérêt et de mon engagement précédent en Sierra Leone, l'honorable Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, m'a demandé en février dernier de faire office d'émissaire spécial. Malgré mes craintes, j'acceptai. On me demanda de conduire une mission d'enquête et d'examiner la situation en Sierra Leone du point de vue de la sécurité, de la situation humanitaire et de la réalité politique. À la suite de cette mission, je devais dresser un rapport à l'intention du ministre.

Pour préparer ma mission, je me suis rendu aux Nations unies le 12 mars rencontrer les responsables de l'organisation, les chefs et chefs adjoints de missions. Le 20 mars, je me suis envolé pour l'Afrique avec M. Jacques Crête, directeur de la Direction de l'Afrique occidentale et centrale au ministère des Affaires étrangères. Nous avons ensuite établi une liaison avec le lieutenant-colonel Stephen Moffat, chef de la Section de maintien de la paix des Affaires étrangères.

Notre mission nous a conduits dans un premier temps à Londres, où nous avons notamment rencontré le très honorable Tony Lloyd, ministre d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth (FCO) de Grande-Bretagne, M. James Bevan, le chef du département africain du FCO et M. Moses Anafu, haut responsable du Secrétariat du Commonwealth. De Londres, nous avons pris la direction de Conakry, en Guinée, où nous avons rencontré des hauts dirigeants, dont le premier ministre M. Lamine Sidime. Pendant notre séjour en Guinée, nous avons également visité un camp de réfugiés à Forecariah, à proximité de la frontière avec la Sierra Leone.

Notre étape suivante fut Freetown, la capitale de la Sierra Leone, où nous nous sommes entretenus avec plusieurs hauts responsables, notamment le président Ahmed Tejan Kabbah et le chef de l'état-major de la Défense de l'armée sierra-léonaise, le brigadier-général Maxwell Khobe, un Nigérian, ainsi que le haut-commissaire britannique Peter Penfold. Nous avons visité différents quartiers de Freetown, dont les installations pour les personnes déplacées, l'hôpital central, un camp de personnes amputées et la partie est de la ville, détruite en grande partie. Nous avons également rencontré plusieurs représentants d'ONG. Après une brève étape à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour rencontrer un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, nous avons terminé notre visite de la région à Accra, au Ghana pour rencontrer plusieurs autres ministres et John Atta Mills, le vice-président du Ghana.

Il faut souligner que le contenu de ce rapport ne préjuge en rien du cadre futur de la politique étrangère canadienne sur la Sierra Leone. Il ne s'agit pas d'un rapport du gouvernement du Canada, mais de celui d'un député qui, à titre personnel et avec l'aide du personnel des Affaires étrangères, et tenu par des délais très courts, a porté un regard neuf sur la crise actuelle en Sierra Leone. Si ce rapport permet au gouvernement canadien d'intensifier son assistance à ce pays dévasté, j'en serai naturellement très heureux, car la Sierra Leone a un besoin impérieux de notre aide.

David Pratt, député
Nepean-Carleton
Avril 1999

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes n'ont pas ménagé leurs efforts dans cette entreprise et méritent d'être remerciées. M. Jacques Crête, directeur de la Direction de l'Afrique centrale et de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères, et le lieutenant-colonel Stephen Moffat, chef de la Section de maintien de la paix des Affaires étrangères, ont fourni une assistance précieuse à cette mission grâce à leur expérience, à leurs connaissances et à leur dévouement. Je pense que nous avons accompli un bon travail d'équipe à la fois sur le terrain en tant qu'observateurs et à Ottawa pour débattre de la situation et de ses répercussions lors de la rédaction de ce rapport. Nous avons commencé la mission comme collègues et l'avons achevée comme amis.

Durant tout le processus, j'ai été activement aidé et soutenu par Heidi Hulan, Eric Hoskins et Debora Brown du cabinet du ministre Axworthy. À New York, lors de ma visite aux Nations unies, j'ai reçu une aide inestimable de notre ambassadeur, Robert Fowler, et de son premier secrétaire aux Affaires politiques, David Angell, aussi compétent qu'habile. Nous sommes aussi redevables au Centre canadien pour le développement de la politique étrangère qui a mené, à notre requête, avec affabilité et diligence, la recherche nécessaire liée à notre mission et à la préparation de ce rapport.

En Afrique, notre travail a été facilité par une excellente préparation des réunions avec les grands responsables et des visites de sites. Cette tâche incombait pour l'essentiel à Denis Briand, notre ambassadeur en Guinée, qui assume également les fonctions de haut-commissaire en Sierra Leone. Il fut notre hôte lors de plusieurs réunions qui nous ont fourni des informations générales très utiles et une évaluation impartiale de la situation. Il a fait en sorte que nous nous sentions comme chez nous.

À Freetown, le haut-commissaire de Grande-Bretagne, Peter Penfold, a ouvert sa maison à ses cousins canadiens et a mis à la disposition de l'ambassadeur Briand et de moi-même une chambre sûre pour la nuit. Son hospitalité et son analyse éclairée de la situation du pays nous furent précieuses. L'ambassadeur américain, Joseph Melrose, a également eu l'amabilité de nous aider de multiples manières, notamment en organisant nos transports à destination et en provenance de Freetown. À Abidjan, l'ambassadeur Don McMaster a également ouvert la porte de sa maison pour nos réunions et à Accra, notre haute-commissaire, Janet Graham, nous a accueillis chez elle et a organisé un programme très instructif de réunions de haut niveau avec de hauts responsables du Ghana.

Un mot de remerciements également au ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, qui m'a fait l'honneur de me confier cette mission, à M. Des Garvey qui a éveillé mon intérêt pour l'Afrique par le biais de son organisation Nepean Outreach to the World (NOW), à mes collaborateurs, pour leur encouragement et leur soutien, et à Sylvie Gachnang, des Affaires étrangères, pour son excellent travail informatique. Enfin, je remercie ma femme, Joan, qui n'a pu supporter sans une certaine nervosité mes quatre voyages en Sierra Leone.

RÉSUMÉ

La triste réalité veut que la guerre et la souffrance ne soient pas des phénomènes nouveaux en Sierra Leone. Depuis qu'il a obtenu son indépendance en 1961, ce minuscule pays d'Afrique a eu à peu près tous les régimes politiques connus, du totalitarisme à la démocratie en passant par toutes les nuances intermédiaires, les dix dernières années ayant été particulièrement barbares. Le présent rapport examine trois grands thèmes qui sont au coeur de la crise actuelle en Sierra Leone : la situation en matière de sécurité, la situation humanitaire et la situation politique. On s'y efforce de mieux comprendre ce conflit brutal et de recenser les plus grands besoins, afin que le Canada et d'autres bienfaiteurs puissent canaliser les ressources qu'ils pourront mobiliser pour venir en aide à ce pays désespéré.

La situation en matière de sécurité

La situation générale en Sierra Leone est extrêmement tendue. Le gouvernement et l'ECOMOG, à peu près vaincus en janvier 1999, contrôlent fermement Freetown aujourd'hui. L'ECOMOG, une force multinationale comprenant des troupes du Nigéria, du Ghana, de la Guinée et du Mali, assure la liberté de circulation dans la péninsule de Freetown, mais les rebelles poursuivent des activités significatives dans tout le reste du pays. L'ECOMOG a désespérément besoin d'un soutien logistique appréciable, légal et non légal, et il semble que les rebelles se réarment en prévision d'une prochaine flambée des hostilités.

L'intervention étrangère dans le conflit de Sierra Leone est un grave problème, et il est avéré que Libéria et le Burkina Faso soutiennent les rebelles. Ces derniers tirent de l'extraction des diamants des revenus pouvant atteindre quelque 300 millions de dollars par année, dont ils consacrent une part inconnue à l'achat d'armes légères et de munitions. Ces armes sont apparemment achetées en Europe de l'Est et transitent par le Burkina Faso, puis par le Libéria avant d'être livrées aux forces rebelles en Sierra Leone.

La sécurité en Sierra Leone et dans la région implique aussi la police civile. La police de Sierra Leone a besoin d'instruction dans les techniques policières modernes, de la détection du crime aux enquêtes et à la prévention, tant pour les policiers eux-mêmes que pour leurs instructeurs. Le problème policier est également grave en Guinée qui a aussi besoin d'un appui sérieux.

Cette partie du rapport conclut que toute activité menée relativement à la sécurité doit tenir compte, non seulement de la situation en Sierra Leone, mais aussi de celle des États voisins, en particulier de la Guinée, pays francophone. En outre, les efforts humanitaires et le processus de paix lui-même ont peu de chance de réussir si l'ECOMOG ne reçoit pas des moyens additionnels pour assurer la sécurité.

Muni des ressources nécessaires, le Canada pourrait continuer de fournir un soutien logistique non légal à l'ECOMOG. Nous pourrions également fournir un certain appui légal, sous réserve

d'un examen approfondi de la question. Le Canada pourrait aussi coopérer étroitement avec le Royaume-Uni à la formation que celui-ci dispense à l'armée de Sierra Leone et explorer les options concernant une formation additionnelle dans le cadre du Programme canadien d'aide à l'instruction militaire. Enfin, nous pourrions aussi examiner l'opportunité de fournir une formation et des conseils bilingues en matière de police.

La situation humanitaire

Les besoins en aide humanitaire sont immenses. La situation humanitaire est critique en Sierra Leone et menace d'empirer encore considérablement. On dénombre quelque 700 000 personnes déplacées sur son territoire et un demi-million de réfugiés hors de ses frontières. Plus précisément, 400 000 réfugiés de Sierra Leone se trouvent en Guinée, environ 100 000 au Libéria, et on estime à 250 000 le nombre des personnes déplacées qui se trouvent à Freetown. Ni le gouvernement de Sierra Leone ni les organisations non gouvernementales internationales ne savent quelle est la situation humanitaire en dehors de la péninsule de Freetown et des villes, et des estimations non officielles situent à près de 1,5 million le nombre de personnes vivant dans les zones contrôlées par les rebelles, sans accès à l'aide humanitaire.

Il faut noter en particulier la situation des femmes et des enfants, qui subissent la majorité des exactions des rebelles. Les camps de réfugiés et les hôpitaux sont pleins de victimes amputées d'un ou de plusieurs membres, la plus jeune qui ait été observée étant âgée de moins de quatre ans. Quelque 3 000 enfants enlevés sont encore portés disparus, et ceux qui survivent n'ont aucune école à fréquenter. La plupart des écoles de la région de Freetown ont été détruites et de nombreux enseignants ont quitté le pays.

Les besoins vont de la fourniture immédiate d'abris, d'aide alimentaire et de prothèses à la réadaptation à long terme des victimes de la guerre et à l'assistance à l'éducation. Après un examen minutieux des besoins, le Canada pourrait apporter un important soutien humanitaire bilatéral dans les domaines où ses ressources le lui permettent, et collaborer avec divers partenaires (fédéraux, provinciaux, municipaux et non gouvernementaux, et autres gouvernements) pour atteindre les objectifs qu'il vaut mieux poursuivre en regroupant les ressources.

La situation politique

Le gouvernement de Sierra Leone est attaché à sa stratégie bipolaire de recherche de la paix, qui consiste à renforcer la sécurité tout en faisant la promotion du dialogue. Cependant, le gouvernement comme les rebelles se heurtent à des obstacles internes et externes dans la poursuite d'une paix négociée. Les rebelles ne semblent pas avoir de programme politique défini, et sont divisés entre ceux qui croient à la victoire militaire et ceux qui opteraient pour un règlement négocié. Les mêmes divisions existent au sein du gouvernement du président Kabbah, que les tenants de l'ECOMOG engagent à rechercher une paix négociée.

Les pays voisins jouent un rôle important dans la recherche de la paix en Sierra Leone. En 1996, le président de la Côte d'Ivoire, Henri Konan Bédié, a été le médiateur de l'Accord d'Abidjan qui, malgré l'absence de mécanismes d'exécution ou de contrôle, pourrait servir de cadre utile à d'éventuels accords de paix. D'autres organisations ont aussi un rôle notable à jouer dans le processus de paix en Sierra Leone. Le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé le déploiement d'une Mission d'observateurs de l'ONU en Sierra Leone et établi un régime de sanctions contre les rebelles et ceux qui les appuient. La CEDEAO, avec son Groupe des Six (Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Libéria, Nigéria et Togo), est bien placée pour contribuer au processus de paix, mais elle a besoin d'un appui international. Enfin, il y a le Groupe de contact pour la Sierra Leone, qui est un regroupement ponctuel de pays, dont le Canada, ayant pour but de soutenir et de promouvoir le soutien international à la Sierra Leone et à l'ECOMOG.

La troisième voie signalée dans le présent rapport présente au Canada un vaste menu d'options en fait d'action politique, particulièrement en ce qui concerne sa collaboration avec d'autres organisations. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Canada pourrait imprimer une vigueur supplémentaire aux activités du Conseil relatives à la Sierra Leone. Membre du Commonwealth et de la Francophonie, le Canada est en mesure de servir de pont entre l'Afrique anglophone et francophone. En outre, le Canada pourrait envisager d'intervenir plus directement dans la sous-région en assistant en qualité d'observateur aux futures assises de la CEDEAO.

PREMIÈRE PARTIE -HISTORIQUE

Introduction

La République de Sierra Leone couvre une superficie de 72 000 kilomètres carrés, qui équivaut à peu près à celle du Nouveau-Brunswick, et elle compte environ 4,2 millions d'habitants. Depuis le début de la « guerre des rebelles » en 1992, les statistiques ne veulent plus dire grand-chose en Sierra Leone, mais un chiffre est frappant. Depuis plusieurs années, le Canada s'est vu attribuer la meilleure note selon l'Indice du développement humain du PNUD, qui mesure l'espérance de vie, le degré d'instruction et le niveau de vie. Pendant la majeure partie de la décennie, la Sierra Leone a occupé la dernière place parmi les 174 pays considérés.

La Sierra Leone avant l'indépendance

Il existe deux grands groupes linguistiques en Sierra Leone, le mendé et le « mel », qui peuvent toutefois comprendre jusqu'à sept ou huit sous-groupes. À l'exception des Limba et des Sherbo, la plupart des groupes ethniques actuels sont arrivés dans le pays après 1400, fuyant des bouleversements dans d'autres parties de la région. Les premiers visiteurs européens ont été les Portugais, qui ont donné au pays son nom - « montagne du lion » - d'après la forme des montagnes qui se dressent sur la péninsule de Freetown.

En 1787, 356 « pauvres Noirs » et 100 Blancs ont quitté la Grande-Bretagne pour établir une colonie en Sierra Leone, mais peu ont survécu aux deux premières années passées dans ce pays. En 1792, 1 200 esclaves libérés, pour la plupart des réfugiés qui tentaient d'échapper à la guerre de l'Indépendance américaine, sont arrivés d'Halifax et ont fondé une colonie permanente, qu'ils ont baptisée « Freetown ». On donne encore parfois aujourd'hui le nom de « Néo-Écossais » à leurs descendants. On a commencé à désigner les colons sous le nom de Créoles, et ces derniers ont créé au fil des ans leur propre langue, le « krio », un créole d'origine anglaise.

La Sierra Leone Company, qui gérait la colonie à ses débuts, a été dissoute en 1808, et la Sierra Leone est devenue une colonie de la Couronne. Elle a donc été le premier État politique moderne de l'Afrique sub-saharienne. Par ailleurs, il a fallu du temps aux autorités coloniales britanniques pour étendre leur influence politique dans l'intérieur du pays, et ce n'est qu'en 1896 que le territoire couvrant la superficie actuelle de la Sierra Leone a été placé sous protectorat britannique. Entre 1895 et 1908, une ligne de chemin de fer à voie étroite est construite entre Freetown et les régions orientales du pays, mais il faut attendre jusqu'à la Seconde Guerre mondiale pour que des routes soient construites à destination des provinces. La Sierra Leone est fière d'avoir fondé en 1827 la première université de l'Afrique sub-saharienne, le Fourah Bay College. Par ailleurs, on laisse dans une large mesure aux missionnaires le soin d'assurer les services éducatifs et de santé. En 1939, seulement trois des douze écoles secondaires du pays sont administrées directement par l'État.

Au début du XX^e siècle, la noix de palme devient la principale culture d'exportation. Les diamants, découverts en 1930 dans le district de Kono, dans l'Est du pays, commencent dès 1938

à être la principale source de recettes d'exportation. En 1933, on ouvre une mine de fer à Marampa, dans le district de Port Loko, qui produit dès 1938 près de 30 % des recettes d'exportation du pays. Ces deux produits, le fer et les diamants, ont joué un rôle déterminant qui a permis aux Sierra-Léonais ne vivant pas à Freetown d'accéder à l'économie monétaire moderne.

Entre 1951 et 1961, les pouvoirs des représentants officiels de la Grande-Bretagne sont progressivement délégués aux autorités sierra-léonaises élues, qui prennent la responsabilité de certains ministères en 1953 et celle de tous les portefeuilles, sauf les affaires étrangères et la défense, en 1958. Un docteur en médecine, sir Milton Margai, devient ministre en chef en 1954, premier ministre délégué en 1958 et premier ministre lors de l'indépendance, en 1961.

Les années qui suivent l'indépendance : 1961-1968

L'optimisme et les grandes espérances caractérisent les années qui précèdent et suivent immédiatement l'indépendance. De nouvelles routes sont construites, des hôpitaux et des cliniques ouvrent leurs portes et de nouvelles écoles sont créées partout. L'effectif scolaire inscrit au primaire triple entre 1948 et 1958 et, dans la province du Nord, le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire passe de 3 291 en 1948 à 24 034 en 1963.

Milton Margai est le premier chef du Parti du peuple de Sierra Leone (SLPP), formé en 1951. Dans les premiers temps, il collabore étroitement avec Siaka Stevens, qui a été secrétaire général du syndicat des mineurs à Marampa dans les années 1940, puis ministre des Mines et du Travail. Peu avant l'indépendance, Stevens rompt ses relations avec Margai et forme un nouveau parti, appelé All Peoples' Congress (APC). Milton Margai meurt trois ans seulement après l'indépendance et son frère, Albert, lui succède. Moins de deux ans plus tard, accablé par des accusations de corruption et de mauvaise administration, Albert Margai commence à parler de l'instauration d'un régime de parti unique.

Les élections générales de 1967 sont capitales. Bien qu'il ait entre-temps désavoué l'idée d'un régime de parti unique, Albert Margai présente des propositions en vue d'instaurer une nouvelle constitution républicaine, s'attirant la méfiance générale. Il accuse l'armée de préparer un coup d'État, ce qui sert de prétexte à une purge du corps des officiers, laquelle déclenche l'agitation entre factions rivales des forces armées. Lors des élections générales de mars 1967, l'inscription et le scrutin sont mal gérés, et des rumeurs de fraude électorale et de corruption se répandent dans le pays. Les résultats officiels donnent 32 sièges à l'APC, 28 au SLPP et six à des indépendants, dont quatre ont déclaré qu'ils appuieraient un gouvernement de l'APC. Le gouverneur général demande donc à Siaka Stevens de former un nouveau gouvernement.

Le même jour, le commandant de l'armée, David Lansana, déclare toutefois la loi martiale et arrête le gouverneur général et Stevens pour avoir violé la Constitution, alléguant que tous les résultats des élections n'ont pas été comptés. Trois jours plus tard, lorsqu'il s'avère qu'il a

l'intention de remettre Margai au pouvoir, des officiers subalternes l'arrêtent et établissent un régime militaire, appelé Conseil de réforme nationale (NRC). Un an plus tard, le NRC est lui-même renversé par des sous-officiers qui invitent Siaka Stevens, alors en exil en Guinée, à revenir au pays et à former un gouvernement.

Le régime Stevens : 1968-1985

Jusqu'en 1968, deux clivages ont marqué la politique en Sierra Leone. Le premier, qui était dans une large mesure dépassé dès la fin des années 1950, séparait les Créoles de Freetown, qui avaient dominé la vie économique et politique pendant les 150 premières années de la colonie, des habitants du « protectorat » beaucoup plus peuplé et moins développé. Le second clivage politique consistait en une scission entre la partie septentrionale du pays et la région beaucoup plus développée du Sud, peuplée en grande partie de personnes parlant le mendé. Les Mendé avaient appuyé fortement le SLFF. C'était d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles Stevens, un Limba du Nord, a formé son propre parti, en faisant appel au sentiment anti-mendé et au mécontentement social d'un nombre croissant de jeunes chômeurs urbains.

Moins de deux mois après être entré en fonctions, Stevens purge l'armée de ses officiers supérieurs mendé et la place sous la responsabilité d'hommes du Nord. En outre, il interdit l'usage de la voie ferrée pour des raisons économiques, bien que beaucoup pensent qu'il cherche ainsi à isoler les régions du pays qui ont voté contre l'APC. Après une tentative avortée de coup d'État en 1971, Stevens établit une Unité de sécurité interne (ISU). Il s'agit d'une force paramilitaire brutale, dirigée personnellement par Stevens et constituée de jeunes hommes recrutés surtout dans les quartiers pauvres de Freetown. Les élections générales de 1973 sont marquées par la violence et la fraude électorale, mais la situation qui existe lors des élections de 1977 est bien pire, car des bandes armées de l'ISU perturbent le processus électoral dans tout le pays et répriment avec violence les manifestations d'étudiants. Un an plus tard, un projet comportant l'établissement d'un régime de parti unique est approuvé par référendum avec l'appui de 97 % des électeurs.

Les années du régime Stevens sont marquées par une subversion systématique de l'appareil étatique officiel et par le développement d'une importante économie parallèle, qui repose en grande partie sur le commerce illicite des diamants. En 1933, la Sierra Leone Selection Trust Ltd. (SLST) a obtenu une concession exclusive de 99 ans pour la prospection et l'exploitation minière dans tout le pays. En 1955, le taux d'imposition grimpe à 60 %, et la SLST renonce à tous ses droits, sauf sur une superficie de 450 miles carrés. Étant donné que les gisements de Kono sont alluvionnaires, le matériel lourd - quoique plus efficace que l'excavation individuelle - n'est pas indispensable. Pendant les années 1930 et 1940, la SLST est largement en mesure de surveiller les zones d'exploitation minière, mais une ruée vers le diamant survenue dans les années 1950 attire dans la région un afflux de prospecteurs clandestins, appelés « san san boys ». Entre 1953 et 1957, le nombre de chercheurs clandestins passe de 5 000 pour grimper jusqu'à 70 000. Malgré la présence d'une force paramilitaire de la SLST, soutenue par des forces hélicoptères, la violence et l'anarchie criminelle deviennent les caractéristiques dominantes

du district, et un vaste réseau de contrebande se constitue pour acheminer les diamants vers le Libéria, où les acheteurs bénéficient de taxes plus basses et les vendeurs de profits plus élevés.

Dès la fin des années 1970, la SLST est dissoute et le commerce des diamants est nationalisé. Au fil des ans, Siaka Stevens s'est allié à un groupe de marchands libanais puissants qui contrôlait une partie du commerce officiel, une part importante du commerce parallèle ainsi que le commerce dans pratiquement tous les autres secteurs essentiels d'importation et d'exportation. Au cours des années suivantes, les diamants continuent d'attirer l'attention des jeunes prospecteurs sierra-léonais, des fonctionnaires, des forces rebelles et de leurs partisans libériens et de diverses entreprises qui ignorent ou s'efforcent de surmonter le danger associé au commerce.

Au milieu des années 1980, le pays est en faillite. L'accroissement de la dette extérieure, l'inflation galopante, la dévaluation de la monnaie, les déficits budgétaires, la corruption et la baisse des exportations entraînent continuellement des pénuries de combustible, d'électricité et de nourriture. Le chômage augmente chez les jeunes, de même que le radicalisme, qui recrute plus d'adeptes parmi les étudiants de l'Université de Fourah Bay. En 1985, qui est une année marquée par une violente agitation ouvrière et étudiante, Stevens, alors âgé de plus de 80 ans, prend sa retraite et transmet ses pouvoirs au chef de l'armée, Joseph Momoh.

Le régime Momoh : 1985-1992

Joseph Momoh arrive au pouvoir sur une vague d'enthousiasme populaire. On espère qu'il pourra remettre d'aplomb l'État qui risque de s'effondrer et revitaliser l'économie grâce à son « nationalisme constructif ». La corruption et la sédition continueront toutefois de sévir, de même que l'inflation toujours forte, les dévaluations répétées, les pannes d'électricité et les pénuries de nourriture et de combustible. Les exportations officielles de diamants tombent de deux millions de carats en 1970 à 48 000 en 1988, par suite de la mauvaise gestion et de la corruption plutôt qu'à cause d'une diminution des ressources minérales.

Durant les années du régime Momoh, on relève deux tendances, qui passent presque inaperçues à l'époque mais auront d'importantes ramifications ultérieurement. L'une consiste en la croissance soutenue et spectaculaire du nombre de jeunes chômeurs et dissidents. Venant de la campagne, ils se dirigent soit vers Freetown et d'autres centres urbains, soit vers les gisements diamantifères de Kono. Dans les deux cas, leur socialisation s'effectue dans un climat où règnent la violence, la drogue et la criminalité. L'autre tendance consiste en la progression du militantisme étudiant. Au cours de la seconde moitié des années 1980, beaucoup d'étudiants sont devenus radicaux, en partie à cause de la répression violente de leurs manifestations par le gouvernement, et en partie parce qu'ils ont été exposés à des idées nouvelles, notamment aux opinions que le colonel Kadhafi exprime dans le *Livre vert*. Initialement, la Libye pouvait parrainer librement des groupes d'étudiants sierra-léonais et des voyages d'étudiants en Libye, mais à la suite de l'expulsion violente, en 1985, de 41 étudiants qui auraient entretenu des relations avec la Libye, le *Livre vert* et son auteur revêtent une importance plus symbolique et les rapports tangibles avec

la Libye deviennent clandestins. Entre 1987 et 1988, de vingt-cinq à cinquante Sierra-Léonais sont emmenés en Libye pour s'exercer à « l'art de la révolution ».

Parmi les étudiants se trouve un analphabète fonctionnel qui est devenu membre d'une « cellule révolutionnaire » à Kono. Il s'agit de Foday Sankoh, un ancien caporal et photographe de l'armée aux cheveux gris qui a été emprisonné pendant sept ans à cause de son implication présumée dans le complot de 1971 contre Siaka Stevens. Ironiquement, seulement trois des personnes formées en Libye se présentent ultérieurement sous la bannière du Front révolutionnaire unifié (RUF) et le seul survivant après environ un an est Foday Sankoh.

À la fin des années 1980, le Libéria est le théâtre d'événements qui auront bientôt des répercussions profondes sur la Sierra Leone. À la fin de 1989, Charles Taylor lance une attaque contre le régime de Samuel Doe, avec l'aide d'une petite troupe d'hommes dont plusieurs, y compris Taylor lui-même, ont été formés en Libye ou ont des attaches avec ce pays. Taylor reçoit également l'appui de la Côte-d'Ivoire et du Burkina Faso, en partie grâce à des relations politiques, familiales et personnelles qui, selon certains, « ressemblent aux mariages entre dynasties et à l'alliance des princes européens de l'ancien temps ». Le soutien que les Burkinabés apportent à Taylor s'étendra par la suite à Foday Sankoh et au RUF. La rébellion de Taylor, lancée initialement à partir de la Côte-d'Ivoire, prend rapidement une coloration ethnique et se solde en moins d'un an par un terrible désastre humanitaire. En 1996, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) met sur pied une force d'intervention constituée de troupes en provenance de la Sierra Leone, du Nigéria, de la Guinée, du Ghana et de la Zambie. Appelée Force ouest-africaine de maintien de la paix (ECOMOG), elle fait échouer l'offensive qui aurait permis à Taylor de remporter une victoire militaire rapide. Étant donné que Momoh avait auparavant refusé de l'appuyer (Taylor avait été arrêté à Freetown pendant une courte période parce qu'il avait utilisé un passeport burkinabé) et que l'ECOMOG s'était servie de Freetown comme point d'escale, Taylor a souvent parlé, en 1990 et 1991, de ses plans d'attaque contre la Sierra Leone.

En 1991, le régime Momoh se trouve dans une situation très difficile. Pressé par l'effondrement de l'économie, l'accroissement du mécontentement populaire et l'agitation entre les factions au sein du gouvernement, Momoh annonce un retour au multipartisme, et des élections générales sont prévues pour 1992. Toutefois, le Front révolutionnaire unifié (RUF) attaque avant que les élections puissent avoir lieu. Avec l'aide du Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, Foday Sankoh et une petite troupe d'hommes traversent la frontière libérienne pour pénétrer dans la province orientale de la Sierra Leone en mars 1991, dans le but explicite de mettre fin à 24 ans de domination politique par l'APC. Des incursions dans plusieurs villes frontalières pendant les quelques jours qui suivent prouvent la faiblesse de l'armée sierra-léonaise et, en moins d'un mois, les rebelles contrôlent la majeure partie du district de Kailahun.

Les tactiques du RUF, notamment les attaques brutales contre des civils sans armes et des enfants, provoquent rapidement une crise humanitaire. Le RUF essaie de copier la stratégie des provocations ethniques qui a réussi à Charles Taylor au Libéria. C'est pourquoi le RUF prend

d'abord pour cible des commerçants fulani et malinka et en assassine plus de 100 pendant ses deux premiers mois d'opérations. Il s'en prend aussi aux marchands libanais et en fait décapiter cinq dans le district de Bo. Ces atrocités ne provoquent pas la scission ethnique, mais elles alarment la population civile et occasionnent des déplacements rapides et considérables de personnes. Pris de panique, le président Momoh s'empresse de doubler les effectifs de l'armée, qui passent de 3 000 à près de 6 000 hommes, en recrutant la plupart de ses nouvelles troupes parmi les vagabonds de Freetown – les « chômeurs ... ruraux, un bon nombre de voyous, de toxicomanes et de voleurs » – comme le dit plus tard son ministre des Affaires étrangères de l'époque. La situation, déjà embrouillée, devient encore plus confuse lors de la création, en Sierra Leone, du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO), une coalition de Libériens opposés à Taylor qui, avec l'aide du gouvernement sierra-léonais (GOSL), s'attaque d'abord à la fois au RUF et au NPFL de Taylor.

À cause de la corruption et de la mauvaise administration, les troupes sierra-léonaises envoyées au front sont nettement sous-payées et démoralisées. En avril 1992, un groupe en provenance du front de l'Est se rend à Freetown pour protester contre cette situation. En moins d'une journée, la mutinerie se transforme en coup d'État et Joseph Momoh s'enfuit en Guinée. Une junte militaire, le Conseil national de gouvernement provisoire (NPRC), est formée sous la présidence du capitaine Valentine Strasser, un officier âgé de 29 ans qui est responsable de la solde.

Le régime NPRC : 1992-1996

Au début, le NPRC jouit d'une énorme popularité, surtout parmi les jeunes Sierra-Léonais. Les dirigeants eux-mêmes sont jeunes et un grand nombre d'entre eux ont grandi dans les taudis de Freetown. Les jeunes de Freetown lancent une campagne bénévole de nettoyage et d'embellissement, et une nouvelle force de « jeunes volontaires » est recrutée pour poursuivre la guerre. Beaucoup de nouveaux arrivants ne sont toutefois pas des volontaires et, selon une estimation, il y aurait plus de mille enfants soldats âgés de moins de 15 ans en 1993. Le NPRC en vient rapidement à ressembler au régime qu'il a évincé.

En 1992 et 1993, le destin du RUF fluctue entre les succès et les revers. De temps à autre, les troupes du RUF envahissent les régions diamantifères, sont repoussées et reprennent possession du territoire. Les civils que le gouvernement accuse de collaboration sont arrêtés et certains sont exécutés. Mais la punition infligée pour avoir refusé de collaborer avec le RUF est aussi grave, voire plus cruelle. Les deux principales cartes de visite du RUF sont les civils morts et les centaines et peut-être les milliers de civils survivant à l'amputation grossière de leurs mains, de leurs pieds, de leurs oreilles ou de leurs organes génitaux. Ces victimes servent d'avertissements vivants et constants à tous ceux et celles qu'ils rencontrent, et la rumeur d'une attaque imminente du RUF suffit à vider entièrement des villes et des villages de leur population.

Toute force qui peut pénétrer dans les régions diamantifères a également accès aux diamants, et il est probable que toutes les parties aient occasionnellement tiré profit des ressources disponibles. On ignore de plus en plus qui est responsable de telle embuscade, ou d'avoir fait courir tel bruit

qui a dégagé le terrain pour permettre à des individus de se livrer à un pillage effréné. Dans certains cas, des soldats lancent des attaques dont on impute la responsabilité au RUF. Soldats le jour et rebelles la nuit, ils sont bientôt appelés « sobels ». Les troupes du RUF contribuent à la réputation des sobels en effectuant des raids dans des uniformes de l'armée qui ont été volés.

Vers la fin de 1992, une nouvelle force entre en scène. Il s'agit des « kamajors ». *Kamajor* est un mot mendé qui signifie chasseur. Dans la société mendé traditionnelle, le chasseur était un gardien de la société qui jouait un rôle dans un culte mystique des guerriers « invincibles ». Les kamajors, auxquels se rallient un certain nombre de personnes instruites et de soldats à la retraite, deviennent rapidement une force avec laquelle il faut compter, qui se bat non seulement contre le RUF, mais aussi contre les excès du régime du NRC.

En 1995, toutefois, la situation militaire devient désespérée; les raids de commandos que le RUF effectue dans tout le pays le font paraître très fort. Au début de l'année, le RUF occupe le territoire où sont situés les deux derniers actifs économiques du pays, la mine de bauxite de SIEROMCO et les mines de titane de Sierra Rutile, prétendument avec l'aide de soldats commandés par le major Johnny Paul Koroma.

Jusqu'en 1995 environ, on ne sait pas au juste quelle cause le RUF défend, qui est Foday Sankoh et ce qu'il veut. Bien que ce dernier accorde de temps à autre une entrevue radiotéléphonique à la BBC, il faut attendre jusqu'à la parution, en 1995, du document du RUF, intitulé *Footpaths to Democracy: Toward a New Sierra Leone* pour trouver un énoncé quelconque d'idéaux ou d'objectifs cohérents. *Footpaths*, qui aurait été rédigé par un employé d'International Alert, contient des termes et des phrases tirés directement de Mao Zedong, Amilcar Cabral et Frantz Fanon.

Bien qu'il soit vrai que le RUF se compose de jeunes hommes dissidents, un très grand nombre d'entre eux étaient déjà détachés de la société et dangereux avant que ne se présente l'occasion offerte par le RUF. Un petit nombre seulement de jeunes Sierra-Léonais se sont ralliés au RUF de leur propre gré. La majeure partie des recrues du RUF viennent des troupes de *san san boys* et des mêmes quartiers pauvres de Freetown où Siaka Stevens avait recruté les membres de son ISU brutale et où Joseph Momoh avait trouvé les effectifs nécessaires pour doubler son armée. Les autres sont des enfants qui ont été kidnappés, drogués et forcés de commettre des atrocités. Les racines « intellectuelles radicales » du RUF ont été extirpées lors de sa première année d'activité, et ses attaques brutales contre des civils sont en contradiction avec son objectif avoué de créer un « système égalitaire révolutionnaire ».

Au début de 1995, le RUF n'est plus qu'à quelques milles de Freetown, tant à cause de l'incompétence de l'armée que de ses propres prouesses. Certains estiment en fait, à ce moment-là, que le RUF compte un effectif total de trois à quatre mille hommes, avec un noyau composé de seulement cinq à six cents soldats. Le problème du NPRC réside en partie dans le fait que, selon ses calculs, au moins 20 % de ses propres troupes sont déloyales. En mai 1995, le NPRC fait appel à Executive Outcomes (EC), une entreprise sud-africaine de services de sécurité, qui a

réussi à repousser les rebelles de l'UNITA pour le compte du gouvernement angolais. C'est un directeur de la Branch Energy and Heritage Gas and Oil, Anthony Buckingham, qui met EO en contact avec le NPRC. Buckingham négocie le contrat avec EO, auquel il aurait consenti des avances en échange de la libération des concessions d'État dans les régions de la Sierra Rutile et des gisements diamantifères.

Le premier contingent d'EO arrive en Sierra Leone en mai 1995. Dans les dix jours qui suivent le début de leurs opérations, les forces d'EO repoussent les troupes du RUF loin de Freetown et, en moins d'un mois, les chassent des régions diamantifères. Leur succès est attribuable en partie à leurs propres aptitudes au combat, bien que leur nombre total n'ait jamais dépassé 200 hommes. Elles bénéficient d'un excellent dispositif de soutien aérien et ont amené un équipement de communications de première qualité ainsi que de bons instructeurs qui travaillent d'abord avec un petit groupe de soldats sierra-léonais, puis avec les kamajors, déjà forts de leur effectif de 2 000 à 3 000 hommes. Dès le début de 1996, le RUF est durement atteint, et écarté des régions diamantifères qui avaient contribué à financer ses activités.

Sous les fortes pressions qu'exercent tant la population que les organismes donateurs en vue d'obtenir le rétablissement d'un régime civil en Sierra Leone, le NPRC annonce la tenue d'élections en février 1996. En janvier, néanmoins, Valentine Strasser est renversé par son vice-président, le brigadier Julius Maada Bio. Croyant qu'il s'agit d'une tentative visant à prolonger l'existence du régime militaire, le public intensifie ses pressions en faveur de la tenue d'élections. Acculé par les attaques continues d'EO, le RUF annonce un cessez-le-feu et demande des pourparlers de paix inconditionnels avec le gouvernement de Bio. Ces pourparlers débutent à Abidjan quelques jours seulement avant la tenue des élections. Après deux tours de scrutin, le SLPP forme un gouvernement dirigé par Ahmad Tejan Kabbah, un ancien représentant officiel du PNUD, qui prête serment en qualité de président.

L'après-1996

À Abidjan, les pourparlers de paix se poursuivent pendant presque neuf mois, durant lesquels le RUF reprend l'offensive, mais ne parvient qu'à se faire repousser d'une manière désastreuse par les forces d'EO et des kamajors. Lorsque Foday Sankoh et le GOSL signent un traité de paix à la fin de novembre 1996, le RUF semble à bout de forces. C'est pourquoi il n'est peut-être pas surprenant que le président Kabbah ait consenti à l'expulsion des forces d'Executive Outcomes dans les cinq semaines suivant la signature du traité (bien que LifeGuard, une ramification d'EO, demeure en arrière pour protéger les régions diamantifères). On ne s'étonnera pas non plus, à la lumière des événements qui vont suivre, de ce que Foday Sankoh ait refusé d'autoriser la présence d'une force de maintien de la paix de l'ONU comptant 720 membres.

C'est le RUF qui tire le plus d'avantages du traité de paix. Il se voit offrir un rôle politique permanent ainsi que la légitimité, et il est déchargé de la responsabilité de ses activités antérieures. Et, ce qui a plus d'importance, il est gagnant sur le plan militaire : le régime reste exposé, car il dispose de peu de forces fiables de sécurité, à part les kamajors et un nouveau

contingent de troupes nigérianes envoyées pour appuyer la force de l'ECOMOG. Les attaques du RUF se poursuivent en partie parce que les dirigeants ne s'entendent pas sur la mise en oeuvre du traité de paix, pendant qu'à Freetown on arrête plusieurs officiers de l'armée soupçonnés de préparer un coup d'État.

En mai 1997, un groupe de soldats attaque la prison centrale, libérant les conspirateurs et environ 600 criminels. Le président Kabbah s'enfuit, et le major Johnny Paul Koroma, libéré lors de l'attaque de la prison, devient le chef du Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC). L'AFRC invite le RUF à se joindre à lui, déclarant que la guerre est finie. La période pendant laquelle l'AFRC et le RUF exercent conjointement le pouvoir se caractérise par le bouleversement complet de l'appareil judiciaire et l'effondrement de l'économie officielle. Les écoles, les banques, les services commerciaux et les bureaux du gouvernement cessent de fonctionner, tandis que le viol et le pillage sont à l'ordre du jour. Pour reprendre l'expression d'Amnistie Internationale : « *c'est la débâcle de la primauté du droit et le pays sombre dans la violence* »; les alliés de Kabbah, les étudiants et les journalistes sont systématiquement torturés, violés et assassinés.

Durant cette période, le président en exil Kabbah entre en contact avec une entreprise britannique de services de sécurité, Sandline International, qui entretient des rapports avec Executive Outcomes, Branch Energy et Diamond Works, une société cotée à la bourse de Vancouver. Il vise apparemment à obtenir l'aide de Sandline pour évincer l'AFRC et libérer les régions productrices de diamants. Un ressortissant indien établi à Vancouver, Rakesh Saxena, aurait fourni les fonds nécessaires. En février 1998, 28 tonnes d'armes légères arrivent en Sierra Leone dans le cadre de cette transaction et sont saisies par l'ECOMOG parce qu'elles contreviennent à un embargo sur les armes décrété par l'ONU.

Plus tard, le même mois, l'ECOMOG expulse la coalition AFRC/RUF de Freetown lors d'une bataille acharnée au cours de laquelle de nombreux civils périssent. Selon les estimations, le nombre de personnes tuées dans la guerre des rebelles dépassait déjà le chiffre de 50 000. À divers moments de la période précédente de six ans, le nombre de personnes déplacées a atteint un sommet de 2,5 millions - soit plus de la moitié de l'ensemble de la population.

Le président Kabbah, rétabli dans ses fonctions, prend des mesures afin de procéder à la démobilisation de toute l'armée. À la suite de procès en cour martiale, 24 soldats condamnés sont exécutés. Entre août et novembre 1998 se tiennent plusieurs procès de civils. Au total, 47 personnes sont condamnées pour trahison et sous d'autres chefs d'accusation en rapport avec l'administration de la coalition AFRC/RUF, et condamnées à mort. Foday Sankoh, qui a été arrêté au Nigéria et renvoyé en Sierra Leone, est également jugé, déclaré coupable et condamné à mort.

Pendant cette période, les forces de la coalition AFRC/RUF se livrent à des actes de violence dans tout le pays, pourchassées d'un endroit à un autre sans grand succès par les forces de l'ECOMOG. Dans un rapport du mois de novembre 1998, Amnistie Internationale déclare ce qui

suit : « Depuis qu'ils ont été évincés du pouvoir, l'AFRC et le RUF se vengent en menant une campagne de terreur contre des civils sans armes, et les violations des droits de la personne ont atteint des niveaux sans précédent. Plusieurs milliers de civils ont été assassinés ou mutilés sauvagement. Des centaines d'autres ont été enlevés, éloignés de leur village et forcés de s'associer à leurs agresseurs. » Le RUF désigne cette période comme celle de l'opération « *Aucun-Être-Vivant* ».

Pendant que Foday Sankoh et d'autres défenseurs de la coalition AFRC/RUF en appellent de leur condamnation, le RUF se présente une fois de plus aux portes de Freetown en janvier 1999, prenant au dépourvu à la fois le gouvernement et les troupes de l'ECOMOG. Se servant de femmes et d'enfants comme boucliers humains, certains combattants du RUF réussissent à contourner les troupes de l'ECOMOG et à rejoindre leurs compagnons qui se sont déjà infiltrés dans la ville. Leur groupe se compose notamment de Libériens et d'un petit nombre de mercenaires européens. Lors des combats qui s'ensuivent, on estime que cinq mille personnes périssent, notamment des ministres du Cabinet, des journalistes et des avocats qui avaient été spécialement pris pour cibles. Avant d'être repoussés, les rebelles incendient de nombreux quartiers de la ville et enlèvent jusqu'à 3 000 enfants lorsqu'ils battent en retraite. Malgré la libération d'un grand nombre de collaborateurs de l'AFRC/RUF qui avaient été condamnés, Foday Sankoh demeure en détention. Le commandant du RUF, Sam Bokarie, un ancien *san san boy*, déclare à la fin de janvier qu'« *aucun gouvernement ne peut réussir dans ce pays si Foday Sankoh n'en fait pas partie* ». Et il ajoute qu'à moins d'attribuer une part de pouvoir au RUF « *aucun régime ne peut gouverner - Nous rendrons le pays ingouvernable.* » Il annonce par la suite que Johnny Paul Koroma a été nommé directeur adjoint du RUF.

Le RUF et ses récents collaborateurs de l'armée échappent à toutes les définitions et typologies des mouvements de la guérilla. Certains affirment que le RUF n'est ni un soulèvement séparatiste qui prend sa source dans une exigence particulière, comme dans le cas de l'Érythrée, ni un mouvement réformiste visant à réaliser un programme radical supérieur à celui du régime qu'il cherche à renverser. Il est également dépourvu du type de leadership qui serait nécessaire pour pouvoir le qualifier d'insurrection de chefs de guerre. Le RUF est un mouvement particulier de guérilla dépourvu de l'appui d'un nombre significatif de partisans à l'échelle nationale ou du soutien d'un groupe ethnique. C'est peut-être à cause de ses fondements sociaux et parce qu'il ne dispose pas d'un programme d'émancipation destiné à recueillir l'appui des autres groupes sociaux qu'il est demeuré une troupe de bandits, poussée seulement par le besoin de survie de ses commandants du front et des groupes de combat, qui sont pour la plupart illettrés et détachés de la société. Ni les paysans, qui sont les alliés naturels de la plupart des mouvements révolutionnaires, ni les étudiants, dans les rangs desquels s'étaient recrutés les fondateurs de ce que devait être le RUF, n'ont apporté un soutien quelconque à l'organisation pendant les huit années de combat.

DEUXIÈME PARTIE – LA SITUATION SUR LE PLAN DE LA SÉCURITÉ

Aperçu

De prime abord, la situation sur le plan de la sécurité en Sierra Leone paraît passablement simple : un gouvernement démocratiquement élu est confronté à une rébellion quelque peu diffuse d'un groupe d'anciens soldats mécontents. La réalité est à l'opposé de ce diagnostic. Pour commencer à comprendre la véritable complexité de ce conflit, il faut d'abord connaître plusieurs faits d'une importance fondamentale.

En premier lieu, le conflit en Sierra Leone est indissolublement lié à la sécurité de toute la sous-région; on ne peut donc l'étudier isolément. Toute mesure prise à propos de ce conflit aura inévitablement des répercussions sur la situation et les politiques en matière de sécurité de la Guinée, du Libéria, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Ghana et du Nigéria.

Deuxièmement, ce conflit ne peut pas faire l'objet d'une solution purement militaire. Il s'agit d'une guerre anti-insurrectionnelle; une victoire totale, à supposer qu'elle soit possible, demanderait des années, pour ne pas dire des décennies, d'une coûteuse guérilla dans la brousse. Le mieux qu'un camp puisse espérer obtenir, c'est de gagner une certaine supériorité militaire sur son adversaire. À la lumière des tactiques et stratégies suivies par les deux rivaux, il semble que toutes les parties au conflit reconnaissent cette limitation; de ce fait, elles se font constamment la lutte pour obtenir un avantage tactique, aussi modeste soit-il.

Troisièmement, le conflit en Sierra Leone ne comporte pas uniquement une dimension militaire : le problème compte un important volet policier dont il faut tenir compte, de concert avec les aspects militaires, si on veut que la paix s'enracine vraiment dans le pays.

Enfin, il faut s'attaquer dans les meilleurs délais à la dimension de sécurité du conflit en Sierra Leone, car, en l'absence de paix et de stabilité, il n'est pas possible de prodiguer les secours dont un grand nombre de personnes ont un besoin criant. Sans sécurité, suivie d'une aide et d'une assistance, ce pays déchiré par la guerre ne peut pratiquement pas nourrir d'espoir de reconstruction et de remise en état économiques.

En ce moment, la situation d'ensemble dans le pays est extrêmement tendue. Le GOSL et l'ECOMOG contrôlent fermement la situation dans la capitale même, Freetown, où la meilleure description de la situation est la suivante : on y assure la sécurité, mais elle n'est pas nécessairement sûre. Tant le GOSL que l'ECOMOG affirment avec insistance que toute la péninsule de Freetown est à l'abri du danger, mais cette assertion semble pécher par un certain excès d'optimisme. L'ECOMOG peut garantir la liberté de mouvement dans la péninsule, mais les informations actuelles indiquent que les rebelles continuent de s'infiltrer et de mener des activités de collecte de renseignements, à un degré assez important, un peu partout dans la péninsule.

Au-delà de la péninsule, l'ECOMOG et la Force de défense civile de la Sierra Leone (CDF), les kamajors, continuent d'opérer dans le tiers sud-ouest du pays et tiennent plusieurs villes, dont Bo, Kenema, Port Loko, Mile 91 et Makeni. Toutefois, l'accès à ces localités n'est possible que par hélicoptère, car l'infrastructure des transports a été gravement endommagée et les routes qui demeurent praticables sont très exposées aux attaques des rebelles. En outre, les troupes de l'ECOMOG dans ces endroits subissent toujours des attaques de harcèlement de la part des rebelles.

Le RUF contrôle le tiers nord-est du pays, qui comprend les régions diamantifères. La zone située entre le territoire contrôlé par l'ECOMOG/GOSL et les régions qui sont sous le pouvoir du RUF est une *terra incognita* du point de vue de la sécurité. On connaît très peu (en réalité, pratiquement pas du tout) la situation dans les territoires tenus par les rebelles et les informations sur cette zone sont fragmentaires dans la meilleure des hypothèses. De ce fait, il est à toutes fins utiles impossible de procéder à une saine planification opérationnelle. C'est pourquoi, à ce jour, les progrès de l'ECOMOG et du GOSL ont été d'une laborieuse lenteur.

Des indices donnent à penser que des éléments militaires étrangers, en provenance du Libéria et du Burkina Faso, participent à l'action du RUF. De plus, des sources aussi bien au sein du GOSL que de l'ECOMOG affirment que des mercenaires ukrainiens concourent également à l'entraînement des forces rebelles. À n'en pas douter, il existe un important trafic d'armes légères en faveur des forces rebelles. Des événements et des témoignages récents donnent à penser que ces armes proviennent d'Europe orientale et transitent par la Libye, le Burkina Faso et le Libéria; elles sont livrées aux rebelles tout juste de l'autre côté de la frontière entre le Libéria et la Sierra Leone. Les opérations des rebelles sont financées avec les recettes tirées par le RUF (directement ou indirectement) de l'extraction de diamants à l'intérieur du pays.

Pour le moment, il semble que les forces rebelles font une pause afin de se réorganiser à la suite de leur offensive de janvier, mais il ne s'agit que d'un bref répit. La plupart des indices donnent à penser que les deux camps se réarment fébrilement en prévision de la prochaine vague d'hostilités. La saison des pluies, en Sierra Leone, commence en mai, et les opérations militaires vont probablement alors cesser, en très grande partie, jusqu'en septembre.

Les rumeurs sont légion quant à la prochaine attaque des rebelles. Compte tenu de la fragilité du GOSL, il est probable que les rebelles tenteront une autre offensive avant la saison des pluies, dans le mince espoir d'arriver de justesse à renverser le gouvernement du président Kabbah. S'ils attaquent effectivement, mais n'arrivent pas à infliger la défaite à l'ECOMOG/GOSL, on peut penser qu'en l'absence d'un accord de paix, les deux camps pourraient éventuellement profiter de la saison des pluies pour se préparer à la nouvelle vague d'hostilités à l'automne.

L'ECOMOG

L'ECOMOG a échappé de peu à une défaite désastreuse et à son expulsion de Freetown en janvier dernier, ce qui a sérieusement entamé son moral. Certains changements de grande importance viennent tout juste de se produire dans la structure hiérarchique de l'ECOMOG (dont la nomination d'un nouveau commandant, le major-général Felix Mujakperuo). Tant le GOSL que les troupes qui fournissent des contingents à l'ECOMOG espèrent que ces changements imprimeront à cette force le dynamisme dont elle a besoin pour regagner le terrain perdu, aux sens littéral et figuré de ce terme.

L'ECOMOG est une force multinationale composée de troupes fournies par le Nigéria, le Ghana, la Guinée et le Mali, la vaste majorité de ses effectifs provenant du Nigéria. Le président Kabbah et le chef d'état-major du GOSL (un soldat nigérian, le brigadier-général Mitikishe Maxwell Khobe) qualifient de « cordiales » les relations de l'ECOMOG avec le GOSL. Cela étant dit, la conduite des troupes de l'ECOMOG, selon ce qu'on a pu observer à Freetown, est parfois brutale. Toutefois, on n'a décelé aucun signe manifeste de violation des droits de la personne de la part des troupes de l'ECOMOG, et les allégations de telles violations reprises dans le récent rapport des Nations unies ont été démenties catégoriquement par l'ECOMOG et le président Kabbah.

On observe des signes de tension au sein de l'alliance. Les relations avec la CDF, les kamajors, semblent se dégrader. Tributaire de l'ECOMOG pour son soutien logistique, la CDF semble conserver de bons rapports de coopération avec le contingent guinéen de cette force, mais on peut qualifier au mieux ses relations avec le contingent nigérian de tendues. À Freetown, la CDF et l'ECOMOG tiennent chacune ses propres points de contrôle, plutôt que des points conjoints, ce qui était la pratique antérieure, et des rumeurs font état d'une hostilité ouverte entre les deux groupes dans les zones contrôlées par le GOSL/ECOMOG à l'extérieur de Freetown.

De plus, l'intégration des divers contingents dans l'ECOMOG a posé certains problèmes. Après son déploiement, le contingent ghanéen, qui surveille en ce moment l'aéroport de Lungi, aurait mal accueilli des tentatives initiales de l'ECOMOG de l'utiliser à la pièce dans l'ensemble du secteur de Freetown et des environs. Le contingent s'est également plaint que toute la structure de commandement de l'ECOMOG soit de nationalité nigériane. On s'occupe de cette situation, qui continue d'évoluer. Le sous-commandant de l'ECOMOG est un officier ghanéen, tout comme un des agents opérationnels principaux au quartier général de l'ECOMOG; et tout indique que l'ECOMOG n'épargne aucun effort pour intégrer les divers contingents nationaux dans la structure de commandement au fur et à mesure que les Nigériens se sentent plus à l'aise dans l'exécution des opérations de la coalition.

L'ECOMOG appuie la politique en deux volets de la Sierra Leone en ce qui concerne la recherche de la paix. La négociation constitue le premier volet et le deuxième tient à l'instauration d'une situation favorable à cette négociation sur le plan de la sécurité. (Nous décrivons de manière plus détaillée, plus bas, cette approche en deux volets.) Toutefois,

l'ECOMOG aura besoin d'un soutien logistique de grande ampleur pour obtenir quelque succès que ce soit en ce qui concerne le volet sécurité. En ce moment, c'est une société privée américaine, Pacific Architecture and Engineering (PA&E), qui assure ce soutien. Financée presque entièrement par le gouvernement américain, PA&E se charge de l'efficacité des infrastructures et de la capacité de livraison, en plus de dispenser un important soutien logistique non légal (c.-à-d., le combustible et les rations), mais, dans l'ensemble, cet appui ne permet pas de soutenir les opérations du type de celles qu'envisagent l'ECOMOG et le GOSL.

L'ECOMOG et la nouvelle armée de la Sierra Leone (SLA) ont besoin d'une prestation importante de soutien logistique, légal et non légal, pour espérer exécuter avec succès le volet sécurité de la stratégie en deux volets du GOSL. Nous aborderons plus bas, dans la présente section, les besoins de la SLA. S'agissant de l'ECOMOG, tous les contingents ont besoin de matériel de combat, de déplacement et de communication, activités qu'ils peuvent à peine accomplir en ce moment.

Plus précisément, ils ont besoin de munitions de petit calibre, d'armes légères et intermédiaires d'appui et des munitions connexes (mortiers de 60 mm et de 81 mm), d'armes antichar à main (de type lance-roquettes RPG-7) et de grenades. Ils ont également besoin de matériel de transport, des camions légers aux hélicoptères, ces derniers étant nécessaires au mouvement vers l'intérieur du pays, où les réseaux routiers ont été détruits. Enfin, ils ont besoin des moyens de communication voulus, du niveau sous-tactique au niveau d'une force opérationnelle, ce qui leur permettrait d'exercer un commandement et un contrôle efficaces des opérations militaires. En plus de tous ces éléments, les contingents ont besoin, aussi, de la poursuite d'un soutien relatif à d'autres produits essentiels, mais non létaux, comme de rations et de fournitures médicales. Si elles ne disposent pas d'un important soutien logistique de cet ordre, les futures opérations de l'ECOMOG/GOSL se heurteront à de graves obstacles. Nous présentons à l'annexe 4 au présent rapport une liste des besoins à combler pour appuyer les opérations pendant une période de trois mois.

Le gouvernement de la Sierra Leone

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le GOSL applique une stratégie de recherche de la paix comportant deux volets. En plus de soutenir l'ECOMOG, il s'emploie aussi à constituer la nouvelle SLA. Le chef d'état-major du GOSL avait initialement planifié une nouvelle SLA de 10 000 soldats. Toutefois, le Parlement a autorisé un effectif de seulement 5 000, que le Royaume-Uni s'est engagé à entraîner et à équiper (nous traitons plus loin, dans la présente section, des détails de l'initiative de formation du Royaume-Uni).

La nouvelle SLA est confrontée à une kyrielle de problèmes. Mentionnons, parmi les plus importants, le recrutement, l'affectation, le renseignement et le soutien logistique. La question du recrutement comporte deux facettes. La première porte sur le point de savoir si les quelque 2 000 membres démobilisés des anciennes forces armées de la République de la Sierra Leone (AFRSL) devraient être réintégrés dans la nouvelle SLA et, si oui, sur la façon de le faire. La

deuxième concerne les kamajors et leur avenir au sein de la nouvelle SLA. Leur leader, le chef suprême Hinga Norman, souhaiterait que le plus grand nombre possible de ses partisans soit intégré dans la nouvelle SLA. Les Nigériens, au contraire, ne voient pas d'un bon oeil qu'une partie importante de l'effectif de la nouvelle armée soit composée de kamajors. Nous ne connaissons pas pour le moment le pourcentage des recrues suivant actuellement un entraînement qui proviennent de l'ancienne AFRSL, mais on ne compte que peu d'anciens kamajors, s'il en est, dans ce premier groupe de recrues.

L'affectation de la nouvelle SLA est une question qui a suscité une certaine controverse. Le chef d'état-major du GOSL et l'ECOMOG souhaitaient prendre le commandement de ces troupes, leur dispenser une instruction tout à fait rudimentaire, puis, les ayant dotés des armes et des munitions fournies par le Royaume-Uni pour l'entraînement de la nouvelle armée, les envoyer à Waterloo, petite ville située à la base de la péninsule de Freetown, qui se trouve également à être la pointe avancée de la partie du pays que contrôle le GOSL/ECOMOG. Le Royaume-Uni n'a pas accepté ce plan d'action et, en date de la fin mars dernier, il avait suspendu les activités d'instruction de la nouvelle SLA et bloqué une livraison d'armes et de munitions qui lui étaient destinées. Ces activités ont repris depuis.

Tant des responsables du GOSL que le chef d'état-major se sont plaints de manquer de renseignements et ont demandé une aide dans ce domaine. Selon les affirmations de responsables du GOSL, le Royaume-Uni et les États-Unis auraient indiqué qu'ils souhaitaient leur dispenser une assistance en matière de renseignement, mais cette information n'a pas encore été confirmée de source indépendante. Ces responsables semblent faire absolument confiance aux capacités de renseignement fondées sur une technologie de pointe que l'Occident possède, d'après eux. Curieusement, ils semblent par ailleurs ne pas mettre à contribution les ressources endogènes considérables qui sont à leur disposition (par exemple, les kamajors, ainsi que d'autres partis et groupes fidèles au gouvernement) et les possibilités qui existent de former la nouvelle SLA en matière de gestion du renseignement et de l'information.

Le problème le plus grave qui se pose à la nouvelle SLA concerne l'équipement et la logistique, dont elle est pratiquement démunie. Comme nous l'avons signalé plus haut, le Royaume-Uni s'est engagé à former et à équiper une force de 5 000 hommes, en la dotant d'armes de base, d'uniformes et d'équipement personnel. Toutefois, cette armée a encore besoin de munitions, d'armes d'appui légères et de calibre intermédiaire, ainsi que de matériel de transport et de communication. Une liste détaillée des besoins de la nouvelle SLA figure à l'annexe 5 du présent rapport.

Autres facteurs – Amis et ennemis

Le RUF

Bien qu'il soit encore, pour l'essentiel, une armée de brousse, le RUF [Front révolutionnaire unifié] demeure un redoutable ennemi. Il est bien armé et très rusé; en décembre,

par exemple, ses membres ont introduit clandestinement à Freetown, en simulant des cortèges funèbres, des armes dissimulées dans des cercueils qu'ils ont enterrés, puis exhumés juste avant leur attaque contre cette ville, en janvier. Le Front commence maintenant à donner des signes de perfectionnement sur le plan des armes et de la tactique qu'il n'avait pas affichés jusque-là.

Le RUF privilégie encore, dans une large mesure, la tactique des raids éclairs; il se déplace rapidement à pied sur des pistes de brousse et attaque des villages non armés ou des objectifs inopinés bénéficiant de peu de protection. Il recourt toujours à la terreur et à la mutilation, qui constituent une de ses armes, et il n'hésite pas à se servir de femmes et d'enfants comme de boucliers humains dans ses opérations. Par ailleurs, sa dernière offensive à l'intérieur de Freetown a fait ressortir une capacité importante de commander, de contrôler et de coordonner des opérations offensives menées rapidement, ce qu'il fait au moyen d'une conjugaison d'opérations planifiées et de bonnes communications aux divers niveaux de son action.

Sa capacité, dont il vient de donner une démonstration, de repérer des emplacements et d'y placer des obstacles revêt une importance particulière. Les ingénieurs de l'ECOMOG auraient, selon les informations, trouvé et décontaminé des champs de mines antipersonnel bien situés (par opposition à des champs de mines dispersés, n'ayant qu'un effet nuisible) dans la péninsule de Freetown, ainsi que des champs de mines antichar entre Lungi et Port Loko, qui avaient pour objectif assez évident d'empêcher ou de canaliser les mouvements de l'ECOMOG. Le personnel de l'ECOMOG a également signalé le repérage de fossés antichars directement à l'est de la péninsule de Freetown; l'emplacement de ces fossés semblait avoir été choisi par des professionnels, qui en avaient également effectué le creusage. Dans certains cas, ces fossés étaient renforcés par une barrière de feu.

On manque d'informations sûres concernant le moral des troupes du RUF. Des rumeurs persistantes rapportent que d'anciens soldats de la SLA qui ont joint les rangs du RUF sont maintenant prêts à rentrer au bercail, mais on n'a observé aucun mouvement de défection en masse au profit du GOSL récemment.

Enfin, on a signalé que le RUF possède plusieurs plates-formes d'artillerie antiaérienne (DCA) (12,7 mm et 14,5 mm) et commence à donner des signes de leur déploiement regroupé, à des fins de soutien mutuel, par opposition à des plates-formes isolées, ou à les utiliser pour l'appui au sol. Fait peut-être encore plus important, des informations donnent à penser que le RUF se serait emparé de plusieurs systèmes de missiles antiaériens SA-7 tirés à l'épaule. Cette information n'a pas été confirmée. Toutefois, si elle est fondée et si le RUF commence à utiliser une combinaison de canons et de missiles pour appuyer ses opérations terrestres, il possédera une importante capacité antiaérienne et aura franchi les premières étapes de l'évolution le faisant passer d'une armée de brousse à une force conventionnelle embryonnaire.

La Guinée

Exception faite de la Sierra Leone proprement dite, on peut soutenir que, de tous les pays de la région, la Guinée est celui qui est le plus touché par le conflit. D'un point de vue strictement militaire, la Guinée soutient seule ses opérations au service de l'ECOMOG en Sierra Leone et au Libéria depuis près de sept ans. Lorsque la guerre a éclaté en Sierra Leone, la Guinée, pays francophone, a fourni un bataillon à la force à prédominance anglophone que constitue l'ECOMOG; elle a dû en outre déployer la plus grande partie de ses effectifs terrestres, ainsi que des ressources policières, afin de protéger sa frontière avec la Sierra Leone. Cette situation a considérablement sollicité les ressources financières et les infrastructures de sécurité de la Guinée.

Comme nous l'expliquerons en détail dans la section du présent rapport consacrée à la situation humanitaire, environ 400 000 réfugiés venus de la Sierra Leone et du Libéria se trouvent en territoire guinéen. Cet afflux de personnes et le fait que la plupart des camps de réfugiés soient situés très près de la frontière posent à la Guinée des problèmes de sécurité quasi insurmontables, sur les plans tant extérieur qu'intérieur. D'un point de vue extérieur, ces réfugiés sont maintenant les cibles d'attaques des rebelles dont la périodicité s'accroît (elles coïncident habituellement avec les livraisons de vivres dans les camps). À l'intérieur, les forces de sécurité guinéennes sont pratiquement débordées par l'augmentation de la criminalité – qu'il s'agisse de son ampleur, du type des délits ou des degrés de violence – tant dans les régions où sont situés les camps de réfugiés que dans la capitale, Conakry, ce que les autorités des services de sécurité guinéens attribuent en grande partie à l'afflux de réfugiés en provenance de Sierra Leone et du Libéria.

Les CDF/kamajors

Les CDF/kamajors (dont l'effectif actif est évalué de façon non officielle à environ 35 000) opèrent généralement à l'extérieur de Freetown et exercent, à des degrés divers, un contrôle sur des zones du Sud et du Sud-Est du pays. Ils peuvent se révéler une force combattante efficace, comme l'a montré leur récente (7 avril 1999) reconquête de la ville de Bunumbu, dans l'Est du pays. Toutefois, leur structure de commandement, qui est un peu plus diffuse que celle d'une force militaire traditionnelle, et leur coordination avec l'ECOMOG sont négligeables dans la meilleure des hypothèses. Des informations font état de transactions occasionnelles des kamajors avec les rebelles à l'échelle locale et de frictions avec les forces de l'ECOMOG. Les CDF/kamajors sont largement tributaires de l'ECOMOG pour ce qui est du soutien logistique et ils se sont plaints à de nombreuses occasions par le passé qu'on leur fournissait en dernier, délibérément, le matériel et les autres types d'appui.

Les relations entre le président Kabbah, le chef des kamajors (et vice-ministre de la Défense), le chef suprême Hinga Norman, et l'ECOMOG ne sont pas très bonnes, dit-on. En plus de s'inquiéter du caractère sporadique du soutien logistique dispensé par l'ECOMOG et de la question de l'intégration des CDF/kamajors dans la nouvelle SLA, que nous avons exposée plus

haut, les kamajors sont très méfiants à l'égard des visées hégémoniques qu'ils soupçonnent le Nigéria d'entretenir à l'échelle régionale et des tentatives correspondantes visant à isoler leur organisation pour l'empêcher d'exercer à l'avenir une influence sur le gouvernement de la Sierra Leone. Il s'ensuit que la démobilisation et le désarmement des kamajors après le conflit pourraient fort bien présenter un problème en matière de sécurité à l'avenir.

Les troupes et les mercenaires étrangers

La présence de troupes en provenance de pays de la sous-région qui soutiennent les rebelles, ainsi que de mercenaires étrangers, a eu des répercussions sensibles sur la nature du conflit en Sierra Leone. Dans le cas des troupes étrangères, leur présence a doté les rebelles de combattants aguerris et, s'agissant des mercenaires, leur participation s'est manifestée sur les plans de l'instruction et du soutien technique.

Il ne manque pas d'indices donnant à penser que des combattants libériens font partie intégrante des forces rebelles et que ces dernières reçoivent un soutien considérable du Libéria et du président Charles Taylor. Nous ne disposons pas de chiffres exacts, mais ces effectifs semblent constituer une part importante des forces du commandant sur le terrain du RUF, Sam Bockarie, lesquelles opèrent dans le Sud de la Sierra Leone. Le gouvernement libérien, dans un premier temps, a nié la participation de ses ressortissants au conflit en Sierra Leone, mais, depuis, il a admis que des Libériens combattent aux côtés du RUF, bien qu'ils ne bénéficient pas d'un soutien ou d'un appui officiels du gouvernement libérien. Toutes les informations indiquent qu'ils participent aux combats ainsi qu'à la prestation d'un soutien logistique et au trafic d'armes légères.

On affirme généralement que des troupes du Burkina Faso participent aux opérations des rebelles, mais il s'est révélé difficile de le vérifier. Les sources au sein de l'ECOMOG divergent complètement d'opinion quant à l'implication des Burkinabés; certaines d'entre elles affirment que deux rebelles capturés sur dix sont des Burkinabés, tandis que d'autres soutiennent qu'aucun soldat burkinabé n'a encore été fait prisonnier. Des indices sûrs semblent révéler la complicité de Burkinabés dans la livraison d'armes légères aux rebelles. On peut donc supposer que, pour soutenir cette opération, du personnel militaire burkinabé pourrait avoir été déployé en Sierra Leone. À ce jour, cependant, on n'a guère pu réunir de preuves irréfutables de la participation au conflit de troupes de combat burkinabées.

Il existe aussi des indices indéniables de la présence de mercenaires étrangers qui opèrent aux côtés des rebelles. Depuis le retour au pouvoir du gouvernement Kabbah, la plus grande partie de la participation de mercenaires étrangers semble s'être confinée à la fourniture et à la livraison d'armes légères, tant pour ce qui est de les faire entrer en Sierra Leone que de les répartir dans le pays au moyen de petits avions et d'hélicoptères. Il semblerait que ce soient des ressortissants ukrainiens qui aient été les plus actifs à ce chapitre : tous les groupes auxquels la délégation canadienne a rendu visite ont, à l'unanimité, fait état de la participation de ces mercenaires. Selon d'autres informations non confirmées, des ressortissants français et angolais

auraient été vus dans le pays et leur présence serait liée à des livraisons d'armes légères. Toutefois, des informations récentes mettent en relief la possibilité tout à fait probable que des mercenaires étrangers participent à une instruction limitée des forces rebelles. Là encore, diverses sources ont indiqué que des Ukrainiens se livraient à cette activité. Nous ne savons pas, pour le moment, si le gouvernement ukrainien est au courant du degré de participation de ses ressortissants au conflit en Sierra Leone.

Enfin, il est possible que des entreprises privées de sécurité, qui sont probablement encore actives dans les régions diamantifères du pays, dispensent une certaine instruction aux rebelles dans le cadre d'un accord de coopération avec ces derniers. Il est à peu près impossible de vérifier ces informations, en raison des difficultés d'accès à cette région.

Le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni s'était engagé à armer, équiper et entraîner une armée de 10 000 soldats pour le compte du GOSL. Le plan initial consistait à créer une force composée de trois brigades, chacune de celles-ci comprenant trois bataillons d'infanterie. Comme nous l'avons déjà indiqué, ce chiffre a ensuite été ramené à 5 000 et on compte en ce moment environ 2 500 soldats qui suivent une instruction de base en vue de leur intégration à la nouvelle SLA. À l'heure actuelle, une équipe d'instruction formée de sept hommes de l'armée du Royaume-Uni se trouve en Sierra Leone, où elle organise et dispense cette instruction.

La première livraison de 2 500 uniformes, 2 500 fusils et 2,5 millions de cartouches de munitions de 7,62 mm destinée à la nouvelle SLA a été faite récemment. Le Royaume-Uni se propose de fournir des armes personnelles et certaines armes destinées aux bataillons, dont des armes d'appui légères (c.-à-d., des mitrailleuses légères et intermédiaires, ainsi que des mortiers de 60 mm) à la nouvelle SLA.

Le Royaume-Uni a récemment décidé de fournir un soutien légal et non légal à l'ECOMOG en guise d'appui à la poursuite de ses opérations pendant une période de trois mois; il s'agit là d'un changement récent de politique. Parmi les types d'appui actuellement envisagés en faveur de l'ECOMOG, mentionnons des véhicules et des munitions destinées aux mortiers et aux armes légères.

Les États-Unis

Les États-Unis intensifient de plus en plus leur activité tant dans le conflit de la Sierra Leone que dans la sous-région. L'ambassadeur américain en Sierra Leone, Joseph Melrose, réside toujours à Conakry, mais il est en communication périodique et étroite avec le président Kabbah et avec le conseiller présidentiel en matière de sécurité nationale. De plus, de hauts fonctionnaires en poste à Washington ont fait une visite de haut niveau en Guinée, laquelle a coïncidé avec celle de notre délégation.

Les États-Unis n'appuient l'ECOMOG que par l'intermédiaire de PA&E, la société privée de sécurité américaine qui dispense un soutien logistique à la force ouest-africaine. Le gouvernement américain a versé plus de 2 millions \$US à PA&E au titre d'un soutien non légal à l'ECOMOG. De plus, les États-Unis ont fourni une instruction aux pays fournissant des contingents à l'ECOMOG, dans le cadre de leur Initiative de réaction à la crise en Afrique (ACRI).

Le gouvernement américain, en outre, envisage activement, à l'heure actuelle, la prestation d'un soutien important à la Guinée dans trois domaines : protection de l'environnement, aide aux forces de sécurité intérieure guinéennes dans la lutte antiterroriste, ainsi qu'équipement et fournitures militaires à l'intention de 1 000 soldats guinéens. Il s'agira d'éléments légers comme des bottes, des uniformes et des casques, et de matériel lourd, dont des véhicules, en plus d'éléments létaux, comme des armes et des munitions.

La MONUSIL

La Mission d'observation des Nations unies en Sierra Leone (MONUSIL) a été constituée le 13 juin 1998 et son mandat a été prolongé jusqu'au 13 juin 1999. Le personnel de la MONUSIL a été sensiblement réduit à la suite des attaques des rebelles en janvier dernier, mais on l'a progressivement renforcé depuis, à mesure que la situation sur le plan de la sécurité s'améliorait. Le représentant spécial du secrétaire général pour la Sierra Leone (RSSG) M. Francis Okelo, vient de rentrer à Freetown avec une partie de son personnel. Nous décrivons plus loin son activité et celle du volet civil de la MONUSIL.

S'agissant du volet militaire, la MONUSIL a reçu pour mandat de surveiller la situation sur le plan militaire et en matière de sécurité dans l'ensemble du pays, de suivre le désarmement et la démobilisation des anciens combattants, concentrés dans des régions sûres du pays, et de surveiller aussi l'accomplissement de son rôle par l'ECOMOG pour ce qui est de garantir la sécurité et de recueillir et détruire les armes dans ces régions sûres, de concourir à la surveillance du respect du droit humanitaire international, y compris aux emplacements de désarmement et de démobilisation et, enfin, de surveiller le désarmement et la démobilisation volontaires des membres des Forces de défense civile. À son apogée, ce volet se composait d'un total de 61 personnes en uniforme, dont cinq contrôleurs de la police civile.

En janvier 1999, le volet militaire de la MONUSIL a été ramené à huit personnes, que l'on a réinstallées à Conakry, dans l'intention de les faire rentrer en Sierra Leone dès que la situation sur le plan de la sécurité le permettrait. Ces effectifs sont récemment revenus à Freetown avec l'observateur militaire en chef, le brigadier-général Subhash Joshi, de l'Inde. Si la situation en matière de sécurité le permet, l'ONU se propose de porter ce nombre à 14 observateurs militaires et à un observateur des droits de la personne.

Le manque de sécurité et la diminution des effectifs limitent sérieusement l'activité de la MONUSIL qui, en ce moment, est une organisation au chômage. Avant leur départ, les

observateurs militaires entretenaient de bonnes relations de coopération avec l'ECOMOG et une bonne partie des efforts qu'ils déploient en ce moment sont axés sur le rétablissement de ces relations. Le brigadier-général Joshi en outre a fait de nombreuses interventions personnelles auprès des rebelles et semble déterminé à mettre ses maigres ressources au service du processus de paix.

Autres questions en matière de sécurité

La filière du diamant

Les rebelles, en Sierra Leone, tirent leur appui de deux éléments d'une importance déterminante : le soutien que leur fournit le Libéria sur les plans de l'acquisition et de la livraison d'armes légères, et les fonds que leur rapporte le commerce des diamants. Ce commerce présente trois caractéristiques importantes. La première est d'être très lucratif et de procurer aux rebelles beaucoup d'argent. On estime en effet sa valeur annuelle à environ 300 millions de dollars, et on dit que les diamants constituent le « carburant financier » des forces rebelles. La deuxième tient au fait qu'on connaît très mal l'extraction et le commerce des diamants du pays. Enfin, compte tenu de ces deux facteurs, il n'est sans doute guère surprenant que la communauté internationale ne fasse pratiquement rien pour s'attaquer à cette source déterminante de revenus pour les forces rebelles.

Selon le président Kabbah, ce manque frustrant de connaissances est partiellement imputable aux agissements des anciens régimes au pouvoir en Sierra Leone. En échange de montants d'argent considérables, les gouvernements précédents ont vendu un grand nombre de concessions diamantifères à de nombreuses entreprises minières étrangères, en leur promettant de ne pas s'ingérer dans leurs affaires. De ce fait, ces entreprises plutôt mystérieuses sont maintenant solidement implantées dans les régions diamantifères; elles disposent de réseaux de communication et de transport bien établis. Nous ne connaissons pas la nature de leurs relations avec les forces rebelles. On croit que des entreprises de sécurité privées protègent de nombreuses sociétés minières productrices de diamants. Il sera sans doute difficile de les écarter afin que le GOSL puisse procéder aux réformes qu'il envisage dans ce secteur d'activité. Cela étant dit, il est intéressant de faire observer qu'aucune des personnes que notre délégation a rencontrées ne considérait comme réalisable une forme quelconque d'opération militaire immédiate visant à reconquérir ou à contrôler la région diamantifère.

Il est particulièrement intéressant de souligner que les diamants provenant de cette région ont, à ce qu'on dit, un caractère assez unique en leur genre et sont facilement reconnaissables. De plus, comme il est très facile de les transporter, leur mise en marché, par des moyens légaux ou autres, ne pose guère de difficultés. En outre, les diamants de la Sierra Leone sont alluvionnaires et donc relativement faciles à extraire.

Les diamants et les revenus qui en découlent semblent transiter par un réseau d'intermédiaires d'origine libanaise, qui sont maintenant presque des indigènes de la région et

sont actifs dans le commerce du diamant depuis plus de 60 ans. Des diamants de la Sierra Leone, prétend-on, seraient arrivés sur le marché de Beyrouth tout récemment, en mars 1999. On n'a pris que peu, voire pas de mesures pour contrôler ou réglementer le commerce de ces diamants, ce qui a permis aux forces rebelles de se réarmer et de se rééquiper avec de nouveaux armements modernes qu'on ne voit pas souvent dans une armée de brousse.

Le trafic des armes légères

De nombreuses preuves attestent que plusieurs pays de la sous-région participent intensément à l'acquisition et au transfert d'armes légères et de munitions destinées au conflit en Sierra Leone et que ce commerce est étroitement lié au secteur de l'extraction minière des diamants de ce pays.

Il semble que les armes soient achetées en Europe orientale (en Bulgarie ou en Ukraine) et transportées vers Tripoli, en Libye, où on les transborde dans des navires ou des avions nolisés pour livraison dans la région. Les livraisons aériennes transitent par Ouagadougou, au Burkina Faso, puis elles aboutissent au Libéria, où elles sont transbordées dans de plus petits appareils ou dans des camions pour être livrées dans des territoires contrôlés par les rebelles en Sierra Leone.

Aussi bien le Libéria que le Burkina Faso ont nié toute participation au trafic des armes légères, mais des preuves sérieuses impliquent ces deux pays. Vers la fin mars 1999, il s'est fait un envoi aérien (au moyen d'un appareil ukrainien nolisé) de plus de 68 tonnes d'armes légères, qui ont récemment été livrées à Sam Bockarie, dans le Sud-Est de la Sierra Leone. Cet envoi a été transporté par la voie des airs à Ouagadougou, où l'appareil est resté au sol pendant plusieurs jours sur l'aire de trafic présidentielle, car l'équipage ukrainien refusait de poursuivre le vol jusqu'à Monrovia, disant que son travail consistait simplement à livrer les armes au Burkina Faso. La cargaison a été mise à bord d'un autre appareil et transportée à Monrovia, d'où elle a ensuite été livrée à Bockarie, en Sierra Leone. Cette dernière cargaison a été signalée par l'ECOMOG le 8 avril 1999, mais notre délégation avait été informée de son existence pendant son séjour dans la région.

La Libye semble être davantage un point de transit plutôt qu'une source d'armes légères. Charles Taylor et Foday Sankoh ont tous deux été formés en Libye, mais comme il est facile aux rebelles d'obtenir des revenus, il est peu probable que la Libye leur dispense ses services gratuitement. Il est intéressant de noter qu'il ne semble pas transiter d'armes en Guinée vers la Sierra Leone. Les forces armées guinéennes ont apparemment réussi à fermer leurs frontières à tous les contrebandiers, à l'exception des plus petits, mais cela a entraîné un coût énorme pour ce petit pays.

Le problème des armes légères s'est récemment aggravé, le commandant de l'ECOMOG ayant menacé récemment de lancer des attaques aériennes contre le Libéria et le Burkina Faso si le commerce des armes légères transitant par ces deux pays n'est pas immédiatement réprimé.

Cette dimension nouvelle et hautement volatile du conflit a des répercussions régionales et, peut-être, mondiales.

La police

Sierra Leone

L'autre dimension essentielle de la sécurité pour le GOSL est la police civile. La police du pays a été pratiquement réduite à l'impuissance par l'offensive rebelle de janvier 1999. On estime que de deux cents à trois cents policiers ont été assassinés au cours d'une attaque du RUF où le quartier général de la police de Sierra Leone a été totalement détruit. L'école de police de la ville de Hastings, juste au sud de Freetown, aurait été également détruite.

Il y a bien une présence policière sur le terrain à Freetown, mais aucune activité policière n'a été signalée en dehors de la capitale. À Freetown, les fonctions policières, exécutées par des policiers non armés (accompagnés de soldats armés de l'ECOMOG), semblent se limiter au contrôle de la circulation et à l'affectation de personnel à certains des innombrables barrages routiers de la ville. Bien que les contacts avec les représentants de la police de Sierra Leone aient été extrêmement restreints, il paraît évident que la police ne peut exécuter que les tâches les plus rudimentaires. Elle ne semble disposer d'aucune ressource en matière d'enquêtes criminelles, de lutte antidrogue et de lutte antifraude. Elle n'a pas non plus les moyens ni la capacité de former du personnel dans aucune des compétences policières susmentionnées. En outre, comme la nouvelle SLA, la police sierra-léonaise ne possède aucun des équipements nécessaires à une force policière.

Il semble qu'aucune action concertée n'ait été entreprise pour former et restructurer les forces policières sierra-léonaises, tous les efforts ayant apparemment porté sur l'armée. Le président Kabbah a déclaré qu'il s'était adressé au Commonwealth pour obtenir de l'aide afin de renforcer la police, non seulement sur le plan de l'acquisition des compétences policières mais aussi sur les questions de personnel comme le recrutement. L'automne dernier, le Commonwealth a fourni une évaluation des besoins de la police (un agent de la GRC faisait partie de l'équipe du Commonwealth) et a participé à la prestation de services de formation et à la fourniture de matériel destinés à la police sierra-léonaise. Toutefois, il faudra probablement attendre que la sécurité s'améliore pour que le Commonwealth offre une autre formation policière.

Guinée

Comme nous l'avons déjà observé, la Guinée a absorbé le plus gros de l'exode des réfugiés provoqué par les conflits en Sierra Leone et au Libéria, causant de sérieux problèmes de sécurité interne et externe à ce pays minuscule et pauvre. Les autorités guinéennes sont conscientes de la menace extérieure et ont réagi en renforçant la sécurité à la frontière par l'exploitation maximum de leurs forces militaires. Toutefois, le pays n'était pas préparé à l'escalade de la criminalité, non

seulement sur le plan quantitatif mais également sur celui de la diversité et des degrés de violence, ce que les autorités imputent directement à l'augmentation dramatique de la population des réfugiés en Guinée.

Les besoins de la police guinéenne sont importants. Il ne s'agit pas uniquement d'un soutien logistique général (matériel de communication et véhicules) mais aussi de matériel spécialisé tel que les trousseaux de prise d'empreintes digitales, l'équipement spécial de protection contre les armes criminelles (vestes et casques) et le matériel de dépistage de drogues. Et les besoins en formation sont peut-être encore plus importants. La police guinéenne doit être formée à la plupart des techniques policières modernes, qu'il s'agisse de la détection et de la prévention du crime ou des enquêtes criminelles. Il lui faut aussi former des policiers et des instructeurs de police. Cette formation doit être, bien évidemment, dispensée en français.

Conclusions

Comme nous l'avons indiqué au début de cette partie du rapport, le conflit sierra-léonais est extrêmement complexe et inextricablement lié à la sécurité dans toute la sous-région de l'Ouest africain. En fait, la complexité de ce conflit régional meurtrier, combinée à la durée limitée de la visite de notre délégation, empêche la formulation de conclusions complètes et approfondies. Cela dit, nous pouvons tout de même tirer trois conclusions d'ordre très général sur la situation sierra-léonaise.

Premièrement, on peut affirmer avec certitude qu'il n'y a pas de paix à maintenir en Sierra Leone, et donc aucun rôle à jouer pour une mission ou opération de maintien de la paix. On assiste certes à une certaine accalmie, mais on ne peut pas parler de paix. En conséquence, à moins d'une victoire militaire (peu probable), d'un armistice négocié ou d'un accord de paix, la mission militaire du GOSL et de l'ECOMOG (guerre ou opération anti-insurrectionnelle) ne changera pas. Seule la cessation des activités permettrait d'envisager une opération de maintien ou de soutien de la paix.

Deuxièmement, il est évident qu'il n'existe pas de solution purement militaire au conflit sierra-léonais. En outre, c'est la politique à deux volets du GOSL qui, si on y met de la bonne foi et de la bonne volonté, a le plus de chance de réussir.

Enfin, si la sécurité est insuffisante en Sierra Leone, aucune des activités – politiques, humanitaires ou économiques – dont le pays a si désespérément besoin ne peut s'y dérouler. C'est pourquoi le Canada, dans toute initiative éventuelle portant sur le secteur de la sécurité, doit chercher à accroître la sécurité dans le pays de deux manières : en fournissant un soutien politique ou en exerçant des pressions dans le but de réduire les appuis et participations extérieurs aux activités des forces rebelles, et en fournissant du matériel ou une aide à l'instruction aux pays qui affectent des troupes à l'ECOMOG et au GOSL.

S'agissant du premier volet, nous recommandons que les initiatives politiques ou diplomatiques du Canada en matière de sécurité visent à empêcher toute aide financière ou matérielle aux forces rebelles de Sierra Leone. Pour cela, nous pourrions utiliser diverses tribunes internationales en dénonçant publiquement les pays qui fournissent des armes à la région, ou qui participent à la vente ou au transfert de diamants ou d'autres ressources naturelles utilisées par les rebelles pour financer leurs opérations. Plus loin dans le rapport, nous analysons de manière plus détaillée cette dimension politique des questions liées au secteur de la sécurité.

En ce qui a trait à la fourniture de matériel et de formation à l'ECOMOG et au GOSL, nous recommandons que la participation du Canada soit axée sur quatre points : soutien à l'ECOMOG, à la nouvelle SLA, à la police civile et à la prestation d'information sur les enjeux en matière de sécurité dans la région.

TROISIÈME PARTIE – LA SITUATION HUMANITAIRE

On ne peut être qu'atterré devant l'ampleur de la tragédie humanitaire qui se joue en Sierra Leone. Huit ans de guerre ont fait 75 000 morts. Comme nous l'avons vu plus haut, l'offensive terriblement destructrice menée par les rebelles à Freetown en janvier a pratiquement achevé la désintégration de ce pays minuscule et misérable de 4,2 millions d'habitants. La structure de l'État et le gouvernement démocratiquement élu du président Kabbah tiennent à un fil. Le pays a subi le traumatisme de la violence, des violations des droits de la personne et des atrocités commises à vaste échelle. De très importants segments de la population dépendent maintenant de l'aide internationale pour des produits de première nécessité comme la nourriture, le logement, l'eau potable et les médicaments. Si terrible soit-elle actuellement, cette tragédie pourrait encore s'aggraver.

L'une des difficultés, lorsqu'on cherche à comprendre l'ampleur de la crise d'ordre humanitaire que connaît la Sierra Leone, est liée au fait que le pays a été effectivement coupé en deux. Comme nous l'avons noté plus haut, la péninsule de Freetown et quelques villes principales sont sous le contrôle du GOSL, de l'ECOMOG ou des kamajors. Le reste du pays est, à divers degrés, contrôlé par le RUF ou d'autres factions rebelles. D'après un rapport de Médecins sans frontières (MSF) publié fin mars : *« La véritable tragédie de la Sierra Leone ne réside peut-être pas dans les atrocités déjà signalées, mais dans celles qui pourraient être commises actuellement dans les régions de l'intérieur. Dans un pays qui dispose d'aussi peu de ressources, la malnutrition et la maladie sont des menaces sérieuses, en particulier pour les enfants. Hélas, il faut bien dire crûment que ni MSF ni aucune autre organisation ne sait ce qui se passe dans la plupart des régions de Sierra Leone en ce moment. »*

Les deux principaux défis auxquels font face les organismes de secours humanitaires en Sierra Leone sont les questions de la sécurité et de l'accès aux personnes nécessiteuses, et particulièrement aux personnes déplacées qui sont de loin les plus vulnérables. En fait, selon les organismes des Nations unies, plus d'un million de Sierra-Léonais ont été déplacés. D'autres organismes de secours comme MSF pensent que le nombre réel est largement supérieur, le situant entre un et trois millions. Dans n'importe quel pays, un mouvement de population aussi massif serait désastreux. En Sierra Leone, pays considéré comme le plus pauvre du monde par les Nations unies, il entraîne une souffrance indescriptible.

À eux seuls, les chiffres ne sauraient rendre compte de ce cauchemar national qu'est la misère personnelle des réfugiés et des personnes déplacées de Sierra Leone. Selon le dernier rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, après huit ans de guerre, il y a maintenant 700 000 personnes déplacées à l'intérieur de la Sierra Leone, dont 250 000 à Freetown. En outre, 400 000 réfugiés se trouvent en Guinée et 100 000 au Libéria. Les plus récents combats, en janvier, ont fait encore affluer des milliers de réfugiés en Guinée. Il est excessivement difficile d'obtenir des chiffres exacts, mais les représentants du HCR et du gouvernement guinéen essayent actuellement de recenser les réfugiés.

Durant notre séjour en Guinée, notre délégation s'est rendue à la frontière sud de la Guinée et de la Sierra Leone pour visiter le camp de réfugiés de Forecariah, qui ne cesse de s'étendre. Nous avons été surpris d'y voir des réfugiés libériens : après avoir fui leur propre pays pour se réfugier en Sierra Leone, ils ont été obligés de s'enfuir à nouveau en Guinée. En Guinée, la situation est rendue plus complexe par le fait que certains réfugiés traversent la frontière durant la journée pour se rendre en Sierra Leone travailler leur terre et retournent aux camps en Guinée pour y être en sécurité durant la nuit. En outre, de nombreux Sierra-Léonais vivent actuellement avec des parents en Guinée, de sorte qu'ils échappent au recensement officiel. Cet afflux massif de réfugiés représente un fardeau financier que ne peut supporter la Guinée, un autre des pays les plus pauvres d'Afrique.

Et, fait très important d'un point de vue humanitaire, depuis l'offensive du RUF en janvier, presque tous les travailleurs des organismes humanitaires ont dû évacuer l'intérieur de la Sierra Leone pour des raisons de sécurité. En outre, la plupart des activités de secours menées par des ressortissants sierra-léonais ont aussi cessé. Pour les organismes qui travaillent en Sierra Leone, la situation est alarmante du fait que les principes élémentaires du droit humanitaire et les droits de la personne ne sont pas observés, les principes les plus importants étant la possibilité d'avoir accès à ceux qui ont besoin d'aide, la neutralité politique et la stricte non-implication des organismes humanitaires d'un côté comme de l'autre.

Au cours des mois qui viennent de s'écouler, de sérieux problèmes ont surgi entre l'ECOMOG et certains organismes de secours, à savoir le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a été expulsé de Sierra Leone à la mi-janvier. L'ECOMOG a affirmé que l'utilisation imprudente par le CICR de postes émetteurs-récepteurs avait révélé aux rebelles les positions de certains de leurs soldats et entraîné la mort de 20 soldats nigériens. Le CICR a nié cette accusation. Suite à la controverse au sujet du CICR, le gouvernement a considérablement restreint l'utilisation du matériel de communications considéré comme indispensable par les ONG pour des raisons de logistique et de sécurité. D'autre part, l'ECOMOG n'a pas facilité l'accès des organismes de secours à l'intérieur du pays. Il semble que la question du matériel de communications doive se régler sous peu, mais la méfiance demeure forte entre les autorités gouvernementales, l'ECOMOG et la communauté des ONG.

En raison des conditions de sécurité défavorables qui existent dans les zones tenues par les rebelles, certains indices permettent de croire que les secours fournis par les organisations non gouvernementales sont dans certains cas détournés ou volés par les rebelles. Le gouvernement craint ainsi que les vivres et les médicaments n'aillent pas à ceux qui en ont besoin, et se méfie d'autant plus, malheureusement, des activités des ONG.

Par ailleurs, s'il y a eu des problèmes entre le gouvernement, l'ECOMOG et la communauté des ONG au sujet de la fourniture de l'aide humanitaire, il faut souligner avec fermeté que le RUF et ses alliés sont les premiers responsables de la catastrophe d'ordre humanitaire à laquelle on assiste actuellement. Les rebelles manifestent un mépris absolu des règles de la guerre ou du droit

humanitaire et laissent la population civile de l'intérieur du pays, surtout au nord et à l'est, dans une situation de vulnérabilité totale.

Les besoins de Freetown en matière d'aide humanitaire ont généralement été bien définis, mais on ne sait pas grand-chose des besoins des arrière-pays de Bo et de Kenema. Si la sécurité s'améliore, ce qui se produira à mesure que l'ECOMOG parviendra à élargir les zones qu'elle contrôle, il est très probable que les besoins humanitaires augmenteront considérablement au fur et à mesure que les organismes d'aide découvriront les conditions très pénibles auxquelles on s'attend. Certaines régions sont touchées par la famine. Qu'il s'agisse d'aide alimentaire, de médicaments, de logement ou d'assistance aux personnes amputées, aux femmes et aux enfants, il est très probable que les besoins en secours humanitaires seront énormes.

L'aide bilatérale a certes été considérable (voir l'annexe 7), mais les résultats de l'appel global de l'ONU en faveur de la Sierra Leone ont été décevants. L'appel visait à recueillir 27,9 millions de dollars en argent, mais n'a obtenu jusqu'ici que quatre millions de dollars.

Le problème du logement

Freetown connaît actuellement une très grave crise du logement et ce, pour deux raisons. D'abord le conflit a poussé un très grand nombre de Sierra-Léonais à se réfugier à Freetown, l'une des rares zones sûres en Sierra Leone. Ensuite, l'attaque du RUF, en janvier, a dévasté de grandes parties des quartiers est, à proximité du parc industriel de Wellington et aux environs de Kissy. L'image de surpeuplement que donne Freetown – un nombre incroyable de gens circulent dans les rues – est peut-être le signe le plus visible que cette population additionnelle exerce sur l'infrastructure une pression qui devient intolérable. La saison des pluies qui doit commencer bientôt complique encore la situation.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations unies, de 65 à 80 p. 100 des maisons de l'est de la ville ont été détruites. En visitant les quartiers est de Freetown, notre délégation a pu constater le caractère massif de la destruction – maisons et commerces brûlés ou détruits – causée par l'attaque des rebelles. Bien que ce soit la zone de Freetown qui ait été la plus fortement touchée, notre délégation a pu voir des quartiers dévastés dans toute la ville, de la périphérie est au centre. Seuls quelques quartiers à l'ouest, tenus par les troupes nigérianes de l'ECOMOG durant tout le combat en janvier, sont restés intacts.

On estime que le nombre de personnes déplacées de l'intérieur à Freetown se situe entre 150 000 et 250 000, mais il est extrêmement difficile d'en déterminer le nombre exact. Beaucoup ont demandé à des parents, à des voisins ou à des amis de les accueillir. Certaines installations de Freetown comme le stade ont hébergé jusqu'à 64 000 personnes durant l'attaque de janvier, mais ce chiffre est descendu à 5 000. Environ 13 000 sans-abri sont hébergés aux vieux ateliers nationaux des chemins de fer. Le reste de cette population déplacée à Freetown est hébergé dans d'autres installations plus petites ou a été absorbé dans la population de la ville qui atteint maintenant le million.

En visitant le stade national, notre délégation a pu mieux comprendre les défis en matière d'hébergement que doit relever le personnel d'aide. L'administrateur des installations du stade a accueilli notre délégation et lui a fait faire une visite rapide. Il y avait une multitude d'enfants dans toutes les parties du stade. Durant la journée, couvertures, serviettes et vêtements pendaient partout. La grande majorité des gens dorment sur des serviettes ou des couvertures, à même le béton, sous les gradins. Durant la visite de notre délégation, certaines personnes mangeaient leur repas de midi, composé de semoule de maïs, dans des bols de plastique et sans ustensiles.

Une clinique médicale est installée dans une des pièces du stade et certaines installations spéciales de nature rudimentaire ont été mises en place pour les femmes enceintes et les femmes qui viennent d'accoucher. Il y a un lieu d'accouchement et une pièce avec quelques couvertures supplémentaires sur le sol pour les mères et leurs nouveau-nés. Lors de la visite de notre délégation, une douzaine de femmes venant d'accoucher s'y trouvaient probablement. Les docteurs de la clinique doivent traiter de nombreuses maladies, mais ce sont les enfants qui semblent avoir le plus souvent besoin de leurs services – oreillons, malnutrition et diarrhée. En ce qui concerne la diarrhée, qui est l'une des premières causes de mortalité chez les jeunes enfants, la clinique a l'équipement nécessaire à la thérapie par réhydratation. Ce traitement a dû être administré à au moins 2 000 enfants. Si l'on tient compte du grand nombre de gens hébergés au stade au cours de ces trois mois, il est surprenant qu'il n'y ait eu qu'un seul décès. Le docteur qui accompagnait notre délégation nous a parlé d'un enfant mort-né au cours d'un accouchement qui s'était déroulé quelques heures à peine avant notre arrivée.

Tandis que les installations de béton du stade national semblaient propres mais inconfortables aux innombrables personnes qui s'y sont installées ces derniers mois, les ateliers nationaux sont surpeuplés, poussiéreux, sales et sordides. Construites au début du siècle comme hangars d'entretien des locomotives et des wagons d'un chemin de fer qui n'est plus utilisé depuis longtemps, ces installations donnaient l'impression de n'avoir pas servi depuis des décennies.

Légèrement plus grands qu'une patinoire de hockey locale, les « ateliers » ont accueilli approximativement 13 000 personnes. Au début des combats à Freetown en janvier, certaines personnes arrivées aux ateliers avaient fui d'autres camps de personnes déplacées situés dans d'autres régions de Sierra Leone. Notre délégation a appris que certaines d'entre elles avaient déjà été dans deux, trois et parfois quatre autres camps. Au début, il n'y avait qu'un seul robinet d'où s'écoulait un mince filet d'eau, et des latrines à la chaux pour 9 000 personnes. Depuis, la situation s'est nettement améliorée aux ateliers sur le plan de la distribution de nourriture, de l'eau et de l'hygiène.

L'un des aspects les plus pénibles du camp, surtout pour les femmes, est l'absence totale d'intimité. En visitant l'installation, nous avons vu plusieurs familles de cinq ou six personnes occupant un espace d'environ trois mètres sur trois. Il est difficile de comprendre comment ces personnes ont pu supporter de telles conditions depuis trois mois. On peut parler de survie, mais cela ne va pas au-delà. Comme au stade national, notre groupe a remarqué le nombre incroyable d'enfants dispersés dans tout le camp.

On s'efforce de construire de nouveaux abris à proximité des ateliers nationaux et dans huit autres quartiers aux alentours de Freetown. Nous n'avons pas pu visiter les lieux où de nouveaux abris sont en construction, mais les progrès aux ateliers nationaux semblent lents. Les nouveaux abris sont construits à l'aide de longs poteaux de sept à dix centimètres de diamètre. La charpente est recouverte de bâches de plastique et, dans certains cas, la structure repose sur une base en béton. Des cloisons en plastique opaque forment des espaces séparés de trois mètres sur trois environ. Dans certains abris que nous avons vus, le sol était en terre battue, mais nous avons été informés que du gravier serait répandu pour assurer un drainage adéquat et protéger le sol de l'humidité. Disons seulement que ceux d'entre nous qui ont visité les abris n'étaient pas très convaincus qu'ils seraient assez résistants et suffisamment étanches pour supporter les pluies torrentielles qui vont s'abattre sur la Sierra Leone le mois prochain.

D'après les plans du BCAH relatifs aux abris des ateliers nationaux et des huit autres camps, 16 800 personnes seulement peuvent y être hébergées. Toutefois, à l'heure actuelle, on vise à fournir l'hébergement et l'aide non alimentaire à 50 000 familles à Freetown et dans des régions reculées comme Bo, Kenema et Kambia. Depuis février, l'U.S. Office of Foreign Development Assistance a fourni environ 1 600 rouleaux de bâches de plastique et 50 000 couvertures, ce qui pourrait abriter et protéger une dizaine de milliers de familles. Mais il faudra que tous les intéressés fassent un effort colossal pour que la population de Freetown soit hébergée correctement lorsque la saison des pluies commencera.

En plus des besoins élémentaires de logement, notre groupe a également entendu un appel à d'autres secours non alimentaires. En particulier, des représentants de la Commission nationale de redressement, de reconstruction et de réconciliation (NCRRR) nous ont dit qu'il y avait un besoin urgent de produits ménagers - ustensiles de cuisine, casseroles, poêlons, bols, plats, assiettes, coutellerie et savon, et jerricans. Il nous a paru également qu'il vaudrait mieux que ces abris soient dotés de lits de camp si possible plutôt que de matelas, surtout durant la saison des pluies.

À long terme, le parc à logements d'une grande partie des quartiers est de Freetown doit être reconstruit. Durant notre visite dans les quartiers dévastés de l'est de la ville, nous avons pu constater que la reconstruction était commencée. La saison des pluies impose aux résidents une véritable course contre la montre. La brique crue sert à construire de petits abris, mais il semble que de nombreux types de matériaux de construction comme la tôle pour les toitures, les fenêtres, etc. manquent. L'accès au crédit permettant d'emprunter pour la reconstruction est également très restreint dans la mesure où un très petit nombre de banques seulement ont rouvert leurs portes depuis les combats de janvier. Un fait mérite d'être souligné : durant notre réunion avec le président Kabbah, celui-ci a mentionné le savoir-faire du Canada dans le domaine de la construction préfabriquée à faible coût et a évoqué la présence de Maurice Strong au projet Habitat des Nations unies. Il a ajouté : « Nous ne demandons pas qu'on nous fasse un cadeau, mais de pouvoir échelonner nos paiements sur plusieurs années. »

Les personnes amputées

Si, comme on le souhaite, le grave problème de logement qui se pose en Sierra Leone peut se régler avec des matériaux de construction et des ressources financières, plusieurs générations seront marquées par les blessures physiques et affectives infligées aux hommes, aux femmes et aux enfants sierra-léonais. La pratique qui consiste à amputer et à mutiler les civils est devenue la marque de commerce du RUF, sa carte de visite. Comme tactique de terreur, la pratique a débuté dans les années 1990, mais semble avoir attiré l'attention internationale au cours des premières élections démocratiques en 1996. Pour dissuader les gens de voter à ces élections, Foday Sankoh, dirigeant du RUF, a donné l'ordre à ses hommes de couper les mains des personnes qui avaient voté. (Elles étaient repérables parce qu'elles portaient une marque à l'encre sur la main). La tactique a échoué. Malgré le risque énorme qui pesait sur leur vie, les électeurs ont porté au pouvoir le président Ahmed Tejan Kabbah. Dans les régions rurales, ces amputations ont été particulièrement cruelles car elles ont détruit les moyens d'existence de nombreux petits fermiers qui y faisaient une agriculture de subsistance en les rendant incapables de travailler la terre.

MSF signale qu'il traite actuellement des centaines de civils auxquels les forces rebelles ont coupé une main, un bras, une jambe ou une oreille ou les deux. Nombre de ces victimes sont de jeunes enfants, parfois même des bébés. En outre, toujours selon cette source, le nombre d'amputations et de mutilations aurait augmenté considérablement depuis que les rebelles ont été forcés au repli à Freetown en janvier. MSF a également déclaré publiquement que, d'après son expérience de 1998, pour une victime qui parvient à se rendre à l'hôpital, plusieurs autres ne reçoivent jamais de soins et meurent des suites de leurs blessures.

Une visite à l'hôpital Connaught à Freetown et au camp pour amputés tenu par l'Adventist Development and Relief Agency (ADRA) à Murray Town a mis notre délégation en face de l'horreur que constituent les atrocités auxquelles ce conflit a donné lieu. Le camp hébergeait environ 250 personnes amputées et leur famille qui avaient fui les régions de l'intérieur du pays soumises aux attaques des rebelles. Notre délégation a été accueillie par l'administrateur adjoint qui nous a fait escorter, pour notre visite du camp, par un porte-parole des personnes amputées, un jeune homme d'une vingtaine d'années.

Dans le camp, les réfugiés sont logés dans des abris en boue, d'anciens hangars et quelques nouveaux abris couverts de bâches de plastique qui ressemblaient à ceux des ateliers nationaux. Notre guide nous a dit qu'il venait du nord de la Sierra Leone mais qu'il étudiait dans l'est au moment où les rebelles sont arrivés. En plus de voler et de piller la région, les rebelles ont aussi exécuté et mutilé les habitants. Ils ont demandé à l'oncle du jeune homme de lui tenir le bras pendant qu'ils l'amputaient. Son oncle a refusé et a été abattu. Les rebelles ont coupé à la machette le bras droit du jeune, entre le coude et le poignet et lui ont aussi coupé l'oreille droite.

L'administrateur du camp nous a emmenés à l'extérieur où le jeune homme a expliqué le but de notre visite aux amputés et à leur famille. C'est là que notre délégation a vu une petite fille amputée de quatre ans - probablement la plus jeune victime du camp. Les rebelles lui avaient

coupé le bras au niveau de l'épaule. Ses deux parents étaient avec elles, et tous deux avaient une main coupée. La terrifiante brutalité qu'a subie cette petite fille est, à bien des égards, un symbole de la violence effroyable qui a menacé la Sierra Leone de destruction complète.

Quelques heures plus tard, notre délégation se trouvait à l'hôpital Connaught au centre de Freetown. Une cinquantaine d'amputés, hommes et femmes, étaient soignés dans deux salles. Le docteur Kamara, chirurgien en chef de l'hôpital et l'infirmière chef ont guidé notre visite en compagnie d'une équipe de télévision d'une station locale. Le docteur a expliqué aux patients de Kiro que nous venions du Canada et que nous étions chargés d'évaluer les conditions vécues par les Sierra-Léonais pour que le Canada puisse les aider.

Le docteur a également expliqué que durant la crise de janvier, l'hôpital de Connaught a été submergé par un flot de victimes. Il y a 250 lits à l'hôpital, mais celui-ci a dû accueillir 350 personnes et plus lorsque les combats ont commencé. Il leur a fallu soigner les personnes amputées et touchées par balles sur le gazon de la petite cour. Notre délégation a observé lit après lit, où étaient couchés des vieux et des jeunes, les membres bandés, le regard vide. Dans les yeux des victimes de ces méfaits se lit un désespoir terrible - comme celui de cet homme auquel les rebelles avaient coupé les deux mains.

D'après l'âge et le sexe des personnes qui occupent les lits d'hôpitaux, les victimes semblent avoir été choisies totalement au hasard. Il semble évident que ces méfaits sont commis sans aucun discernement. À nouveau, notre délégation a pu avoir d'autres preuves que même les enfants en sont victimes : une petite fille, âgée d'environ huit ans, dont la jambe gauche était amputée quelques centimètres au-dessus du genou. Le docteur nous a informés que le plus jeune amputé qu'il avait soigné avait deux ans et demi.

Il est difficile de déterminer de façon précise le nombre d'amputés à Freetown et en fait en Sierra Leone en général. Sans exagérer, on peut situer ce chiffre entre 1 000 et 1 500 pour la seule zone de Freetown. Des centaines d'amputés se trouvent également parmi les réfugiés qui ont fui la Sierra Leone. Vu la situation des soins de santé dans le pays, il n'existe pratiquement pas de statistiques fiables.

Nous avons été avisés que la situation des amputés s'améliorerait avec la fourniture de prothèses par des groupes tels que Handicap International (HI), mais notre délégation ne se souvient pas d'avoir vu un seul appareil durant sa visite à l'hôpital. À une réunion du bureau chargé des questions humanitaires de la Communauté européenne à Bruxelles fin mars, HI a noté que, quel que soit le service fourni à Freetown, il l'était de manière ponctuelle par des non-spécialistes en raison des restrictions qui s'appliquent en matière de sécurité. La situation est particulièrement difficile pour les enfants, qui ont régulièrement besoin de nouveaux appareils parce qu'ils grandissent. En outre, il est également très important de fournir le plus tôt possible une aide psychologique aux victimes de ces atrocités.

Aide alimentaire

Une évaluation des disponibilités alimentaires en Sierra Leone datée du 15 mars et contenue dans un rapport du BCAH indique que « *si les agences de sécurité alimentaire ne peuvent pas accéder à la population pour l'aider à démarrer la production, le pays risque de s'enfoncer un peu plus dans une situation d'urgence alimentaire d'ici les prochains mois.* » Le rapport poursuit : « *Les perspectives de production agricole sont préoccupantes dans les circonstances actuelles. Les prévisions fin 1998 des agences alimentaires en Sierra Leone annonçaient des besoins annuels de 483 000 tonnes pour l'ensemble de la population. Environ la moitié devait provenir des importations, 17 % de l'aide alimentaire, 10 % du riz blanchi de la récolte 1997-1998, soit un déficit prévisionnel de 23 %.* »

Ces prévisions sont dépassées par les événements, à tel point que la situation actuelle donne lieu d'être encore plus pessimiste. La saison des pluies est la « saison de la faim » dans le pays. Cette année, les choses risquent d'être pires encore. Ainsi, la récolte de riz de submersion non contrôlée dans les vallées du pays, qui aurait dû s'effectuer entre novembre et janvier, a été gravement entravée par les activités des rebelles. En outre, la préparation des terres normalement accomplie en février pour procéder au semis du riz de plateau, du manioc, du maïs et de l'arachide en avril et mai a été sérieusement perturbée. Si les semis échouent, les récoltes de fin d'année seront insuffisantes pour couvrir les besoins du pays.

La valeur totale de l'aide alimentaire envoyée en Sierra Leone est comprise entre 50 et 55 millions de \$US par an. Les principaux organismes impliqués sont le Programme alimentaire mondial, CARE, le Service de secours catholique et Vision mondiale. L'ACDI a consacré 5,6 millions de \$CAN à l'aide alimentaire d'urgence en Sierra Leone, qui a débuté en avril 1997 et s'est poursuivie jusqu'en novembre 1998. Vision mondiale Canada est aux premières lignes de cette action, puisqu'elle fournit et expédie 3 800 tonnes de denrées canadiennes d'une valeur de 3 millions de \$, comprenant du blé, des lentilles et de l'huile de colza. En octobre 1998, plus de 250 000 personnes avaient reçu une aide alimentaire de Vision mondiale Canada et de l'ACDI.

La situation actuelle pose de sérieux défis. Le rapport de mars 1999 du secrétaire général sur la Sierra Leone indique que les souffrances des populations civiles vulnérables sont décuplées par la malnutrition croissante, notamment parmi les enfants de moins de cinq ans. Des enquêtes préliminaires ont révélé que dans certaines régions du pays, 25 % des enfants souffrent de malnutrition grave. Le rapport du secrétaire général attire également l'attention sur l'avertissement lancé par le Programme alimentaire mondial : si les routes conduisant à Freetown ne sont pas rapidement débloquées pour permettre la libre circulation des importations et l'acheminement des produits alimentaires venant de l'intérieur des terres, des pénuries alimentaires dans la ville sont possibles à brève échéance. La situation à Freetown semble s'être quelque peu améliorée. Durant la dernière semaine du mois de mars, environ 3 000 tonnes d'aide alimentaire ont été reçues de CARE États-Unis. Les livraisons incluaient du blé, du maïs, de l'huile végétale et des lentilles.

Dans d'autres régions du pays, la situation alimentaire reste préoccupante. En janvier et février, des travailleurs de l'aide ont qualifié de désespérée la situation à Bo et à Kenema, plusieurs personnes mortes de faim ayant été recensées. Récemment toutefois, des négociants de Guinée et de Freetown ont pu transporter des produits jusqu'aux deux villes en violant l'interdiction gouvernementale de navigation. Ils ont transporté des aliments et du carburant par la mer jusqu'aux villes de Shenge et de Gbangbatok, sur la côte et dans l'estuaire, en évitant les routes contrôlées par les rebelles. Bien que ces opérations soient très risquées (400 personnes auraient été noyées lors de naufrages de bateaux coulés depuis début mars), les bénéfices sont considérables. Un sac de 100 livres de riz vendu 38 000 leones (environ 38 \$CAN) à Freetown se négociera 90 000 leones à Bo et 100 000 à Kenema.

Quoi qu'il en soit, la situation demeure critique à Bo et à Kenema. Le dernier rapport du BCAH signale que 80 000 personnes, dans ces deux villes, font face à de graves pénuries de vivres, ajoutant : « *La situation empire de jour en jour, tandis que le RSSG et les organismes d'aide alimentaire étudient les moyens de livrer sans danger des vivres en quantités suffisantes à la population de Bo et de Kenema.* »

Toutefois, les rapports qui nous parviennent sur la situation à l'intérieur du pays, comme celui du 20 mars de la ville de Makeni, indiquent une pénurie de produits alimentaires, de carburants, de médicaments et d'autres denrées essentielles et signalent que les habitants sont aux prises avec de graves difficultés. Un autre rapport récent émanant de la ville de Kamakwie dans le Nord révèle qu'au moins 20 personnes meurent chaque jour de faim, par manque de soins médicaux et par suite des violences infligées par les rebelles.

Un responsable d'une ONG participant à l'aide alimentaire a expliqué à notre délégation qu'une fois la sécurité rétablie, la Sierra Leone aura besoin d'aide pour établir une stratégie à long terme de production alimentaire. Le pays pourrait nourrir ses habitants et même exporter des produits alimentaires. Il était autosuffisant dans les années 60, et certains estiment que si ses terres arables étaient correctement exploitées, il pourrait nourrir toute l'Afrique de l'Ouest. Selon un autre représentant d'une ONG d'aide alimentaire avec qui notre délégation s'est entretenue, on peut raisonnablement penser que si les conditions adéquates sont réunies, la Sierra Leone pourrait renouer avec l'autosuffisance alimentaire d'ici deux à trois ans.

Malheureusement, les distorsions du marché provoquées par des pratiques monopolistiques (accords entre les entreprises et les responsables politiques) ont aussi entraîné de sérieux problèmes. Pour rétablir la sécurité alimentaire, il faut encourager les petits producteurs. Tant que la situation n'aura pas considérablement évolué, il est probable que la Sierra Leone restera tributaire d'une aide alimentaire étrangère importante.

Les enfants

Les enfants de Sierra Leone supportent le plus dur du conflit. Qu'il s'agisse des camps de réfugiés de Guinée, des camps de personnes déplacées à Freetown, de la malnutrition et des

maladies omniprésentes ou des enfants soldats, les enfants de Sierra Leone sont les premières victimes. On estime que les huit années de conflit ont entraîné la séparation de 12 000 enfants d'avec leurs familles. L'UNICEF s'efforce de mettre en place des programmes permettant de réunir les enfants avec leurs familles. Si le Réseau national de recherche et de réunion des familles compte quelques succès à son actif, la tâche reste immense. L'une des conséquences les plus désastreuses de l'invasion des rebelles à Freetown en janvier est la disparition de 3 000 enfants. On pense qu'ils ont été enlevés par les rebelles et qu'ils ne bénéficient pas d'une alimentation ou de soins suffisants. Les dernières nouvelles indiquent que 256 de ces enfants ont retrouvé leurs familles, dont 51 ont été libérés récemment par les rebelles. On ignore tout de la situation des autres.

La question des enfants soldats est certainement l'une des plus brûlantes à propos de cette guerre. Le rapport de mars du secrétaire général au Conseil de sécurité fait observer : « *Un grand nombre de combattants rebelles sont des enfants. Des rapports font état de garçonnetts de huit à onze ans se livrant à des meurtres et à des sévices.* » Le processus dit de « désinstitutionalisation » est une des méthodes appliquées pour impliquer ces enfants dans le conflit. Très souvent, les rebelles les contraignent, sous la menace du revolver, à tuer des membres de leur famille ou des voisins. En perpétrant un acte de violence à l'encontre de personnes qui leur sont proches, non seulement ces enfants sont traumatisés, mais en outre, ils ne peuvent plus retourner dans leur famille ni dans leur communauté par peur des représailles.

Les rebelles voient dans ces pratiques une méthode très efficace pour faire entrer ces enfants dans une existence de violence extrême. Les enfants ont même tendance à « s'attacher » à leurs chefs. Leur obéissance aveugle, associée aux effets de l'alcool, des drogues et de la croyance populaire dans les esprits juju, les convainquent de leur propre invincibilité et en font des combattants parmi les plus courageux et disciplinés des factions rebelles. L'emploi généralisé d'enfants soldats, et les pays qui soutiennent leurs activités, méritent la plus ferme condamnation de la communauté internationale. Malheureusement, notre délégation a vu dans les rues de Freetown des enfants soldats qui, de toute évidence, faisaient partie des forces kamajors. Bien que les kamajors soutiennent le gouvernement de Sierra Leone, il semble que celui-ci exerce un contrôle très limité sur leurs activités.

Une autre tragédie du conflit est le grand nombre de victimes de violences sexuelles. De nombreux médias et organismes internationaux confirment les récits de viols individuels ou collectifs de fillettes et de jeunes femmes raflées par les rebelles. De nombreuses victimes des viols auraient été ensuite mutilées ou exécutées. D'autres ont été enlevées et contraintes de travailler comme porteuses, cuisinières, esclaves sexuelles et espionnes. Les ONG que nous avons rencontrées à Freetown estimaient que ce problème atteignait des proportions alarmantes et n'était pas suffisamment pris en compte. La honte ressentie par les femmes et fillettes victimes de violences sexuelles dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest empêche un grand nombre d'entre elles de faire appel à une assistance psychologique.

Le problème de l'éducation est lui aussi préoccupant. Le ministère de l'Éducation a indiqué que 300 écoles avaient été endommagées ou détruites dans tout le pays à la suite du coup d'État militaire de mai 1997. Après les combats de janvier à Freetown, 64 écoles publiques, à la fois primaires et secondaires, ont été fermées du fait des dégâts. 30 autres écoles servent actuellement d'abris. Aucune école ne fonctionne à l'intérieur du pays, même dans les villes placées sous la protection des kamajors, comme Bo, Kenema et Makeni.

On estime entre 600 000 et 700 000 le nombre d'enfants du pays en âge d'être scolarisés, tous niveaux confondus. Les effectifs de l'enseignement primaire sont évalués à 350 000. Le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire recevant actuellement une forme ou une autre d'éducation est compris entre 30 000 et 35 000. Dans de nombreuses écoles de la capitale, l'enseignement est limité à quelques heures par jour, car un grand nombre d'instituteurs ont quitté le pays. Les manuels scolaires, les bancs et les pupitres ont été pillés ou utilisés comme combustibles. De nombreux enfants ont perdu jusqu'à trois années d'enseignement, hypothéquant ainsi leur avenir. Un projet encourageant qui mérite d'être souligné est l'initiative lancée récemment par M. Peter Penfold, haut-commissaire britannique pour la Sierra Leone. Grâce à ce projet, des écoles de Grande-Bretagne feront don de matériel pédagogique et d'équipements à la Sierra Leone.

QUATRIÈME PARTIE – LE PROCESSUS POLITIQUE ET DE PAIX

La politique à deux (ou trois) volets

La situation en Sierra Leone met à l'épreuve l'engagement de la communauté internationale en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de la sécurité des personnes. Une réaction de dernière minute de l'ECOMOG et l'envoi de nouvelles troupes furent nécessaires début janvier pour empêcher les rebelles de s'emparer de Freetown et éviter la chute du gouvernement démocratiquement élu du président Kabbah. La politique officielle du GOSL et de ses alliés n'a pas changé depuis les malheureux événements de janvier 1999. D'une part, on s'efforce de résoudre pacifiquement le conflit par le dialogue et la négociation, et d'autre part on maintient une pression militaire sur les forces rebelles pour les contraindre à négocier. C'est la politique à deux volets, que nous avons évoquée plus haut.

Notre délégation estime que cette politique est bonne et doit être encouragée. Pour améliorer ses chances de succès, il faut la compléter par un troisième élément, l'implication résolue de la communauté internationale. Sans soutien externe, qu'il soit diplomatique, militaire ou humanitaire, le conflit en Sierra Leone, actuellement de portée régionale, risque de déstabiliser toute l'Afrique occidentale.

À l'évidence, le GOSL et l'ECOMOG tentent aujourd'hui de marquer des points sur le terrain afin de négocier en position de force. Cette stratégie conduit certains observateurs sceptiques à penser que le gouvernement privilégie une solution militaire plutôt que des négociations pacifiques. Notre délégation ne souscrit pas à cette analyse. La réunion récente de trois jours de la Conférence consultative nationale sur le processus de paix (NCCPP) fournit une preuve supplémentaire, si besoin est, de l'attachement sincère du GOSL à sa politique bipolaire.

Le programme des rebelles

Les véritables intentions des forces rebelles ne sont pas claires, mais nous savons qu'elles se composent d'éléments très divers et disparates. Regroupant le RUF de Foday Sankoh, l'AFRC, des chefs guerriers plus ou moins autonomes, des combattants étrangers (libériens et peut-être burkinabés) et même des mercenaires ukrainiens, c'est un assemblage complexe d'individus et d'organisations. Certains croient fermement en une victoire militaire qui leur a échappé de justesse en janvier dernier, d'autres rejettent le principe des négociations et se contentent de la situation actuelle, puisqu'ils contrôlent les gisements de diamants, la principale richesse du pays. D'autres encore seraient soulagés de quitter le maquis et de mettre fin à la guérilla s'ils avaient la garantie de pouvoir rejoindre l'armée de la Sierra Leone ou d'être intégrés à un programme de réinsertion. En bref, les rebelles sont animés par des motivations différentes. Mis à part leur rejet unanime de la classe politique corrompue inscrite dans leur unique grande déclaration politique intitulée « *Footpaths to Democracy* » publiée en 1995, ils ne semblent pas disposer d'un programme formel. On pourrait même affirmer que le RUF s'est livré depuis à des violations des droits de l'homme, mutilations, amputations, violences sexuelles et assassinats tels qu'il a perdu

toute la légitimité qu'il aurait pu revendiquer au nom de quelque programme politique mis de l'avant précédemment.

Le processus de paix

Depuis les événements de janvier, tous les alliés du gouvernement légitime, à l'exception de quelques fauteurs de guerre dans l'entourage du président Kabbah, savent qu'une victoire militaire est impossible et reconnaissent la nécessité d'ouvrir le dialogue, sinon les négociations, avec les forces rebelles. Le président Kabbah subit des pressions en ce sens du Nigéria, du Ghana et de la Guinée. Bien que ces pays soient résolus à ne pas laisser les rebelles l'emporter, ils ne veulent pas s'enliser en Sierra Leone. Ils souhaitent une solution régionale négociée qui mettra un terme définitif aux pillages perpétrés par les troupes rebelles dans la région.

Chacun considère que le premier pas du processus de paix sera la rencontre entre Foday Sankoh, incarcéré depuis 1997, et ses hommes. Cette rencontre doit avoir lieu au Togo, à la fin avril. Elle devrait durer environ une semaine.

La rencontre du Togo permettra aux rebelles d'élaborer un programme commun en vue des négociations, et servira d'autres objectifs. Elle permettra de connaître les différents chefs de la rébellion, notamment ceux qui comptent. À part Sam Bockarie (« Maskita ») et Omrie Golley, on sait peu de choses des autres protagonistes, car les principaux commandants de Sankoh ont été condamnés à mort et exécutés en novembre dernier.

Cette rencontre donnera également l'occasion de mesurer l'emprise de Sankoh sur ses troupes. Certains pensent que Sankoh n'exerce plus le même contrôle sur les rebelles qu'en 1996. C'est un fait inquiétant, car il est considéré comme un moindre mal. Le GOSL semble même vouloir renforcer sa légitimité en tant que porte-parole des rebelles.

Enfin, cette rencontre contribuera à déterminer si les intentions pacifiques de Sankoh sont sincères. Certes, il a dit tout ce qu'il fallait en prison, mais sa bonne foi est en cause. Certains estiment qu'avec une condamnation à mort (dont il a fait appel) au dessus de sa tête, Sankoh n'avait pas d'autre choix que de coopérer avec le GOSL. Ces incertitudes expliquent pourquoi Kabbah a tant insisté pour que Sankoh retourne en prison après les discussions du Togo. Kabbah veut savoir ce qui ressortira de ces discussions et comment Sankoh se comportera avant de décider, en cas de rejet de son appel, de le gracier et de le libérer.

Les négociateurs

Francis Okelo, le représentant du secrétaire général de l'ONU, et le Conseil interreligieux de la Sierra Leone (IRCSL) sont les deux instigateurs de la rencontre du Togo. Tous deux ont rencontré Kabbah et Sankoh et semblent avoir noué des relations de confiance avec eux. C'est leur intervention qui a permis à Sankoh de contacter Bockarie par radio. L'IRCSL assistera à la rencontre de Kara, à la demande de Sankoh. F. Okelo et l'IRCSL méritent le soutien du Canada.

L'Accord d'Abidjan

Un document rédigé par le gouvernement en consultation avec les ONG sera porté à l'attention de Sankoh et de ses partisans. Ce document devrait reprendre les dispositions essentielles de l'Accord d'Abidjan, car tous y voient la base d'un nouvel accord, surtout depuis que Foday Sankoh a reconnu la légitimité du président Kabbah. Mais ces faits remontent à 1996. À la lumière des récents développements, on peut se demander si Bockarie continuera à appuyer la position de Sankoh sur cette reconnaissance.

De plus, l'Accord d'Abidjan a de nombreux défauts auxquels il faudra remédier. Dans l'état actuel des choses, c'est presque un document dangereux. Il ne prévoit aucun mécanisme de mise en œuvre, de suivi et de résolution des litiges. Tout nouvel accord devra en comporter un. Compte tenu de la méfiance extrême entre Kabbah et Sankoh, il faudra également adopter une série de mesures propres à rétablir la confiance.

Le président Kabbah a dit escompter un accord de paix avant la fin du mois d'avril. Ces propos semblent pécher par excès d'optimisme.

Conclure un accord politique avec les rebelles ne sera pas une tâche facile. La situation ne pourra être résolue définitivement que par un règlement négocié. Il est évident que le RUF devra participer à la solution. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il le souhaite. Les conclusions de la NCCPP qui s'est tenue récemment confirment cette crainte. En effet, la NCCPP a réaffirmé le refus catégorique de la population de partager le pouvoir avec les rebelles avant les prochaines élections. Elle a également demandé que la procédure d'appel de Sankoh, le leader du RUF, aille jusqu'à son terme. Le débat sur la question de l'amnistie s'avérera un exercice délicat d'équilibre. Certains pensent que le RUF serait disposé à coopérer s'il avait la garantie de pouvoir se transformer en parti politique et le soutien nécessaire. Toutefois, nous avons vu que le RUF n'est qu'un composant du conflit.

De plus, la plupart des ONG que notre délégation a rencontrées ont insisté sur la nécessité de ne pas fixer un délai artificiel pour les discussions. Elles estiment que, pour qu'une paix durable soit possible, tous les protagonistes devront examiner sans complaisance ce qui s'est passé en Sierra Leone, les erreurs commises, les valeurs qui doivent inspirer la reconstruction du pays et la nature des institutions dont il aura besoin. De leur point de vue, le mieux qu'on puisse attendre des pourparlers du Togo est un accord de cessez-le-feu, associé à l'engagement d'entreprendre, a) une analyse approfondie des causes réelles et profondes du conflit, et b) un dialogue sur le type de pays souhaité.

La dimension régionale du conflit

Parallèlement à cet effort national, il est évident qu'aucune paix durable ne peut être instaurée en Sierra Leone sans la participation des pays de la région, à la fois ceux qui soutiennent le président Kabbah (Nigéria, Ghana et Guinée) et ceux qui appuient les rebelles (Libéria et Burkina Faso).

En réalité, sans la collaboration active du Libéria avec le RUF, les rebelles auraient certainement chancelé après l'offensive de l'ECOMOG en février 1998, qui a conduit à la restauration du gouvernement Kabbah. La rébellion a sans nul doute profité d'un important soutien étranger et le processus de paix doit prendre en compte la dimension régionale du conflit.

À n'en pas douter, cette guerre comporte une dimension et un malaise francophones-anglophones. Les pays francophones dans leur ensemble n'apprécient guère le Nigéria, une puissance régionale qui selon eux a tendance à agir unilatéralement. Ils lui reprochent d'agir à son gré, sans concertation avec les autres participants. Ils lui tiennent notamment rigueur d'avoir transformé l'ECOMOG, à l'origine force d'interposition neutre, en une force d'occupation partisane. De leur côté, le Nigéria et le Ghana se méfient de certains pays francophones qui ont soutenu Charles Taylor pendant la guerre civile au Libéria.

Au plan politique, il serait souhaitable que d'autres pays francophones de la région envoient des troupes à l'ECOMOG. Beaucoup de personnes que notre délégation a rencontrées estiment que la France devrait s'impliquer davantage dans la recherche d'une paix durable dans la région. Elle pourrait par exemple user de son influence pour convaincre le Sénégal et le Bénin d'envoyer des troupes en Sierra Leone. Ceci pourrait impliquer qu'un pays "occidental" (comme le Canada) fournisse un soutien logistique. On estime qu'il serait également possible de convaincre la France de faire pression sur les présidents Taylor et Compaoré pour réduire l'aide fournie aux rebelles par le Libéria et le Burkina Faso.

Les mécanismes

Soutenue par le représentant spécial Okelo, la CEDEAO, qui a déjà mis en place le mécanisme du Groupe des Six (Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Libéria, Nigéria et Togo), est probablement la mieux placée pour piloter d'éventuels pourparlers. Mais elle aura besoin du soutien sans faille de la communauté internationale, de pays comme le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et le Canada, d'organisations internationales telles que les Nations unies, le Commonwealth et la Francophonie, pour traiter notamment de la dimension régionale du conflit. Il est difficile d'imaginer comment la CEDEAO pourrait à elle seule arbitrer une solution du conflit en Sierra Leone. La médiation d'une partie neutre et respectée sera probablement nécessaire.

Il existe un autre mécanisme ad hoc, le Groupe de contact pour la Sierra Leone, qui est une initiative du Royaume-Uni et qui s'est réuni à New York le 19 avril pour la deuxième fois ces derniers mois. Ce groupe, essentiellement constitué de pays donateurs ainsi que d'organisations multilatérales (ONU, Banque mondiale, Commonwealth, Commission européenne et CEDEAO), s'emploie à soutenir, élargir et coordonner l'assistance internationale à la Sierra Leone et à l'ECOMOG. À terme, une fois la paix et la stabilité revenues en Sierra Leone, on estime que cette initiative contribuera à réunir les ressources financières nécessaires à la reconstruction du pays.

Le Conseil de sécurité, bien qu'il consacre environ 60 % de son temps à l'Afrique, s'est fait reprocher son inaction face aux problèmes du continent. À cet égard, le Conseil, qui a pour mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales, a un important rôle à jouer dans la recherche d'une solution à la crise sierra-léonaise. Jusqu'à maintenant, ce rôle comprend la mise sur pied d'un régime de sanctions, outre celles qui frappent déjà le Libéria; l'envoi d'une mission d'observation des Nations unies, la MONUSIL; et l'autorisation de la présence de l'ECOMOG en Sierra Leone. Le RUF a fait obstacle aux tentatives antérieures de déployer une opération de maintien de la paix de l'ONU. La situation du point de vue de la sécurité en Sierra Leone est telle que le mandat de la MONUSIL est inexécutable à l'heure actuelle. Toutefois, son autorisation est toujours en vigueur, et un petit personnel demeure à Conakry et à Freetown, de sorte que l'ONU pourra intensifier rapidement sa présence lorsque les circonstances le permettront.

L'incapacité du Conseil à agir plus vigoureusement en Sierra Leone peut être attribuée aux facteurs suivants : i) l'absence des conditions clés d'une mission de maintien de la paix « classique » de l'ONU (cessez-le-feu, consentement des parties); ii) la difficulté de déployer une opération de maintien de la paix de l'ONU en raison du grand danger qu'elle présenterait pour les soldats de la paix et de la grande difficulté d'accès et d'approvisionnement; iii) le fait que la présence de l'ECOMOG réduit ou élimine la nécessité d'une opération de maintien de la paix plus vigoureuse de la part de l'ONU; et iv) la réticence de certains membres du Conseil (particulièrement des États-Unis) à affecter des ressources additionnelles à de nouvelles opérations de soutien de la paix ou au renforcement d'opérations déjà en cours.

Les pays de la CEDEAO qui fournissent des troupes à l'ECOMOG en Sierra Leone seraient heureux que le Conseil de sécurité s'occupe d'eux davantage, notamment en les aidant financièrement à supporter le coût de l'opération de l'ECOMOG en Sierra Leone.

Le rôle du Canada

Si le Canada décide de s'impliquer davantage, sa contribution sera bien évidemment la bienvenue. De nombreux responsables de la région, notamment le président de la Sierra Leone, le premier ministre de Guinée et le vice-président du Ghana, l'ont très clairement indiqué à notre délégation. En outre, certains estiment que notre participation au Commonwealth et à la Francophonie pourrait créer un pont entre l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone. Notre première initiative devrait être de solliciter un rôle d'observateur lors des réunions du Groupe des Six de la CEDEAO. Les États-Unis et le Royaume-Uni le font déjà. L'ambassadeur de Côte d'Ivoire, M. Traoré, nous a assuré du soutien de son gouvernement à cet égard. Le Canada pourrait jouer un rôle de soutien important dans le processus de dialogue et de négociation, car il est perçu comme un acteur « neutre » sans « intention cachée » dans cette affaire. Ainsi, en recourant à son Fonds de consolidation de la paix, le Canada pourrait aider financièrement des ONG compétentes à participer au processus de paix et aux efforts de réconciliation nationale.

Le Canada a la possibilité de jouer un rôle important et appréciable dans la résolution de la crise sierra-léonaise. Cependant, pour participer activement à l'effort diplomatique, il doit être prêt à

contribuer substantiellement à la satisfaction des besoins du pays en matière de sécurité et d'aide humanitaire.

CONCLUSION

Bien que notre délégation soit restée dans la région relativement peu de temps, deux faits lui sont apparus très clairement. D'une part, la crise en Sierra Leone s'apparente sous plusieurs aspects à la crise du Kosovo, quant à l'ampleur de la catastrophe humaine qu'elle constitue. Il est malheureux qu'elle attire si peu l'attention sur la scène internationale. On ne soulignera jamais assez la précarité de la situation et son impact potentiel sur toute l'Afrique occidentale; le pays est sur le point de devenir une version ouest-africaine de la Somalie. Si cela se produit, il risque fort d'entraîner le reste de la région dans sa chute. Le Canada et les autres membres de la communauté internationale doivent agir de toute urgence.

D'autre part, malgré la gravité de la situation, il existe une lueur d'espoir pour le pays et la région tout entière. La communauté internationale dispose maintenant d'une chance, certes minime, d'aider la Sierra Leone à remonter la pente. L'assistance nécessaire est impressionnante, mais pas irréalisable, et nécessitera un effort concerté et coordonné dans les domaines politique, militaire et humanitaire. Il reste aujourd'hui à motiver la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien dont les habitants de la région ont si cruellement besoin pour remettre la Sierra Leone et les pays voisins sur la voie de la démocratie, de la reconstruction et de la stabilité à long terme.

L'étendue des destructions dans ce minuscule pays ouest-africain (le plus pauvre de la planète selon l'Indice du développement humain de l'ONU) et l'importance des souffrances endurées par sa population méritent notre compassion collective. Cependant, il existe d'autres raisons aussi impérieuses qui justifient l'engagement continu et même accru du Canada dans la région.

À l'instar du Canada, la Sierra Leone est membre du Commonwealth. Ses origines remontent à 1792, année où des esclaves affranchis venus de Nouvelle-Écosse participèrent à la fondation de Freetown. Comme la Sierra Leone, nous avons un passé colonial et de nombreuses traditions et institutions juridiques, politiques et administratives semblables. En outre, en tant que nation figurant en haut de la liste des pays classés selon l'Indice de développement humain de l'ONU, le Canada a un devoir moral de porter assistance à ceux qui se trouvent à l'autre extrémité du classement. La protection des civils lors des conflits et la situation critique des femmes et des enfants dans les sociétés déchirées par la guerre, deux problèmes aigus en Sierra Leone, constituent deux piliers du programme de sécurité humaine dont le Canada se fait le champion dans le monde et reflètent les valeurs fondamentales et le respect des droits de l'homme qui caractérisent la société canadienne d'aujourd'hui.

La stratégie à deux volets du GOSL est la seule option réaliste dans les circonstances actuelles. Avec l'engagement nécessaire de toutes les parties concernées, elle a des chances de succès. Le présent rapport esquisse un troisième volet, la participation plus active, concertée et directe de la communauté internationale. Qu'il s'agisse de l'aide financière aux organisations régionales impliquées dans les négociations de paix, du soutien politique aux tentatives de négociation du gouvernement du pays par l'entremise d'organisations internationales comme le Conseil de sécurité des Nations unies ou de servir de pont entre les nations africaines anglophones et

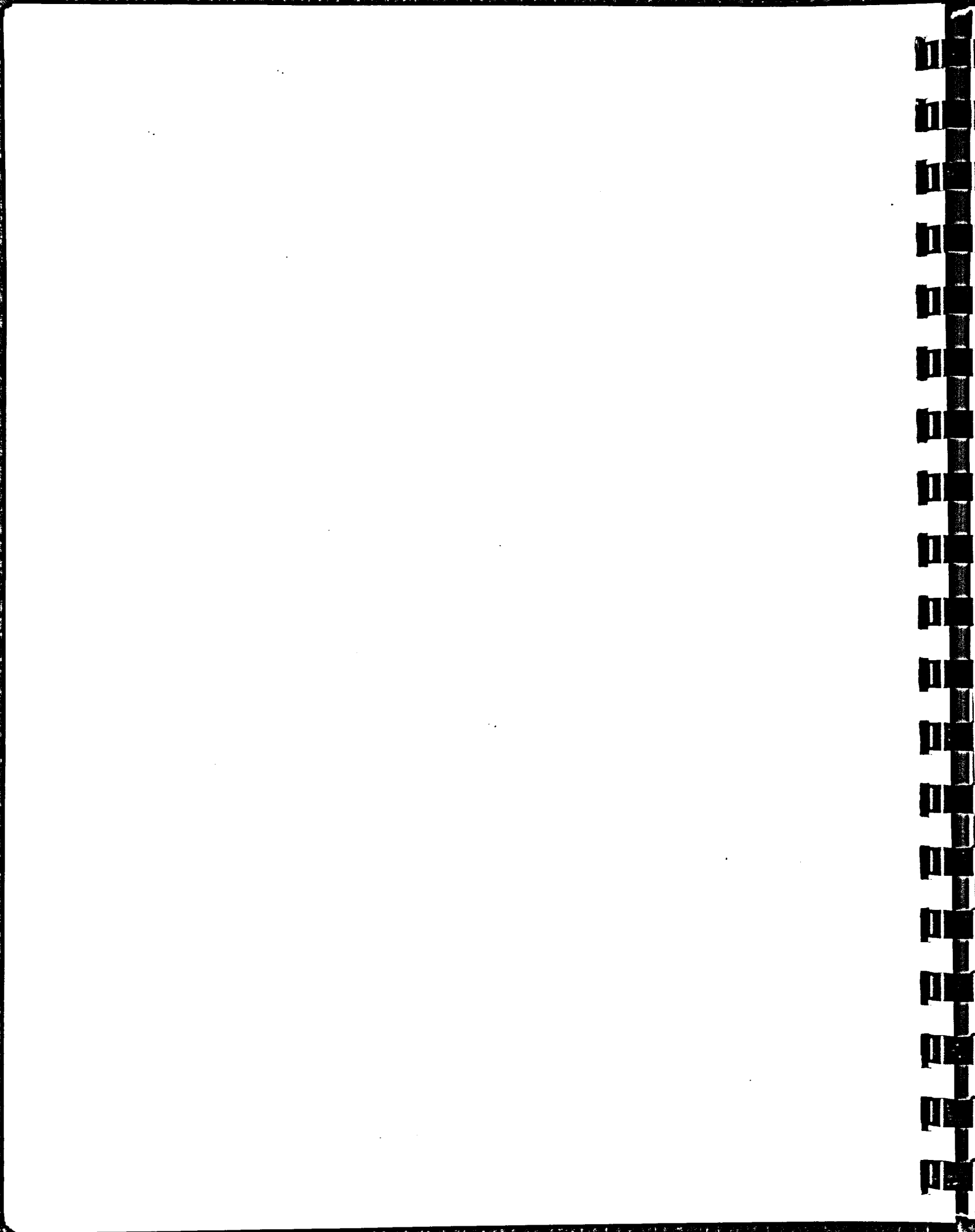
francophones, le Canada est appelé à jouer un rôle politique important en Sierra Leone comme dans la région.

Toutefois, notre délégation a acquis la conviction que le soutien politique ne suffit pas à conjurer la détérioration inexorable de la situation. En effet, la réussite du deuxième volet (sécurité) de la stratégie du gouvernement semble presque une condition préalable à la réussite du premier. Notre délégation partage l'avis du GOSL et de pratiquement tous les autres gouvernements consultés selon lequel il n'y a pas d'issue militaire au conflit. Le volet sécurité doit être géré par une force régionale comme l'ECOMOG qui connaît bien les problèmes de la région. Pour que l'ECOMOG atteigne ses objectifs, il aura néanmoins besoin du soutien politique et logistique de la communauté internationale. À cette fin, le Canada doit lui renouveler son appui et envisager sérieusement d'y ajouter un appui légal.

Les problèmes de sécurité ne se limitent pas aux questions militaires. La Sierra Leone comme la Guinée voisine ont sérieusement besoin d'un large soutien de toutes les activités de la police civile. Comme le Canada s'est associé aux initiatives de police du Commonwealth en Sierra Leone l'année dernière, sa participation future pourrait bien être justifiée et souhaitable si cette initiative était reconduite. De même, les compétences de nombreuses forces de police canadiennes et leur capacité à dispenser une formation en français placent le Canada en bonne position pour fournir des équipements et une formation aux forces de police guinéennes.

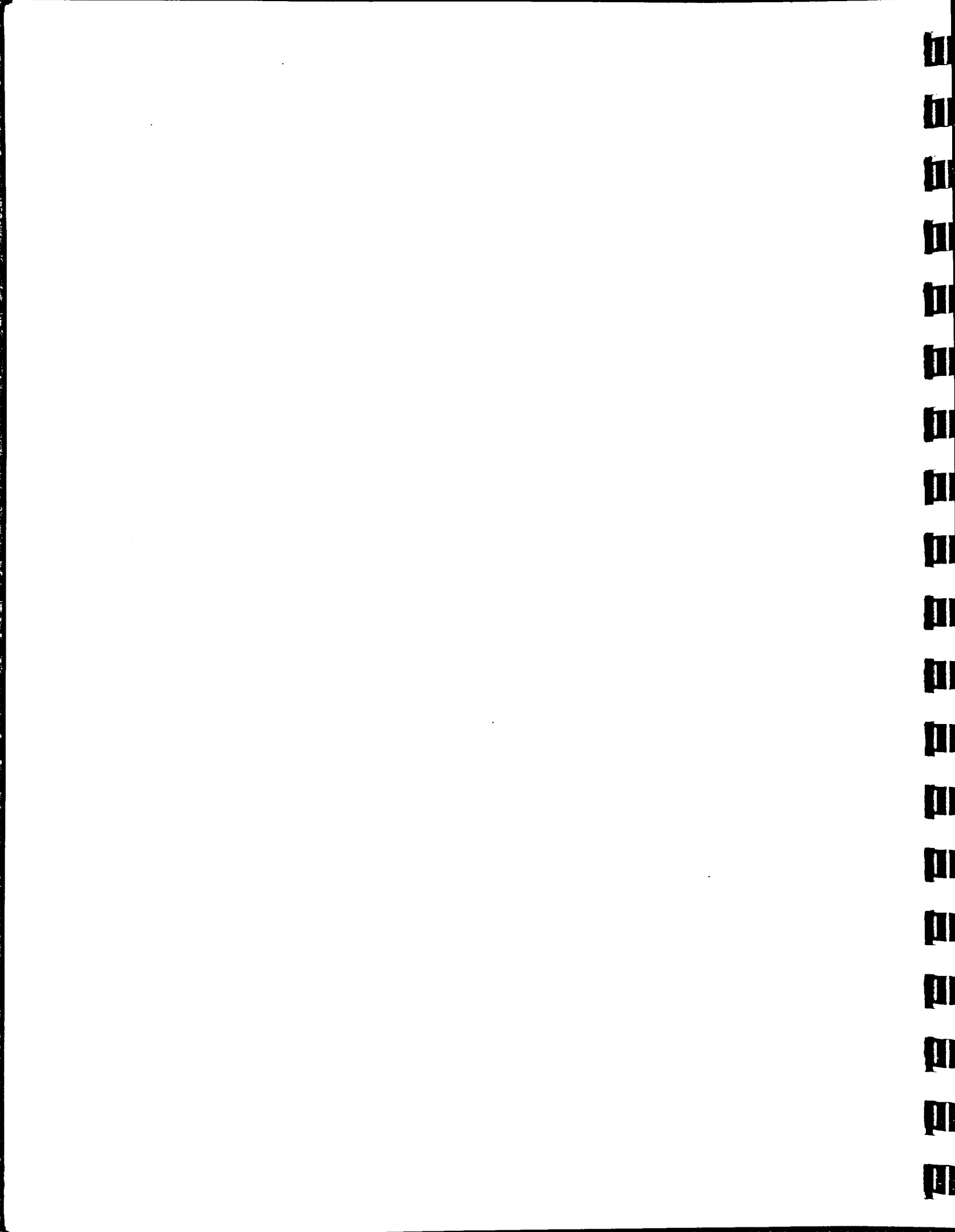
La dimension humanitaire du conflit de Sierra Leone est très vaste, et risque même de s'amplifier. Il y a beaucoup à faire. À court terme, il est urgent de fournir des abris, de la nourriture et des médicaments. En particulier, il est impératif d'assurer une prise en charge physique et psychologique des victimes civiles du conflit, notamment des enfants. L'assistance à court terme ne suffira pas, car l'infrastructure même de la société du pays est gravement endommagée. Le pays doit avoir la capacité d'absorber l'assistance fournie et d'en faire le meilleur usage. Il faut donc commencer à rétablir les conditions pour mener des projets à long terme, dans des domaines comme l'agriculture. Enfin, les négociations de paix négligent souvent l'aide au développement à long terme. Pourtant, en Sierra Leone, l'aide à long terme pourrait être utilisée comme un outil efficace dans le processus de paix en cours.

L'ampleur des souffrances et des besoins de la Sierra Leone est énorme, surtout quand on les appréhende sur le terrain. Il n'est pas nécessaire de rester longtemps dans le pays pour s'apercevoir de la fragilité de la situation, en Sierra Leone comme dans l'ensemble de la région. Pourtant, malgré tous les périls, les habitants du pays osent espérer que la paix et la stabilité ne sont pas des chimères. Le Canada a la possibilité de jouer un important rôle de chef de file et d'apporter une contribution appréciable à la paix et à la sécurité de cette région de l'Ouest africain, pauvre et dévastée par la guerre.



ANNEXES

- Annexe 1 - Mandat (lettre du ministre des Affaires étrangères)
- Annexe 2 - Carte de la Sierra Leone
- Annexe 3 - Liste des réunions et des participants
- Annexe 4 - Liste des besoins pour le soutien des opérations de l'ECOMOG pendant une période de trois mois
- Annexe 5 - Liste des besoins d'une nouvelle SLA
- Annexe 6 - L'Accord d'Abidjan
- Annexe 7 - Contributions nationales en Sierra Leone.





Minister of Foreign Affairs

Ministre des Affaires étrangères

Ottawa, Canada K1A 0G2

Appendix 1

MAR 22 1999

Mr. David Pratt, M.P.
House of Commons
Room 325, Confederation Building
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Colleague:

Thank you for your letter of February 22, 1999, in which you kindly forwarded your suggestions concerning your role as my Special Envoy for Sierra Leone.

I found your comprehensive views very insightful, and I agree that the overall objective of your mission is a fact-finding one with particular areas requiring special attention. I propose that your mission should focus primarily, as you rightly pointed out, on the political situation faced by Sierra Leone both internally and in relation to its neighbours, on negotiating prospects, on the support for the rebels, as well as on the flow of arms in the region. While it should be easy to meet with President Kabbah's government, it would be premature at this difficult and delicate juncture to meet with the RUF and AFRC.

As you are engaged in the preparatory stages for your mission, I would take this opportunity to encourage you to look carefully at the humanitarian situation and the conditions of Sierra Leonean refugees and displaced persons and the UN Secretary-General's report, released on March 5, 1999, which paints a bleak picture of the situation in Sierra Leone. The Director General of Humanitarian Assistance at CIDA, Mr. Hunter McGill, has been recently in Freetown, and he should be in a position to give you good advice on human security issues including the role of the various humanitarian agencies in Sierra Leone.

I believe it will be helpful to identify the actors in the conflict and their objectives (what has driven all the parties in the conflict and how Sierra Leone got to where it is today), the role of neighbouring countries, the consequences on children involved in the conflict, the impact of mercenaries and evidence of their countries of origin, the role of the diamond industry on the current situation, and, above all, possible scenarios for the future of Sierra Leone.

The issue of the flow of arms into Sierra Leone should be examined seriously since it will continue to have a major impact on the peace and stability of that country. In this connection, I would recommend that you explore how arms control initiatives, such as the Mali experiment on small arms, could be applied to Sierra Leone.

I would be most interested in your candid assessment of the efficacy of current UN involvement, including the role of the Special Representative of the Secretary-General, Mr. Francis Okelo, in promoting a negotiated settlement among all parties, as well as the overall effectiveness of the UN mission, UNOMSIL. Moreover, I would ask you to assess how best to integrate the protection of children and children's rights in all efforts to restore peace and security in Sierra Leone, including peacemaking and peace-support operations. I also hope you are able to gain a sense of how ECOMOG forces are managing, and how they are viewed by the local population.

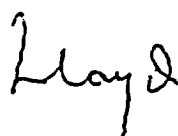
As you know, I am interested in exploring options for a Commonwealth Ministerial Action Group (CMAG) role in peacebuilding for Sierra Leone. The information and insights you gather will therefore be of particular relevance for my participation in the CMAG meeting at the end of April. For example, are there neglected areas or opportunities for peacebuilding where CMAG or the Commonwealth could play a useful role?

Another area that you may want to explore is how the current UN sanctions regime might be strengthened. What are the views of international staff based in the country in this regard?

In light of the objectives outlined above, short time lines, and, may I say, budgetary constraints, I would see your subsequent visit limited to Accra, Conakry, and Freetown with a possible stop in London for meetings with the Commonwealth Secretariat. I would propose that two officials from this Department accompany you on your trip - an officer familiar with regional security issues and a political advisor.

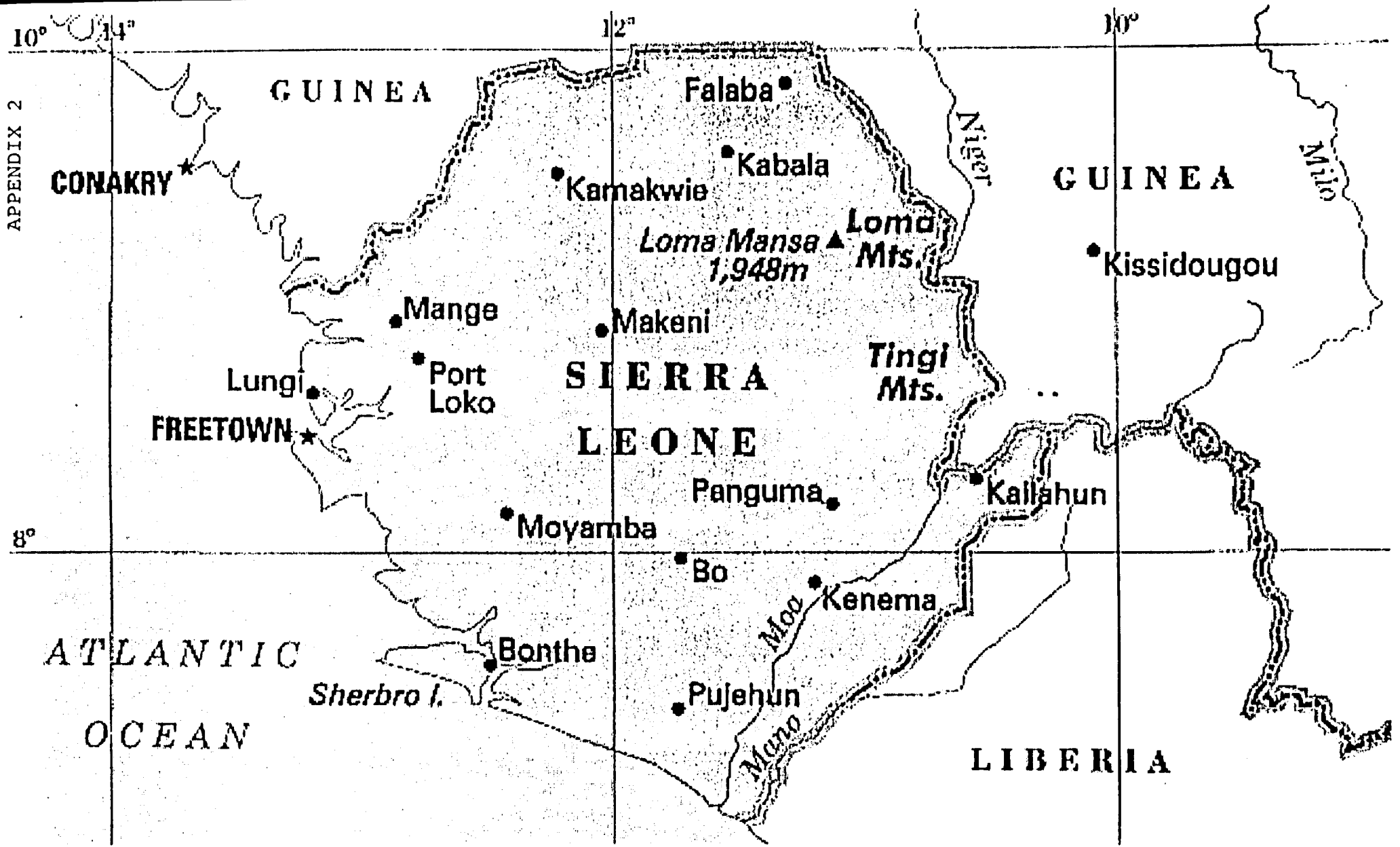
Thank you again for sharing your concerns with me.

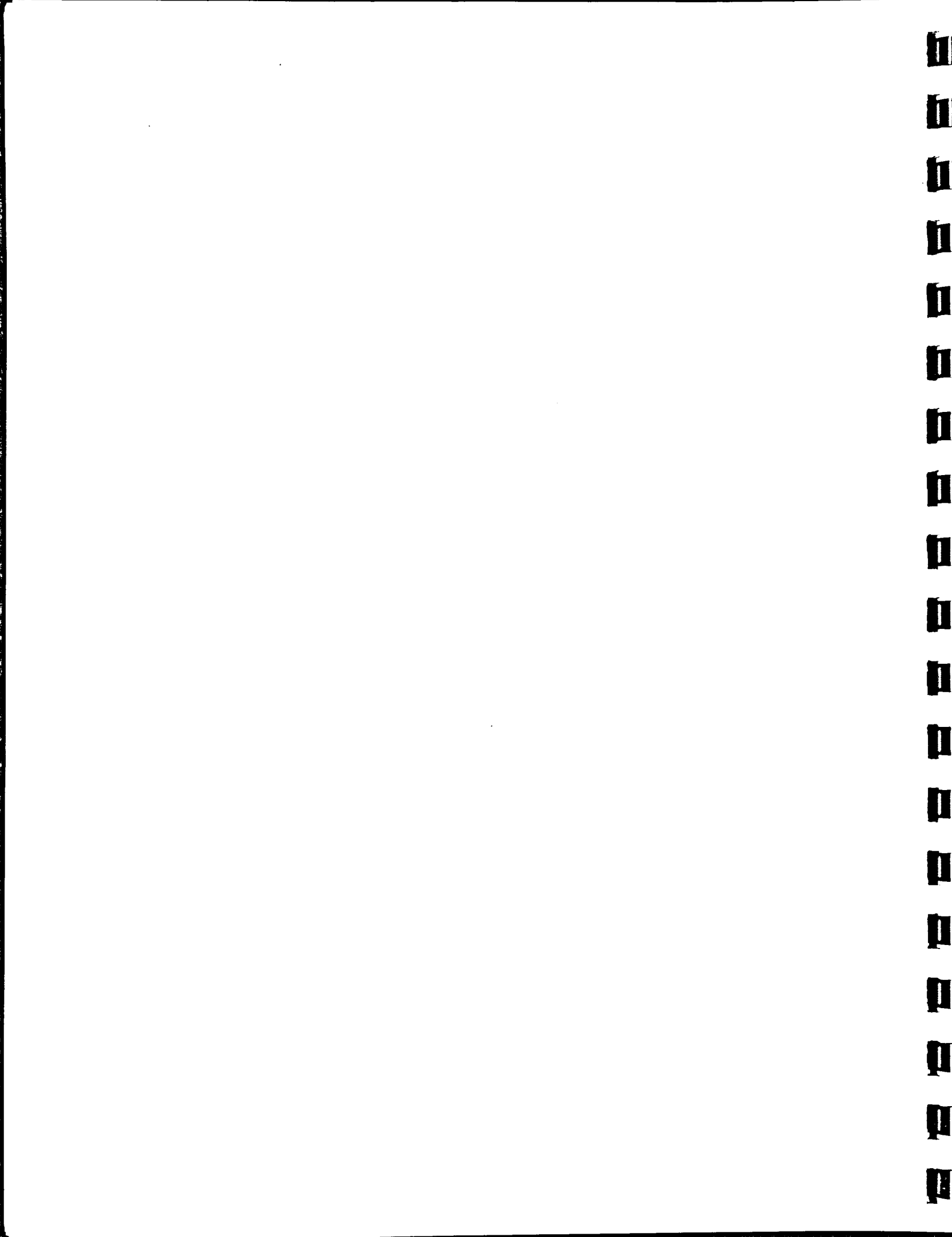
Sincerely,



Lloyd Axworthy

APPENDIX 2





LIST OF MEETINGS AND OFFICIALS MET

UN - 19 MARCH 1999

John Hirsh, VP International Peace Academy, US Ambassador to S/Leone, August 1995-June 1998
Francis Okelo, Special Representative of the Secretary-General in S/Leone
H.E. Fode Dabor, Ambassador and Chargé d'Affaires of S/Leone
H.E. John Leigh, High Commissioner for Sierra Leone to Canada and Ambassador of S/Leone to UN
H.E. Stewart Eldon, Ambassador and Deputy Permanent Representative of the UK
Prof. Ibrahim Gambari, Ambassador and Permanent Representative of Nigeria to the UN

Luncheon Hosted by H.E. Nancy Stodenburg, U.S. Ambassador and Representative for Special Political Affairs:

Ambassador Melrose, U.S. Ambassador to Sierra Leone
Ambassador Sklar, Responsible for Administrative and Budgetary matters
H.E. J.E. Wilmot, Permanent Representative of Ghana to the UN
Ibrahim Fall, UN Assistant Secretary-General for Political Affairs
Heidi Anabi, UN Assistant Secretary-General for Peacekeeping Operations
Felix Downes-Thomas, Special Representative of the Secretary-General in Liberia and
Head of the UN Peacebuilding Support Office, Monrovia

LONDON - 22 MARCH 1999

David Lord, Director of Conciliation Resources and
Ron Fennell, Associate of RR
Dr. Moses Anafu, Special Advisor, Political Affairs Division, Commonwealth Secretariat
James Bevan, Head of African Department, Foreign and Commonwealth Office
Tony Lloyd, MP, Minister of State, Foreign and Commonwealth Office

CONAKRY-GUINEE - 24 MARCH 1999

Prime Minister: H.E. Mr. Lamine Sidime
Minister of Defence: H.E. Mr. Dorank Assifat Diassény
Minister of Territorial Administration and Decentralization (also Minister of Interior):
H.E. Mr. Moussa Solano

Minister of Foreign Affairs: H.E. Mr. Zainoul Abidine Sanoussi
Prefet of Forecariah: Mr. Mamadouba Bangoura

FREETOWN SIERRA LEONE - 25/26 MARCH 1999

President Ahmed Tejan Kabbah
Hon. Sahr Mattari, Deputy Minister of Foreign Affairs and International Cooperation
Dr. S.V.M. Jah, Commissioner of the National Commission for Resettlement,
Rehabilitation and Reconstruction (NCRRR)
General Kobe, Chief of Defence Staff
Dr. Julius Sonny Spencer, Minister of Information, Communication, Tourism and Culture
H.E. Peter Penfold, British High Commissioner to S/L.
Sheku Mohamed Fadril Kutubu, Speaker of the House
Mrs. Zanda Bangura, Head of the Campaign for Good Governance
Members of the Inter-Religious Council of Sierra Leone
Kade Sesay, National Commission for Democracy and Human Rights
Nigerian High Commissioner to Sierra Leone: Ambassador Abubakar

At Connaught Hospital:

- Medical matron / Mrs. Jbow
- Medical Officer: S.I. Kamara

At the National Workshop (IDP) Camp:

Care representative Mr. Mohamed Lukman
Adventist Development and Relief Agency - ADRA: Mr. Prince Cummings

CONAKRY-GUINEE - 27 MARCH 1999

Ambassador of Ghana to Guinea: H.E.Mr. James Ernest Akrong Kotei
Ambassador of Cote d'Ivoire to Guinea: H.E. Mr. Arnel Koudou Aziégbo
Chargé d'Affaires of Nigeria: Mr. B.P. Fadumiyo
FAO representative: Mr. Moorosi Raditole
UNDP representative: Mrs. Tamba Balde
UNICEF representative: Mr. Ahmed Nasin
WHO representative: Dr. Nsu Milang

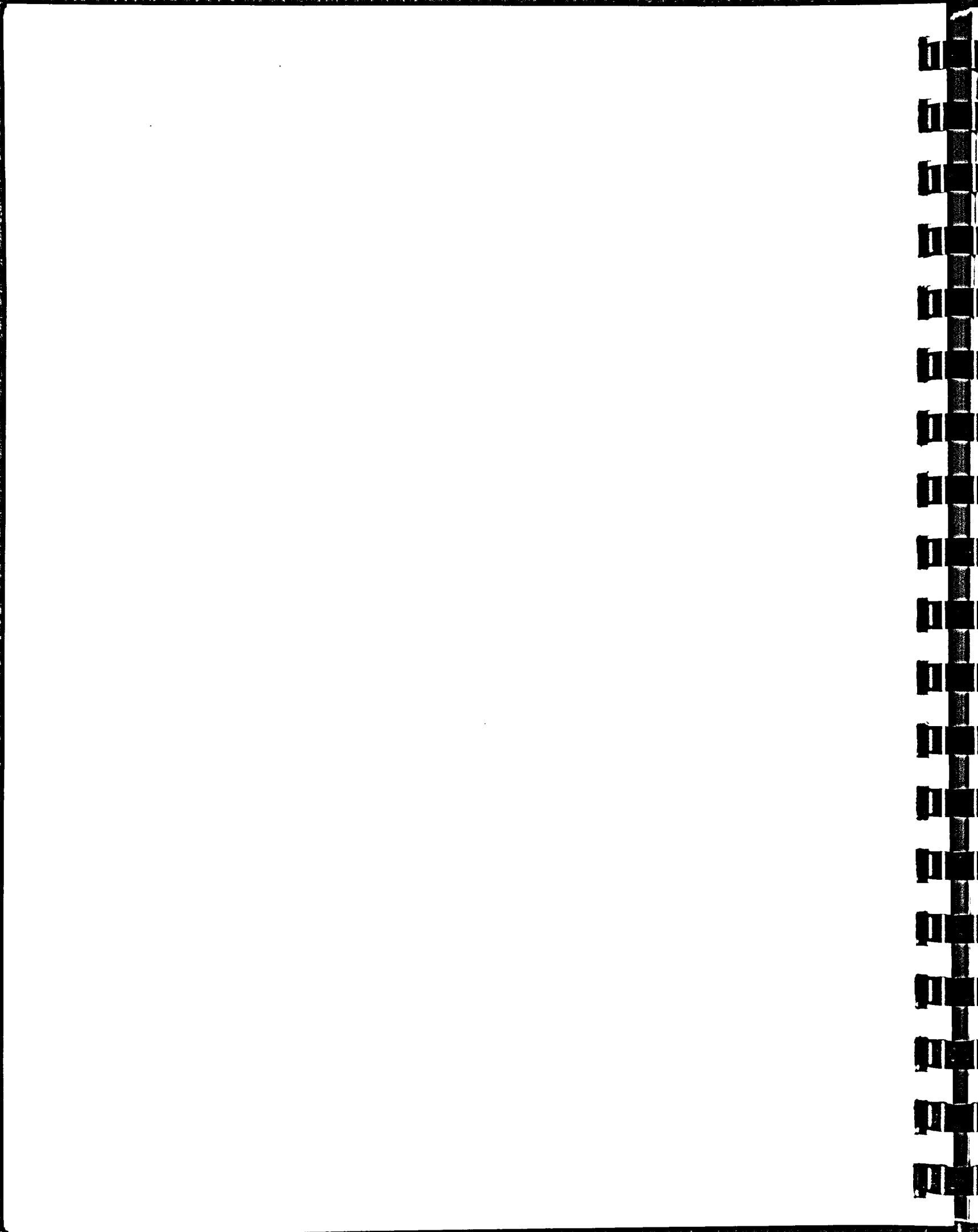
UNHCR representative: Mr. K.O. Amaning
USAID representative: Mrs. Mary Mertens
European Union representative: Mrs. Marie-Pierre Auger
HACU representative: Mr. Robert Painter

ABIDJAN-COTE D'IVOIRE - 28 MARCH 1999

Amadou Traoré, Directeur, Département Afrique, Ministère des Affaires étrangères

ACCRA-GHANA - 28/29 MARCH 1999

Atta Mills, Vice-President
Annan Cato, Secretary-General, Ministry of Foreign Affairs
Minister of Defence, Lt-Col Enoch Donkor
Dr. Baffour Agyeman-Duah, Associate Executive Director,
Centre for Democracy and Development
Lt.General Arnold Quainoo, Executive Director, Centre for Conflict Resolution
Ole Blicher-Olsen, Ambassador of Denmark
Kwame Karikari, Director, School of Communications, Legon
Kabral Blay-Amihere, President, West African Journalists Association



ECOMOG SUPPORT REQUIREMENTS FOR THREE MONTHS OPERATIONS

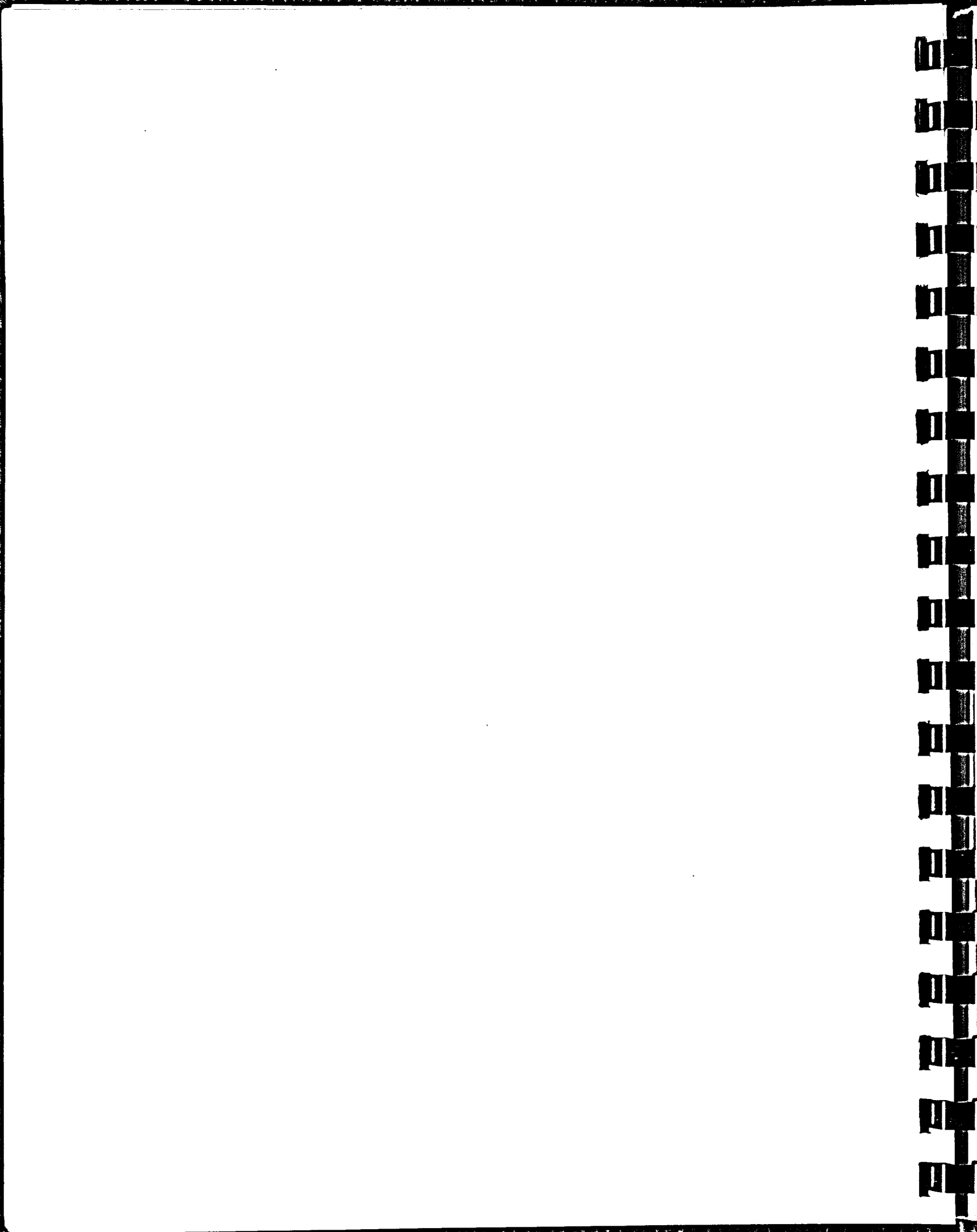
1. HELI HRS. REQT IS FOR M126 HRS AT 80 PER MONTH IE 240 HRS.

2. AMMO. RPG7 RDS X 4500
BOMB 60MM HE X 2000
BOMB 60 MM ILLUM X 500
BOMB 81MM HE X 2000
BOMB 81MM ILLUM X 500
7.62MM BALL BELTED X 20000000
7.62 MM BALL NATO X 1000000
105MM HE FOR PACK HOW X 1000

3. WEAPONS. 7.62MM GPMG X 81
60MM MORTAR X 36
81MM MORTAR X 18
THEODOLITE ARTY SURVEY (MILLS) X 1

4. VEHS/GENERATORS. CARGO TRUCK/TCV 4 TON X 30
3/4 TON LAND ROVER X 30
AMBULANCE LAND ROVER X 3
25 -30 KVA GENERATOR X 10

5. CLOTHING/STORES GS. PONCHOS/RAIN SUITS X 10000
COMBAT SUITS X 10000
BOOTS X 10000
POWER SAWS X 20
COMPOSITE FIELD RATIONS X 20000



**LETHAL AND NON-LETHAL MILITARY ASSISTANCE
REQUIRED BY REPUBLIC OF SIERRA LEONE
MILITARY FORCES FROM CANADA**

Serial No.	Items	Quantity Required	Remarks
(a)	(b)	(c)	(d)
	NON_LETHAL ASSISTANCE		
1.	5 Ton Cargo Truck	84	Diesel Engine
2.	3/4 Ton Jeep (FFR)	44	Petrol/Diesel Engine
3.	3/4 Ton Jeep (GS)	55	Petrol/Diesel Engine
4.	Ambulances	19	Petrol/Diesel Engine
5.	Recovery Vehicles	19	Diesel Engine
6.	Fuel Tankers	17	Diesel Engine
7.	Water Tankers	17	
8.	Low Loaders	16	
9.	3.5 KVA Generator	30	
10.	5 KVA Generator	30	
11.	20-30 KVA Generator	20	
12.	65 KVA Generator	6	
13.	HF Radio (On Static Role)	28	
14.	HF Manpack Set	112	
15.	VHF Manpack Set	140	
16.	Hand held Radio	490	
17.	Fit For Radio Vehicles (FFR)	21	
18.	Public Address System	14	
19.	PABX System with 250 Lines	14	

20.	Field Telephone Switch Board	70	
21.	Linesman Telephone Sets	140	
22.	Fast Photocopying Machine	140	
23.	Electric Typewriter	280	
24.	Manual Typewriter	280	
25.	Duplicating Machine	140	
26.	Fax Machine	140	
27.	Slide Projector (35mm)	20	
28.	Overhead Projector	20	For Viu-Foil
29.	Film Projector	13	
30.	Field Binoculars	400	
31.	Tents (Marque/16 Pounder)	100	
32.	Desktop Computer Set	240	Preferably 32 KB
33.	Scanner Machine	5	
34.	Risograph Machine	3	150 pages per minute
35.	Video Camera	20	Betamax/VHS
	<u>UNIFORM ITEMS</u>		
36.	Uniforms	20,000 Pairs	7,000 - Medium 4,000 - Large 2,000 - X-Large 1,000 - XX-Large
37.	Boots	20,000 Pairs :	8 - 5,000 9 - 4,000 10 - 3,000 11 - 2,000
38.	Web equipment	15,000	

39.	Ponchos	15,000	X-Large - 2,500 Large - 5,000 Medium - 5,000 Small - 2,500
40.	Socks	15,000	
41.	Hats	15,000	Large - 5,000 Medium - 5,000 Small - 5,000
	<u>MEDICAL EQUIPMENT</u>		
42.	Hospital Beds/Mattresses		
43.	Hospital Beds/Mattresses		
44.	Surgical Operating Table		
45.	Urine Collection Bags		
46.	General Surgery Sets		
47.	E.C.G. Machine And E.C.G. Papers		
48.	Cabinet Surgical Instruments		
49.	Male Patients Pajamas		
50.	Wooden Clutches		
51.	Cabinet Bed Side		
52.	Dressing Drugs (All Sizes)		
53.	Food Trolley		
54.	Medicine Trolley		
55.	Splints (Hand and Leg)		
56.	Pillow Covers	:	
57.	Bed Covers		
58.	First Aid Field Dressing Kit		
59.	Holder Chart		
60.	Flex Testing Hammer		

61.	Gown Hospital Patient		
62.	Blankets		
63.	Bed Pans		
64.	Drip Stand		
65.	Sphygmomanometer		
66.	Stethoscope		
67.	Stretcher (Amb. Wheeled)		
68.	Stretcher (Hospital Wheeled)		
69.	Examination Couches		
70.	Instrument Trays		
71.	Sterilizer		
72.	Auto Clave		
73.	Wheel Chair		
74.	Catheters (All Sizes)		
75.	Burns Pack Emergency		
76.	Suture Materials (All Sizes) (a) Dexon (b) Vincryl (c) Catgut (d) Silk		
77.	Fac Mask (Disposable)		
78.	Theatre Caps		
79.	Body Bag		
80.	Operating Gowns		
81.	Surgical Blades		
82.	Auroscope		
83.	Kocher Thyroid Forceps		
84.	Cheattle Sterilizer Forceps		

85.	Mitchel Clips Extracting Forceps		
86.	Kocher Artery Forceps		
87.	Cocker Towel Clips		
88.	Barnes-Episiotomy Scissors Angled		
89.	Spencer Wells Artery Forceps		
90.	Ramply Sponge Forceps		
91.	Littanter Ligature Scissors		
92.	Cutting Scissors		
93.	Probe General		
94.	Bryants Dressing Forceps		
95.	Lister Sinus Forceps		
96.	Single Oxygen Flow Metre Tubing		
97.	Nipple and MK402 Prole		
98.	Kidney Dishes		
99.	Diagnostic Set		
100.	Resuscitator		
101.	D X Set		
102.	Laboratory Refrigerator		
103.	Cold Chain Kit		
104.	Blood Refrigerator		
	<u>LETHAL ASSISTANCE</u>		
	<u>ARMS</u>	:	
105.	G3 Rifle	1,000	
106.	RPG7 Launcher	250	
107.	60MM Mortar Tube	400	
108.	120MM Mortar Tube	80	

109.	Gren 30mm Launcher (AGL)	432	
110.	A Twin Barrel	12	
111.	Night Sight for RPG 7	300	
112.	Bags for RPG 7	300	
113.	105mm HOWIZITER	15	
	<u>AMMO</u>		
114.	Carts 7.62 x 51mm	2,000,000	Ball
115.	Carts 7.62 x 39mm	2,000,000	
116.	Carts 7.62mm Tracer	500,000	
117.	Carts 12.7mm Tracer	200,000	
118.	Carts 12.7mm Ball	500,000	
119.	Carts 14.5mm Ball	2,000,000	
120.	Bomb ML 60mm Mor HE	25,000	
121.	Bomb ML 82mm Mor HE	20,000	
122.	Gren Hand No 36 HE	10,000	
123.	Gren Hand Stick Type	5,000	

Peace Agreement between the Government of the Republic of Sierra Leone and the Revolutionary United Front of Sierra Leone (RUF/SL)

The Government of the Republic of Sierra Leone and the Revolutionary United Front of Sierra Leone (RUF/SL).

Moved by the imperative need for a just and durable peace in Sierra Leone;

Inspired by the equally imperative need for genuine national unity and reconciliation to end the fratricidal war in Sierra Leone;

Committed to promoting popular participation in governance and full respect for human rights and humanitarian laws;

Dedicated to the advancement of democratic development and to the maintenance of a socio-political order free of inequality, despotism and corruption;

Convinced that a sense of common purpose and patriotism is the need of the hour;

HEREBY AGREE as follows:

ARTICLE 1

The armed conflict between the Government of Sierra Leone and the RUF/SL is hereby ended with immediate effect. Accordingly, the two foes will ensure that a total cessation of hostilities is observed forthwith.

ARTICLE 2

The Government and the RUF/SL undertake that no effort shall be spared to effect the scrupulous respect and implementation of the provisions contained in this Peace Agreement to ensure that the establishment and consolidation of a just peace becomes a priority in Sierra Leone.

ARTICLE 3

A national body to be known as the Commission for the Consolidation of Peace shall be established within two weeks of the signing of this Agreement. The Commission shall be a verification mechanism responsible for supervising and monitoring the implementation of and compliance with all the provisions contained in this Peace Agreement.

The Commission, in fulfilment of this task during the period of consolidating the peace, shall co-ordinate and facilitate the work of the following bodies which will proceed to establish:

- (i) Socio-Economic Forum;
- (ii) Citizen's Consultative Conferences;
- (iii) Multi-partisan Council;
- (iv) Trust Fund for the Consolidation of Peace;
- (v) Demobilization and Resettlement Committee;
- (vi) National Budget and Debt Committee.

The Commission shall comprise representatives of the Government and the Revolutionary United Front of Sierra Leone, drawing on the resources of state and civic institutions as and when necessary.

The Commission shall have the power to recommend the preparation of enabling measures contained in this Peace Agreement. It shall have the power to issue publicly its conclusions. The parties undertake to comply with the conclusions of the Commission.

The Commission shall have the power to prepare preliminary legislative drafts necessary for the implementation and development of the provisions contained in the present Peace Agreement.

The Parties undertake to consult the Commission before taking decisions on measures relating to the present Peace Agreement.

The Commission may similarly consult the Parties at the highest level whenever it is appropriate.

The Commission shall have access to and may inspect any activity or site connected with the implementation of the present Peace Agreement. The Commission shall have full powers to organise its work in the manner in which it deems most appropriate and to appoint any group or sub-committee which it may deem useful in the discharge of its functions.

The Commission shall have its own offices, adequate communication facilities and adequate secretariat support staff.

A Trust Fund for the Consolidation of Peace shall be established to provide funding for the implementation of the present Peace Agreement.

ARTICLE 4

Citizens' Consultative Conferences shall be organised once a year the first of which shall be organised within one hundred and twenty days of the signing of the present Peace Agreement in order to encourage people's participation and to invite recommendations for the formulation of guidelines and their implementation that will ensure truly fair and representative political processes.

ARTICLE 5

The disarmament of combatants will be effected upon their entry into the designated assembly zones, and demobilization and reintegration as soon as practicable thereafter.

The upkeep and welfare of the encamped combatants shall be the primary responsibility of the Government of Sierra Leone in conjunction with the Commission for the Consolidation of Peace, assisted by the international community.

ARTICLE 6

The Parties commit themselves to a well planned national effort on encampment, disarmament, demobilization and resettlement linked to national development objectives. To that end, a Demobilization and Resettlement Committee shall be established within a month of the signing of the present Peace Agreement.

The Committee shall coordinate the encampment, disarmament, demobilization and resettlement of RUF/SL combatants. The Committee shall work in coordination with all the relevant institutions and agencies.

Both Parties shall consult on the nomination of the membership of the Committee which shall not exceed seven persons.

The Committee shall be provided with adequate funding.

ARTICLE 7

The Demobilization and Resettlement Committee shall identify assembly zones and camp areas for RUF/SL combatants where they shall be registered, encamped and disarmed. The movement into the Assembly Zones shall commence within once month of the signing of this Agreement and be completed as soon as practicable but no later than three months from this date.

ARTICLE 8

The Parties shall request the international community to help supervise and monitor the encampment, disarmament, demobilization and reintegration processes. The Joint Monitoring Group shall have observers at any of these processes.

ARTICLE 9

The Commission shall, as a priority, make recommendations on the restructuring and re-orientation of the military as well as its leadership. In this context, members of the RUF/SL who may wish to be part of the country's military can become part of the new unified armed forces within a framework to be discussed and agreed upon by the Commission.

ARTICLE 10

The Government of Sierra Leone shall ensure the return to barracks of those units of the army not required for normal security duties and the downsizing of the Armed Forces of Sierra Leone (RSLMF), taking into account the security needs of the country.

ARTICLE 11

A Neutral Monitoring Group (NMG) from the international community shall be responsible for monitoring breaches provided under this Peace Agreement.

Both Parties upon signing this Agreement shall request the international community to provide neutral monitors.

Such monitors when deployed shall be in position for an initial period of three months.

The Neutral Monitoring Group shall report any violations of the ceasefire to its headquarters which shall in turn communicate the same to the headquarters of the Joint Monitoring Group comprising of representative of the Government of Sierra Leone and the RUF based in Freetown.

ARTICLE 12

The Executive Outcomes shall be withdrawn five weeks after the deployment of the Neutral Monitoring Group (NMG). As from the date of the deployment of the Neutral Monitoring Group, the Executive Outcomes shall be confined to barracks under the supervision of the Joint Monitoring Group and the Neutral Monitoring Group. Government shall use all its endeavours, consistent with its treaty obligations, to repatriate other foreign troops no later than three months after the deployment of the Neutral Monitoring Group or six months after the signing of the Peace Agreement, whichever is earlier.

ARTICLE 13

The Parties agree that immediately following the signing of the present Peace Agreement, the RUF/SL shall commence to function as a political movement with the rights, privileges and duties provided by law; and that within thirty days, following that, the necessary conditions shall be created to enable the RUF/SL to register as a political movement according to law.

ARTICLE 14

To consolidate the peace and promote the cause of national reconciliation, the Government of Sierra Leone shall ensure that no official or judicial action is taken against any member of the RUF/SL in respect of anything done by them in pursuit of their objectives as members of that organization up to the time of the signing of this Agreement. In addition, legislative and other measures necessary to guarantee former RUF/SL combatants, exiles and other persons, currently outside the country for reasons related to the armed conflict shall be adopted ensuring the full exercise of their civil and political rights, with a view to their reintegration within a framework of full legality.

ARTICLE 15

The mandate and membership of the existing National Unity and Reconciliation Commission shall be expanded in consultation with the Commission for the Consolidation of Peace to enable it to undertake a sustained and effective campaign of civic education aimed at enhancing national unity and reconciliation, taking into account the imperative need to heal the wounds of the conflict.

ARTICLE 16

The Parties agree that the standards of accountability, integrity and probity in the public services of Sierra Leone shall be raised. To that end, immediate steps shall be taken to establish the office of Ombudsman to promote the implementation of a professional code of ethics, and the integrity and patriotism of all public servants. It shall also seek to eradicate all forms of corruption.

ARTICLE 17

The Parties shall approach the international community with a view to mobilizing resources which will be used to establish a trust fund to enable the RUF/SL to transform itself into a political party.

ARTICLE 18

The Parties agree to the principle of reforming the present electoral process in Sierra Leone. There shall, in that regard, be the full participation of citizens and their organizations in formulating electoral reforms.

The independence and integrity of the National Electoral Commission shall be guaranteed to ensure fair and acceptable electoral exercise.

In reconstituting the National Electoral Commission, the President shall consult all political parties and movements including the RUF/SL to determine the membership and terms of reference of that Commission, paying particular attention to the need for a level playing field in the nation's electoral politics.

Both the Government and the RUF/SL shall, together with other political parties, nominate men and women of professionalism, integrity and objectivity to the National Electoral Commission, not later than three months after the signing of the present Peace Agreement.

It is hereby agreed that no member of the National Electoral Commission shall be eligible for appointment to a political office by any government formed as a result of an election they were mandated to conduct.

ARTICLE 19

The Parties agree that the basic civil and political liberties which are recognised by the Sierra Leone legal system and are contained in the Declarations and Principles on Human Rights adopted by the UN and the OAU, especially the Universal Declaration of Human Rights and the African Charter on Human and People's Rights, shall be fully guaranteed and promoted within Sierra Leone society.

These include the right to life and liberty, freedom from torture; the right to a fair trial, freedom of conscience, expression and association, and the right to take part in the governance of one's country.

To foster national reconciliation and ensure the full and unrestricted participation of the RUF/SL in the political process, the RUF/SL shall enjoy:

- (i) freedom of the press and access to the media in order that they may be heard and informed.
- (ii) freedom of association, expression, assembly and the right to mobilise and demonstrate freely, and to communicate politically in order that they may organise effectively and set up appropriate infrastructure.

All political prisoners and prisoners of war, if any, shall be released.

ARTICLE 20

To monitor compliance with the basic rights guaranteed in the present Peace Agreement, as well as to promote human rights education throughout the various sectors of Sierra Leonean society, including schools, the media, the police and the military, an independent National Commission on Human Rights shall be established.

In pursuance of the above, technical and material assistance may be sought from the UN Special Commission on Human Rights, UN Centre for Human Rights, African Commission on Human and People's Rights and other relevant international organisations.

The National Commission on Human Rights shall have the power to investigate human rights violations and to institute legal proceedings where appropriate.

Further, a consortium of local human rights groups shall be encouraged to help monitor human rights observance.

ARTICLE 21

The Parties undertake to respect the principles and rules of international humanitarian law.

ARTICLE 22

In the pursuit of the reconstruction, rehabilitation and socio-economic development of Sierra Leone as a matter of the utmost priority, special attention shall be given to rural and urban poor areas, war victims, disabled persons and other vulnerable groups. The Government in conjunction with the Committee for Demobilization and Resettlement shall co-operate with all political parties and movements, including the RUF/SL, to raise resources internationally for these objectives during the initial phase of the consolidation of peace.

ARTICLE 23

The Government shall do all in its power to mobilize resources internally and externally to meet the needs of the post-war reconstruction and socio-economic development.

ARTICLE 24

The Parties agree that the independence of the Judiciary shall be strengthened in accordance with its role of ensuring the fair and impartial dispensation of justice in a democratic order. The composition of the present Judicial and Legal Service Commission shall be determined so as to ensure the independence of the Judiciary from the other organs of state as well as the political parties. Its membership shall include, in addition to judges and representatives of the legal profession and public services, representatives of other sectors of society not directly connected with the administration of justice.

ARTICLE 25

The Police Force shall be strengthened to ensure that the rule of law is upheld throughout Sierra Leone. To that end, the present Police Force shall be vetted. Furthermore, the professional training of the Police Force shall henceforth assure a new orientation, but emphasizing professionalism, the importance of human dignity and democratic values and respect and protection of human rights. It shall, further, emphasise that the conduct of members of the Police Force shall be free from all partisan considerations of politics, ideology and social position and that the Police Force shall avoid and combat corruption.

Nominations for the Police Council will come from wider sectors of society prior to their appointment so as to ensure their truly civilian and non-partisan character.

ARTICLE 26

It is recognised that there is a socio-economic dimension to the conflict which must also be addressed in order to consolidate the foundation of peace. Accordingly, the socio-economic policy of Sierra Leone shall be guided among other things, by the following principles, taking into account available resources:

- i. Enhancement of the nation's productive capacity through meaningful grassroots participation in the reconstruction and development of the country;
- ii. The provision of equal opportunities to all Sierra Leoneans especially those in the countryside and the urban poor, with the aim of equitable distribution of the nation's resources thereby empowering them to contribute effectively to decisionmaking and implementation of policies which affect their lives;
- iii. Improving the quality of life of the people through the provision of,

inter alia,

- a. primary health care in all villages and towns;
- b. affordable and quality housing, especially in the countryside and poor urban areas;
- c. improved educational services to enable all children of primary and junior-secondary school age to receive free and compulsory schooling as well as provide the opportunity for the youth and all other Sierra Leoneans to receive affordable quality education;
- d. clean drinking water and sewerage system in every village and town;
- e. provide job opportunities in a systematic and sustainable way for the people, especially the youth;
- f. promote and sustain rural development and support agriculture in terms of technical, credit and marketing facilities;
- g. provide support for production and provision of basic food and nutritional requirements of the people and food security in general;
- h. protect the environment and regulate the exploitation of natural resources in the interest of the people, as well as prohibit monopolies;
- i. provide the required infrastructure such as roads, transport and communications, energy and rural electrification, for improved living conditions, especially of the rural people;
- j. seek to obtain debt relief in order to transfer funds from debt servicing to meet the urgent requirements of rebuilding a war-torn society.

ARTICLE 27

A broad-based Socio-Economic forum, in which the RUF/SL shall participate, shall be established with a view to enriching policy formulation and execution in the socio-economic sector.

ARTICLE 28

The Government of Cote d'Ivoire, the United Nations, the OAU and the Commonwealth shall stand as moral guarantors that this Peace Agreement is implemented with integrity and in good faith by both parties.

Annex to this Agreement:

A nationwide sensitization programme for the peace process shall be pursued by the Parties, using all available means of communication to impress upon their combatants and the nation at large:

- the fact that hostilities have ended;
- the reasons for demobilization;
- the opportunities for reintegration of combatants; and
- the need for reconciliation and lasting peace.

Done in Abidjan this 30 day of the month of November, 1996.

Alhaji Dr. Ahmad Tejan Kabbah
President of the Republic of Sierra Leone

Corporal Foday Saybana Sankoh
Leader of the Revolutionary United Front (RUF)

Henri Konan Bedie
President of the Republic of Cote d'Ivoire

Berhanu Dinka
Special Envoy of the United Nations Secretary-General for Sierra Leone

Adwoa Coleman (M/S)
Representative of the Organization of African Unity (OAU)

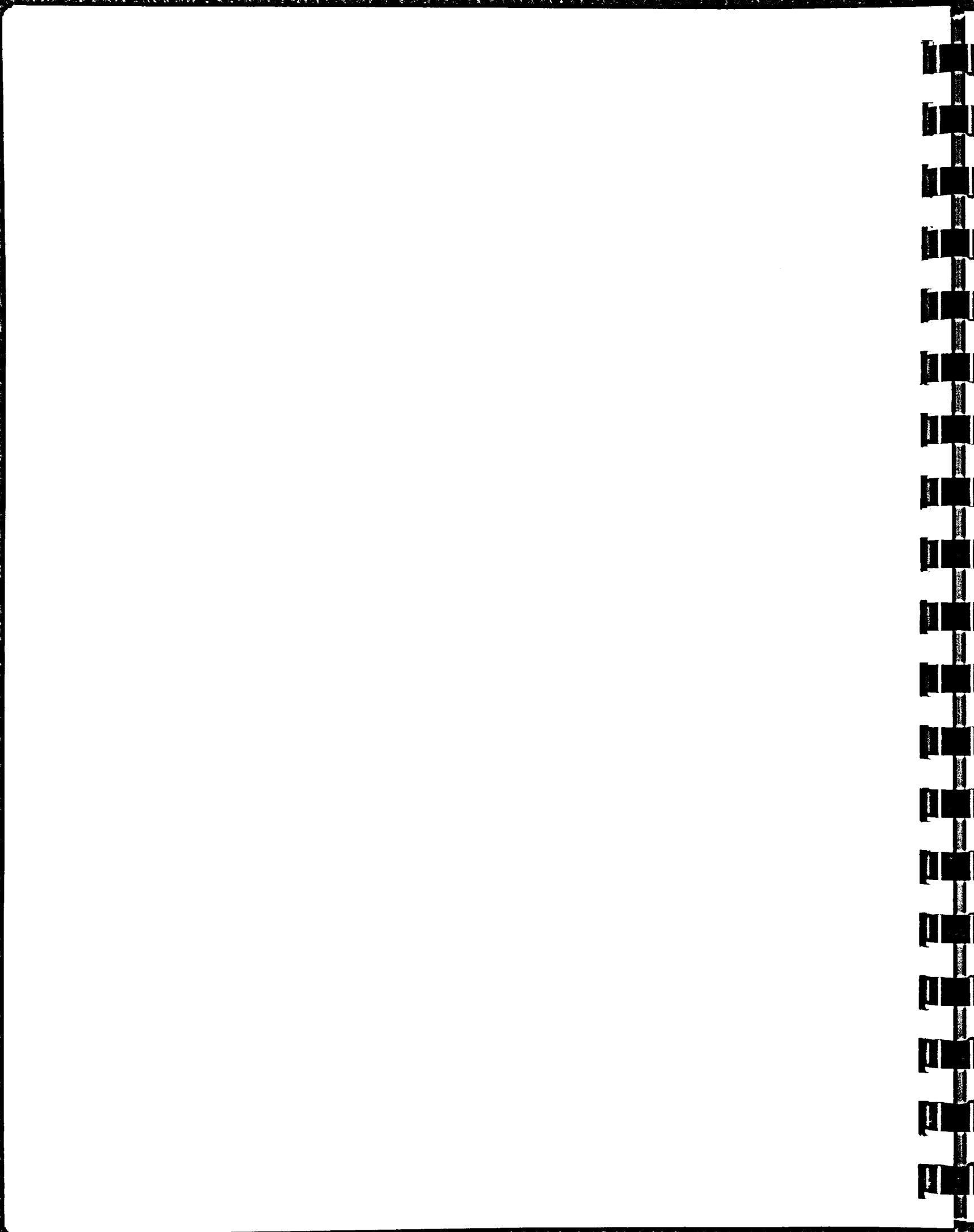
Moses Anafu (DR)
Representative of the Commonwealth Organization

INTERNATIONAL ASSISTANCE TO SIERRA LEONE SINCE 1 JANUARY 1999

COUNTRY	COMMITMENT (SCAD)	DESCRIPTION
Australia	193,129	Humanitarian aid via UNICEF
Canada	1,000,000	ECOMOG - for Ghanaian contingent demolition kits, mine detectors search lights, generators, lighting systems, portable water purification plant and spare filters
China	1,502,787	Military aid to Nigeria and Guinea specifically for their operations in Sierra Leone
France	144,000	To NGO Handicap International
Germany	480,892	Radio equipment for Ghanaian contingent of ECOMOG
Ireland	401,545	For WFP and Concern NGO
Italy	2,855,295	Food aid via WFP
	150,279	Relief items via UNOCHA
	150,279	For ECOMOG in Sierra Leone and Guinea Bissau
Japan	1,651,664	Humanitarian aid via UNHCR and UNICEF for refugees and IDPs
Netherlands	1,502,787	To UN Trust Fund for S.L.
	N/A	Use of 70 DAF trucks
New Zealand	79,347	To UNICEF for child soldier and rape victim programmes
Russia	N/A	Use of two helicopters (for UNOMSIL and delivery of humanitarian assistance
Sweden	2,404,459	Humanitarian aid via UNICEF, WFP, OCHA and UNHCR

UK	4,808,918	Logistical and humanitarian support for ECOMOG and GOSL: emergency medical supplies, rice, disinfectant, trucks, field ambulances, transport of Ghanaian contingent, communications equipment
	961,784	Ration packs, tents
		Humanitarian and logistical assistance in kind provided by British naval vessels deployed to Freetown for nine weeks
	24,044,590	Assistance to ECOMOG: three month helicopter contract, trucks and spares, ammunition and light weapons
		Train and equip democratically accountable Sierra Leone Armed Forces: training of trainers, uniforms, personal equipment, tents, rifles and training ammunition for 2,500
		Assistance to facilitate political dialogue/negotiations
	2,154,396	Humanitarian projects through NGOs
	240,446	Local, small-scale humanitarian assistance
	1,923,568	Replacement of Freetown/Lungi ferry
	961,784	Ministry of Health requirements (cesspit emptiers etc.)
	360,669	To UNOCHA
USA	480,892	To MSF for non-food assistance for IDPS in Kenema
	1,240,701	To NGO Merlin for emergency healthcare, and blankets and plastic sheeting for IDPs in Freetown
	6,142,191	Logistical support to ECOMOG - PAE logistics contract, helicopters, vehicle maintenance, spares, drivers, rations, uniforms
	1,502,787	Medical assistance to Nigerian soldiers wounded in Sierra Leone

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS		
EU COMMISSION /ECHO	8,295,385	Humanitarian assistance
WFP	14,426,756	Food aid
POSSIBLE CONTRIBUTIONS IN PIPELINE		
Belgium	1,106,051	BFr 20 million for logistical support to Malian contingent of ECOMOG
TOTAL HUMANITARIAN SUPPORT:		37,964,780
TOTAL SECURITY SUPPORT:		43,600,061



doc
CA1
EA
99S34
EXF

Sierra Leone:

The Forgotten Crisis

**Report to the Minister of Foreign Affairs,
the Honourable Lloyd Axworthy, P.C. M.P.,
from David Pratt, M.P., Nepean-Carleton,
Special Envoy to Sierra Leone**

April, 1999

.0380368 (E)
.6368037 X (F)

TABLE OF CONTENTS

Introduction 1

Acknowledgements 3

Executive Summary 4

Part 1 - Background 7

Part 2 - The Security Situation 16

Part 3 - Humanitarian 29

Part 4 - Political and Peace Process 39

Conclusion 44

Appendices

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

FEB 10 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la Bibliothèque

661804101A

6618040761

SIERRA LEONE: THE FORGOTTEN CRISIS

INTRODUCTION

In a controversial essay that appeared five years ago in *The Atlantic Monthly*, American writer Robert D. Kaplan wrote about nations breaking up under a tidal flow of refugees, borders crumbling and war becoming a continuation of crime on a massive scale. This, he wrote, was a preview of the first decades of the twenty-first century. One of the many areas Kaplan focussed on was Sierra Leone. He wrote that: "*Tyranny is nothing new in Sierra Leone or in the rest of West Africa. But it is now part and parcel of an increasing lawlessness that is far more significant than any coup, rebel incursion, or episodic experiment in democracy.*"

In a remarkably prescient concluding paragraph to this 1994 essay, Kaplan noted that: "*We ignore this dying region (West Africa) at our own risk. When the Berlin Wall was falling, in November of 1989, I happened to be in Kosovo, covering a riot between Serbs and Albanians. The future was in Kosovo, I told myself that night, not in Berlin. The same day that Yitzhak Rabin and Yasser Arafat clasped hands on the White House lawn, my Air Afrique plane was approaching Bamako, Mali, revealing corrugated-zinc shacks at the edge of an expanding desert. The real news wasn't at the White House, I realized. It was right below.*"

In many respects, Kosovo and Sierra Leone are two sides of the same coin which is intra-state conflict in the late 1990's. The conventional "Rules for Armed Combat" have essentially disappeared. With both the Serbs and the Revolutionary United Front (RUF), the rebel group in Sierra Leone, civilian populations, rather than being afforded protection, have become both targets and tools of war. In Sierra Leone and Kosovo, war has taken on the appearance of crime on a massive scale as Kaplan predicted. In Sierra Leone, it has resulted in human rights violations on a staggering scale. Murder, rape, mutilation, looting, abductions, human shields, child soldiers, land mines, property destruction; Sierra Leone is rife with human security issues. Interestingly, the number of refugees that have been generated by both conflicts is roughly the same.

My personal interest in Sierra Leone goes back to 1990 when I made my first visit to the country as part of a municipal development program administered by the Federation of Canadian Municipalities (FCM) and funded by CIDA. At the time, I was a local councillor with the City of Nepean. Our municipality was linked with Bo, the second largest city in Sierra Leone. With the assistance of a local NGO called Nepean Outreach to the World (NOW), we were able to build a new marketplace, buy much needed equipment for the town hall and conduct various types of training for the municipal staff, among other things. Under this program, I made a total of three trips to Sierra Leone, the last being in 1993. In 1995, with the security situation worsening, it became necessary to suspend activities under the program. However, with each trip I made to Sierra Leone, my fascination for the country, its people and its rich culture grew.

Knowing of my interest and previous involvement in Sierra Leone, in late February, the Honourable Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs, asked me to take on the role of

Special Envoy. With more than a little trepidation, I accepted. I was asked to lead a fact-finding mission and to examine the security, humanitarian and political situations in Sierra Leone. Following the mission, I was to prepare a report for the Minister's consideration.

In preparation for my mission, I visited the United Nations on March 12 for meetings and briefings with U.N. officials and Heads and Deputy Heads of Missions. On March 20, I departed for Africa with Mr. Jacques Crête, Director of the West and Central Africa Division of the Foreign Affairs Department. We later linked up with Lt-Col. Stephen Moffat, Head of the Peacekeeping Section of Foreign Affairs.

Our mission took us initially to London where we met with the U.K. Minister of State, Foreign and Commonwealth Office (FCO), the Right Honourable Tony Lloyd, the Head of the African Department, FCO, Mr. James Bevan, and Mr. Moses Anafu, a senior official of the Commonwealth Secretariat, among others. From London, we travelled to Conakry, Guinea, where we met with senior officials including the Prime Minister, Mr. Lamine Sidime. During our stay in Guinea, we also visited a refugee camp at Forecariah not far from the Sierra Leonean border.

Our next stop was Freetown, the capital of Sierra Leone where we met with a number of senior officials including President Ahmed Tejan Kabbah and the Chief of the Defence Staff for the Sierra Leonean Army, Brigadier-General Maxwell Khobe, a Nigerian, and British High Commissioner, Peter Penfold. We toured various parts of Freetown including the facilities for displaced people, the main hospital, an amputee camp and the largely destroyed east-end of the city. We also met with various representatives of NGO's. After a brief stop in Abidjan, Côte d'Ivoire and a meeting with a senior Foreign Ministry official, we concluded our visit to the sub-region in Accra, Ghana where we met several other ministers and the Vice-President of Ghana John Atta Mills.

It is worthwhile emphasizing that the contents of this report should not be viewed as the future framework for Canadian foreign policy on Sierra Leone. This is not a Government of Canada report. It is the report of a private Member of Parliament who has, with the help of Foreign Affairs staff and working within some tight time frames, directed a fresh pair of eyes and ears to the current crisis in Sierra Leone. Should this report result in some actions being taken by the Canadian Government to increase the assistance we provide this devastated country, I will of course, be very, very pleased. Because, God knows, Sierra Leone needs our help.

David Pratt, M.P.
Nepean-Carleton
April, 1999

ACKNOWLEDGEMENTS

There are a number of people whose efforts in this undertaking should be acknowledged. Mr. Jacques Crête, Director of the West and Central Africa Division of Foreign Affairs and Lt.-Col. Stephen Moffat, Head of the Peacekeeping Section of Foreign Affairs, were tremendous assets to this mission because of their background, experience, knowledge and dedication to duty. I believe we worked well as a team both on the ground as observers and back in Ottawa debating some of the issues and their implications as we prepared this report. We started our mission as colleagues and we ended it as friends.

Throughout this process, I received a great deal of assistance and support from Heidi Hulan, Eric Hoskins and Debora Brown of Minister's Axworthy's office. In New York, during my visit to the United Nations, I was aided immeasurably by our Ambassador, Robert Fowler, and his very capable and skilled First Secretary for Political Affairs, David Angell. Thank you as well to the Canadian Centre for Foreign Policy Development for the kind and quick response to our request for the research necessary for this report and our mission.

In Africa, our job was made easier by a well-planned and executed itinerary of meetings with key officials and tours of specific sites. The bulk of this responsibility fell on our Ambassador to Guinea, Denis Briand, who also serves as our High Commissioner to Sierra Leone. He was our host at several meetings which produced some very helpful background information and candid assessments of the situation. He made us feel as though his home was ours.

In Freetown, British High Commissioner Peter Penfold opened his home to his Canadian cousins and provided Ambassador Briand and I with a safe and secure room for the night. His hospitality and his insights into the situation in Sierra Leone were absolutely invaluable. U.S. Ambassador Joseph Melrose was also kind enough to assist us in various ways including transportation to and from Freetown. In Abidjan, Ambassador Don McMaster also opened his home to us for meetings and again in Accra, our High Commissioner Janet Graham, welcomed us into her home and organized a productive schedule of excellent meetings with senior Ghanaian officials.

A few other words of thanks are perhaps in order - to Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy who entrusted me with this mission, to Mr. Des Garvey, who through Nepean Outreach to the World (NOW) got me interested and involved in Africa in the first place, to my staff for all their encouragement and support and to Sylvie Gachnang of Foreign Affairs for her excellent computer work. Last but not least, I thank my wife Joan, who has endured no doubt with some nervousness, my four trips to Sierra Leone.

dp

EXECUTIVE SUMMARY

The stark reality is that war and suffering are not new phenomena in Sierra Leone. Since gaining its independence in 1961, this tiny African nation has experienced almost every known political system from totalitarianism to democracy and everything in between, with the past eight years being particularly savage by any standard. This report examines three broad themes that are central to the current crisis in Sierra Leone - the security situation, the humanitarian situation and the political situation. It attempts to better understand this brutal conflict and identify areas of greatest need so that Canada and others might focus what resources they might muster to assist a desperate nation.

The Security Situation

The overall situation in Sierra Leone is extremely tense. The government and ECOMOG, nearly defeated in January 1999, are now firmly in control of Freetown. ECOMOG, a multinational force consisting of troops from Nigeria, Ghana, Guinea and Mali, can guarantee freedom of movement on the Freetown Peninsula, but there continues to be significant rebel activity throughout the rest of the country. ECOMOG is in desperate need of a significant amount of logistical support, both lethal and non-lethal, and it appears that the rebels are re-arming themselves in preparation for the next round of hostilities.

Foreign involvement in the Sierra Leone conflict is a serious problem, and there is clear evidence that Liberia and Burkina Faso are supporting the rebel efforts. The diamond mining industry provides the rebels with potential revenue of approximately \$300 million per year. Precisely how much is spent on small arms and ammunition is unknown. What is known is that arms are apparently procured in eastern Europe and staged through Burkina Faso and then continue on to Liberia for eventual delivery to rebel forces in Sierra Leone.

Security in Sierra Leone and the region also covers the role of civilian police. The Sierra Leone police require instruction in most modern police skills, ranging from crime detection to investigation to prevention for both policemen and police trainers. The police problem is equally serious in Guinea and they also need significant levels of support.

This section of the report concludes that any activities taken with respect to security would have to take into consideration not only the situation in Sierra Leone but of neighbouring states as well, in particular francophone Guinea. As well, both humanitarian efforts and the peace process itself have little hope of success without an extension of ECOMOG's security envelope.

The Humanitarian Situation

The scope for humanitarian assistance is immense. The humanitarian situation in Sierra Leone is critical and has the potential to get much worse. There are 700,000 displaced people internally and another half a million refugees outside Sierra Leone's borders. More specifically, there are

400,000 Sierra Leone refugees in Guinea, approximately 100,000 in Liberia and the estimates of displaced people in Freetown alone are 250,000. Neither the Government of Sierra Leone nor international non-governmental organizations have any idea what the humanitarian situation is beyond the Freetown peninsula or the towns, and unofficial estimates put the number of people living in rebel-controlled areas with no access to humanitarian aid at close to 1.5 million.

Of particular note is the plight of women and children, who have borne the worst of the atrocities inflicted by the rebels. Refugee camps and hospitals are full of victims who have had one or more limbs amputated, the youngest witnessed (a girl) being less than four years old. Approximately 3,000 kidnapped children are still unaccounted for, and for those that have survived, there are no schools to attend. Most of the schools in the Freetown area were destroyed and many teachers have left the country.

The needs range from the immediate provision of shelter, food assistance and the provision of prostheses to long term rehabilitation for victims of the war and education assistance. Following a careful review of the requirements, Canada could provide significant bilateral humanitarian support in those areas where resources permit, and work with various partners (federal, provincial, municipal, non-governmental institutions and other governments) to meet those aims where resources could best be pooled with others.

The Political Situation

The Government of Sierra Leone is committed to its two track strategy for peace, which calls for enhancing security while promoting dialogue. However, both the government and the rebels face internal and external obstacles in their pursuit of a negotiated peace. The rebels do not appear to have a formal political agenda and are divided between those who believe in a military victory and those who would opt for a negotiated settlement. The same divisions also exist within President Kabbah's government, which is as well under pressure from ECOMOG sources to seek a negotiated peace.

Regional neighbours have played an important role in the pursuit of peace in Sierra Leone. In 1996, the President of Côte d'Ivoire, Henri Konan Bédié, brokered the Abidjan Accord which, despite its lack of implementation or monitoring mechanisms, could still provide a sound framework for any future peace agreements. Other organizations also have a significant role to play in the Sierra Leone peace process. The United Nations Security Council has authorized the deployment of a UN Observers Mission to Sierra Leone and has established a sanctions regime against the rebels and their supporters. ECOWAS and its Group of Six (Ghana, Guinea, Côte d'Ivoire, Liberia, Nigeria and Togo) is well placed to assist in the peace process. However, it will require international support to do so. Finally, there is the Contact Group on Sierra Leone, an *ad hoc* grouping of nations, including Canada, whose aim is to sustain and promote international support for Sierra Leone and ECOMOG.

The third track identified in this report provides Canada with a broad menu of options for political action, particularly with respect to working through or with other organizations. As a member of the Security Council, Canada could provide added impetus to Security Council activities dealing with Sierra Leone. Membership in both the Commonwealth and La Francophonie provides Canada a unique opportunity to bridge the gap between Anglophone and Francophone Africa. As well, Canada could consider becoming more directly involved in the sub-region through attendance as an observer at future ECOWAS meetings.

PART 1 - BACKGROUND

Introduction

The Republic of Sierra Leone covers an area of 72,000 square kilometres, roughly the size of New Brunswick. It has a population of about 4.2 million people. Since the 'rebel war' began in 1992, statistics in Sierra Leone have lost much of their meaning, but one calculation is striking. For several years Canada has been rated highest on the UNDP Human Development Index, which measures life expectancy, educational attainment and standard of living. For much of the past decade, out of 174 countries, Sierra Leone has been last.

Sierra Leone before Independence

Sierra Leone has two major language groups - the Mende and the 'Mel', although there are as many as seven or eight sub sets of these languages. With the exception of the Limba and the Sherbro, most of today's ethnic groups entered the country after 1400 as the result of disturbances elsewhere in the region. The first European visitors were the Portuguese who gave the country its name - 'Lion Mountain' - after the shape of the mountains on the Freetown peninsula.

In 1787, 356 'Black Poor' and 100 whites left Britain to establish a colony in Sierra Leone, although few survived their first two years. In 1792, 1,200 freed slaves, many of them refugees from the American War of Independence, arrived from Halifax and established a permanent settlement they called 'Freetown'. Today their descendants are still sometimes referred to as 'Nova Scotians'. The settlers became known as Creoles, over time developing their own language based on English, 'Krio'.

The Sierra Leone Company which managed the colony in its first years was dissolved in 1808, and Sierra Leone became a Crown Colony. It was thus the first modern political state in sub-Saharan Africa. British colonial authorities were slow to extend their political influence into the interior, however, and it was not until 1896 that a "protectorate" was declared over the territory that encompasses modern day Sierra Leone. Between 1895 and 1908, a narrow gauge railway was built between Freetown and eastern parts of the country. But it was not until World War II that roads were constructed to the provinces. Sierra Leone boasted the first university in Sub Saharan Africa - Fourah Bay College, founded in 1827 - but health and education services were left largely to missionaries. In 1939, only three of the country's 12 secondary schools were directly operated by the government.

In the early part of the 20th century, palm kernels became the chief export crop. Diamonds, discovered in the eastern Kono District in 1930, had become the largest export earner by 1938. In 1933 an iron mine was opened at Marampa in Port Loko District, earning almost 30% of the colony's export revenue by 1938. These two commodities, iron and diamonds, were instrumental in bringing Sierra Leoneans outside of Freetown into the modern cash economy.

Between 1951 and 1961, power gradually devolved from British officials to elected Sierra Leoneans who took responsibility for some ministries in 1953, and for all but external affairs and defense in 1958. A medical doctor, Sir Milton Margai, became Chief Minister in 1954, Premier in 1958, and upon independence in 1961, Prime Minister.

The Post Independence Years: 1961-8

The years immediately before and after independence were marked by optimism and high expectations. Roads were being built, clinics and hospitals opened, and everywhere new schools were springing up. Primary school enrolment tripled between 1948 and 1958, and in the Northern Province, the number of children in primary school rose from 3,291 in 1948 to 24,034 in 1963.

Milton Margai was the first leader of the Sierra Leone People's Party (SLPP), formed in 1951. A close early colleague was Siaka Stevens, who had been General Secretary of the Mineworkers Union at Marampa in the 1940s and was later Minister for Mines and Labour. Shortly before independence, Stevens broke with Margai and formed a new party, the All Peoples' Congress (APC). Milton Margai died only three years after independence and was succeeded by his brother, Albert. Within two years, beset by charges of corruption and mismanagement, Albert Margai was beginning to talk about creating a one-party state.

The general elections of 1967 were pivotal. Although he had by then disavowed the idea of a one-party state, Albert Margai introduced proposals for a new republican constitution, and was widely mistrusted. He charged that an army coup was in the making, and this served as grounds for a purge of the officer corps, creating a turmoil of competing factions within the military. Registration and balloting in the March 1967 general election were badly mismanaged and there were widespread rumours of vote-rigging and corruption. Unofficial results gave the APC 32 seats, the SLPP 28, and independents six, four of whom said they would support an APC government. The Governor General, therefore, asked Siaka Stevens to form a new government.

On the same day, however, Army commander David Lansana declared martial law and arrested both the Governor General and Stevens, on the constitutional grounds that all election results had not been tallied. Three days later, when it became apparent that his intention was to restore Margai, junior officers arrested him and established a military government known as the National Reformation Council. A year later the NRC itself was overthrown by noncommissioned officers who invited Siaka Stevens, then in exile in Guinea, to return and form a government.

The Stevens Years: 1968-85

Until 1968, politics in Sierra Leone were marked by two cleavages. The first, which had largely played itself out by the late 1950s, was between the Freetown Creoles, who had dominated economic and political life in the Colony's first 150 years, and people in the much more populous and less developed "protectorate." The second political cleavage was between the northern part of the country and the more developed south which was largely Mende-speaking.

The SLPP had been strongly supported by the Mende, one of the reasons that Stevens - a Limba from the north - had formed his own party, appealing to anti-Mende sentiment and to social discontent among a growing number of unemployed urban youth.

Within two months of assuming office, Stevens purged the army of its senior Mende officers, placing northerners in charge. He also closed the railway on economic grounds, although many believed this was an effort to cut off parts of the country that had voted against the APC. Following an abortive coup attempt in 1971, Stevens established an Internal Security Unit (ISU). This was a brutal, personally managed paramilitary force made up of young men recruited largely from the slums of Freetown. The 1973 general elections were marked by violence and vote rigging, but the elections of 1977 were much worse, with armed ISU gangs disrupting the process throughout the country and violently suppressing student demonstrations. A year later, a referendum on the establishment of a one-party state passed, with 97% of the voters expressing their support.

The Stevens years were marked by a systematic subversion of the formal state apparatus and by the growth of a large informal economy, much of it based on an illicit diamond trade. In 1933, the Sierra Leone Selection Trust Ltd. (SLST) had been given an exclusive 99-year prospecting and mining lease over the entire country. In 1955 the tax rate rose to 60% and SLST relinquished its rights to all but 450 square miles of territory. Because the Kono deposits are alluvial, heavy equipment - although more efficient than individual digging - is unnecessary. During the 1930s and 1940s, SLST was largely able to control the mining areas, but a diamond rush in the 1950s brought an influx of illicit diggers, known as 'san san boys' into the area. Between 1953 and 1957 the number of illicit diggers grew from 5,000 to as many as 70,000. Despite an SLST paramilitary force with helicopter support, violence and criminal anarchy became the dominant characteristic of the district, with a vast network of smugglers channelling diamonds to Liberia where taxes for buyers were lower and profits higher.

By the late 1970s, SLST had been disbanded and the diamond trade nationalized. Over the years, Siaka Stevens allied himself with a group of powerful Lebanese merchants who controlled some of the official diamond trade, much of the unofficial trade, and the trade in virtually all other essential imports and exports. In the ensuing years, diamonds continued to attract the attention of young Sierra Leonean diggers, government officials, rebel forces and their Liberian backers, and a range of companies that ignored or sought to overcome the danger associated with the trade.

By the mid 1980s, the country was descending into insolvency. Growing foreign debt, rampant inflation, currency devaluation, budget deficits, corruption and declining exports led to chronic fuel, power and food shortages. Youth unemployment grew, along with student radicalism at Fourah Bay University. In 1985, a year marked by violent labour and student unrest, Stevens - then over 80 - retired, handing power to Joseph Momoh, head of the army.

The Momoh Years: 1985-92

Joseph Momoh came to power on a wave of popular enthusiasm. It was hoped that he might be able to revive the collapsing state and revitalize the economy with his 'Constructive Nationalism'. Corruption and indiscipline continued, however, with high inflation, repeated devaluations, blackouts and shortages of food and fuel. Official diamond exports fell from two million carats in 1970 to 48,000 in 1988 - a result of mismanagement and corruption rather than declining mineral resources.

During the Momoh years there were two trends, largely unnoticed at the time, that would have important ramifications later. One was the continued and dramatic growth in the number of unemployed and disaffected youth. They drifted from the countryside in one of two directions: either to Freetown and other urban centres, or to the diamond fields of Kono. In either case, they became socialized in a climate of violence, drugs and criminality. The other trend was a growth in student militants. During the second half of the 1980s, many university students had become radicalized, in part by the violence of the government's suppression of their demonstrations, and in part by exposure to new ideas, including the thoughts of Col. Qaddafi, as expressed in *The Green Book*. Initially, Libyan sponsorship of Sierra Leonean student groups and student trips to Libya was open, but following the violent expulsion of 41 university students with alleged Libyan links in 1985, *The Green Book* and its author took on more symbolic importance, and the tangible connection went underground. Between 1987 and 1988, between twenty-five and fifty Sierra Leoneans were taken to Libya for training in the "art of revolution".

Among the students was a functional illiterate who had become part of a 'revolutionary cell' in Kono. Foday Sankoh was a gray-haired former army corporal and photographer who had been jailed for seven years for alleged implication in the 1971 coup plot against Siaka Stevens. Ironically, only three of those trained in Libya showed up later in the Revolutionary United Front (RUF), and the only survivor after a year or so was Foday Sankoh.

In the late 1980s, events were taking place in Liberia that would soon have a profound effect on Sierra Leone. At the end of 1989, Charles Taylor launched an attack on Samuel Doe's government with a small band of men, several of them, including Taylor himself, with Libyan training or connections. Taylor also received support from the Ivory Coast and Burkina Faso, in part through political, family and personal relationships that some have described as 'like the dynastic marriages and alliance of European princes of old'. Burkinabè support for Taylor was later extended to Foday Sankoh and the RUF.

Operating initially out of the Ivory Coast, Taylor's rebellion quickly took on ethnic overtones and within a year had become a major humanitarian disaster. In 1990, the Economic Community of West African States (ECOWAS) put together an intervention force made up of troops from Sierra Leone, Nigeria, Guinea, Ghana and the Gambia. Known as the Economic Community Monitoring Group (ECOMOG), it thwarted Taylor's drive to an early military victory. Because Taylor had earlier been refused support by Momoh (and was briefly arrested in Freetown using a

Burkinabè passport), and because ECOMOG used Freetown as a staging ground, Taylor spoke frequently during 1990 and 1991 of plans to attack Sierra Leone.

By 1991 the Momoh regime was in serious difficulty. Beset by a crumbling economy, growing popular agitation and factional turmoil within the government, Momoh announced a return to multi-party politics, and general elections were planned for 1992. Before the elections could be held, however, the Revolutionary United Front (RUF) attacked. With the assistance of Charles Taylor's National Patriotic Front of Liberia (NPFL), Foday Sankoh and a small band of men crossed from Liberia into Sierra Leone's Eastern Province in March 1991, with the express aim of ending the APC's 24 year grip on power. Raids on several border towns over the next few days demonstrated the weakness of the Sierra Leone military, and within a month, most of Kailahun District was under rebel control.

A humanitarian crisis quickly resulted from the RUF's tactics, which involved brutal attacks on unarmed civilians and children. Attempting to copy the ethnic incitement that had served Charles Taylor well in Liberia, the RUF at first targeted Fula and Madingo traders, murdering more than 100 in its first two months of operations. It also targeted Lebanese traders, beheading five in Bo District. The atrocities never sparked an ethnic divide, but they created alarm among the civilian population and caused rapid and widespread displacement. Panicked, President Momoh quickly doubled the size of the army from 3,000 men to almost 6,000, drawing most of his new recruits from vagrants in Freetown - the 'rural...unemployed, a fair number of hooligans, drug addicts and thieves' - as his foreign minister at the time later put it. Further confusion was added to the mix by the formation in Sierra Leone of the United Liberation Movement of Liberia (ULIMO), a coalition of anti-Taylor Liberians who, with Government of Sierra Leone (GOSL) support, initially fought both the RUF and Taylor's NPFL.

Because of corruption and mismanagement, Sierra Leone's front line troops were badly underpaid and demoralized. In April 1992, a group from the Eastern front travelled to Freetown to protest their situation. Within a day, the mutiny became a coup and Joseph Momoh fled to Guinea. A military junta, the National Provisional Ruling Council (NPRC) was formed, with 29-year-old army paymaster, Capt. Valentine Strasser as Chairman.

The NPRC Regime: 1992-6

Initially, the NPRC was enormously popular, especially among Sierra Leone's youth. The leadership itself was young and many had grown up in the slums of Freetown. Young people in Freetown embarked on a voluntary cleanup and beautification campaign, and a new 'youth volunteer' force was recruited to prosecute the war. Many of the newcomers were not volunteers, however, and one estimate places the number of child soldiers under the age of 15 at more than a thousand by 1993. Soon the NPRC came to resemble the regime it had ousted.

During 1992 and 1993 the fortunes of the RUF fluctuated. On occasion, they overran the diamond areas were pushed back and retook the area again. Civilians accused by the government

of collaboration were arrested and some were executed. But the penalty for not collaborating with the RUF was as severe, or worse. The RUF had two major calling cards: dead civilians, and hundreds, possibly thousands, of living civilians with their hands, feet, ears or genitals crudely amputated. The latter served as living and constant warnings to anyone in their path, and rumours of an impending RUF attack became enough to clear entire towns and villages.

Any force with access to the diamond areas also had access to diamonds, and it is likely that all parties on occasion took advantage of whatever was available. It gradually became unclear who was responsible for a particular ambush, or for starting a rumour that cleared the way for a looting spree. In some cases attacks were carried out by soldiers and blamed on the RUF. Soldiers by day and rebels by night, they became known as 'sobels'. The RUF added to the sobel story by carrying out raids in stolen army uniforms.

Towards the end of 1992, a new force entered the picture, the 'kamajors'. *Kamajor* is a Mende word meaning hunter. In traditional Mende society, the hunter was a guardian of society and part of a mystical, 'invincible' warrior cult. Joined by a number of educated individuals and retired military personnel, the Kamajors soon became a force to contend with, fighting back not only against the RUF, but against the excesses of the NPRC government.

By 1995, however, the military situation had become desperate, with hit and run raids throughout the country giving the RUF an appearance of great strength. Early in the year, the RUF overran the country's last remaining economic assets, the SIEROMCO bauxite mine and the Sierra Rutile titanium mines, allegedly with the assistance of soldiers commanded by Major Johnny Paul Koroma.

Until about 1995, it was unclear what the RUF stood for, who Foday Sankoh was, and what he wanted. Although he had given the occasional BBC radio-telephone interview, it was not until the 1995 appearance of the RUF's *Footpaths to Democracy: Toward a New Sierra Leone*, that any consistent ideals or purpose were enunciated. Allegedly drafted by an employee of International Alert, *Footpaths* contains words and phrases lifted directly from Mao Zedong, Amilcar Cabral and Frantz Fanon.

While it is true that the RUF is made up of disaffected young men, a very high proportion of them were already alienated and dangerous before the RUF opportunity arose. Only a tiny fraction of Sierra Leonean youth has joined the RUF of their own volition. The main RUF recruits have been drawn from the ranks of *san san boys* and from the same Freetown slums where Siaka Stevens recruited his brutal ISU and where Joseph Momoh found the material to double his army. Others were children who were kidnapped, drugged, and forced to commit atrocities. The 'radical intellectual' roots of the RUF were extinguished in its first year of operation, and its brutal attacks on civilians stand in contradiction to its ostensible aim of creating a 'revolutionary egalitarian system'.

By early 1995, the RUF was only miles from Freetown, as much a result of the army's incompetence as of RUF prowess. In fact at the time, the RUF was estimated by some to have an overall strength of three to four thousand, with a hard core of only five to six hundred soldiers. Part of the NPRC problem was its calculation that at least 20% of its own troops were disloyal. In May 1995, the NPRC turned to Executive Outcomes (EO), a South African security firm that had successfully repelled UNITA rebels on behalf of the Angolan government. The introduction of EO to the NPRC was made by a Director of Branch Energy and Heritage Gas and Oil, Anthony Buckingham, who negotiated the contract with EO and who allegedly made advance payments to EO in return for government concessions related to Sierra Rutile and the diamond areas.

The first EO contingent arrived in Sierra Leone in May 1995. Within ten days of their operational startup, they had beaten the RUF back from Freetown, and within a month had cleared the diamond areas. Part of their success was due to their own combat skills, although they never totalled more than 200 men in all. They brought with them excellent air support, first-rate communications equipment and good trainers, working with a small group of Sierra Leonean soldiers, and later with Kamajors who were by then 2,000 - 3,000 strong. By early 1996, the RUF had been seriously damaged, and had been pushed away from the diamond areas that had helped to pay for their efforts.

The NPRC, under strong pressure from both the public and donor agencies to return Sierra Leone to civilian rule, announced that elections would be held in February 1996. In January, however, Valentine Strasser was overthrown by his deputy, Brig. Julius Maada Bio. Thought to be an attempt to prolong the military government, public pressure to hold elections mounted. Hard-pressed by continuing EO attacks, the RUF announced a cease-fire and sought unconditional peace talks with Bio's government. These began in Abidjan only a few days before the elections were held. After two rounds of voting, the SLPP formed a government, with Ahmad Tejan Kabbah, a former UNDP official, sworn in as President.

The Period after 1996

The peace talks in Abidjan went on for almost nine months, during which RUF attacks resumed, only to be fended off with devastating effect by EO and Kamajor forces. When Foday Sankoh and the GOSL signed a peace agreement at the end of November 1996, it looked as though the RUF was a spent force. It is perhaps not surprising, therefore, that President Kabbah agreed to the expulsion of Executive Outcomes within five weeks of signing the agreement (although LifeGuard, an EO offshoot remained behind to protect the diamond areas). It is also not surprising, in view of subsequent events, that Foday Sankoh refused to sanction a 720-member UN Peacekeeping Force.

The RUF gained most from the peace agreement. It was given an on-going political role and legitimacy, and was absolved of responsibility for its past activities. More importantly, it gained militarily in the sense that the government was left exposed with little reliable security beyond

the Kamajors and a new contingent of Nigerian troops sent to bolster the ECOMOG force. RUF attacks continued, in part because of disagreement in the leadership over the peace agreement, while in Freetown, a number of army officers were arrested in a suspected coup plot.

In May 1997, a group of soldiers attacked the central jail, releasing the coup plotters and an estimated 600 criminals. President Kabbah fled and Major Johnny Paul Koroma, freed in the prison break, became head the Armed Forces Revolutionary Council (AFRC). The AFRC invited the RUF to join them, declaring the war to be over. The period of joint AFRC-RUF rule was characterized by a complete breakdown of law and order, and by a collapse of the formal economy. Schools, banks, commercial services and government offices ceased to function, while rape and looting became the order of the day. As Amnesty International puts it, "*The rule of law completely collapsed and violence engulfed the country*", with Kabbah allies, students and journalist targeted for torture, rape and murder.

During this period, exiled President Kabbah made contact with a British security firm, Sandline International, which had connections with Executive Outcomes, Branch Energy and Diamond Works, a company traded on the Vancouver Stock Market. The apparent aim was to obtain Sandline assistance in ousting the AFRC and liberating the diamond areas. Finance was reportedly provided by a Vancouver-based Indian national, Rakesh Saxena. In February 1998, 28 tons of small arms arrived in Sierra Leone as a part of this deal, and was impounded by ECOMOG as a contravention of a UN arms embargo.

Later that month, ECOMOG forced the AFRC/RUF out of Freetown in a fierce battle that took the lives of many civilians. By then, estimates of the number of dead in the rebel war ranged upward from 50,000. At different times in the previous six years, estimates of the number of displaced people were as high as 2.5 million - more than half of the entire population.

Restored to office, President Kabbah took steps to begin demobilizing the entire army. Courts martial were held, following which 24 convicted military personnel were executed. Between August and November 1998, several civilian trials were held. A total of 47 individuals were convicted of treason and other charges associated with the AFRC/RUF administration, and sentenced to death. Foday Sankoh, who had been arrested in Nigeria and returned to Sierra Leone, was also tried, found guilty and sentenced to death.

During this period, the AFRC/RUF forces conducted a violent rampage throughout the country, chased from one place to another without great success by ECOMOG forces. In a November 1998 report, Amnesty International said, "*Since their removal from power, the AFRC and RUF have wreaked a campaign of terror against unarmed civilians and human rights abuses have reached unprecedented levels. Several thousand civilians have been brutally killed or mutilated. Hundreds of others have been abducted from their villages and forced to join their attackers.*" The RUF referred to this period as '*Operation No Living Thing*'".

With Foday Sankoh and other AFRC/RUF defendants appealing their convictions, the RUF again appeared at the gates to Freetown in January 1999, catching both the government and ECOMOG off guard. Using women and children as a human shield, some RUF troops were able to bypass ECOMOG troops and join comrades who had already infiltrated the city. Among their number were Liberians and a small number of European mercenaries. In the fighting that ensued, an estimated five thousand people died, including cabinet ministers, journalists and lawyers who were specifically targeted. Before the rebels were beaten back, large parts of the city were burned and 3,000 children were abducted as they retreated. While many of the convicted AFRC/RUF collaborators were freed, Foday Sankoh remained in government custody. RUF commander Sam Bockarie, a former *san san boy*, said at the end of January that "*No government can succeed in this country if it doesn't include Foday Sankoh.*" Unless the RUF was given a share of power, he said, "*No government can rule. We'll make the country ungovernable.*" He later announced that Johnny Paul Koroma had been named deputy leader of the RUF.

The RUF and its newfound army colleagues defy all definitions and typologies of guerilla movements. Some have argued that the RUF is neither a separatist uprising rooted in a specific demand, as in the case of Eritrea, nor a reformist movement with a radical agenda superior to the regime it sought to overthrow. Nor does it possess the kind of leadership that would be necessary to designate it as a warlord insurgency. The RUF is a peculiar guerilla movement without any significant national following or ethnic support. Perhaps because of its social base and its lack of an emancipatory programme to garner support from other social groups, it has remained a bandit organization solely driven by the survivalist needs of its predominantly uneducated and alienated battle front and battle group commanders. Neither the peasantry, the natural ally of most revolutionary movements, nor the students, amongst whose ranks the RUF-to-be originated, lent any support to the organization during the eight years of fighting.

PART 2 - THE SECURITY SITUATION

Overview

At first glance, the security situation in Sierra Leone seems quite simple – a democratically elected government facing a somewhat loose rebellion of disgruntled former soldiers. In fact, nothing could be further from the truth. To begin to understand the true complexity of this conflict, one must understand several fundamental facts.

First, the Sierra Leone conflict is inextricably linked to the security of the entire sub-region, and thus cannot be examined in isolation. Any actions taken with respect to the conflict in Sierra Leone will inevitably have a significant impact on the security situation in and policies of Guinea, Liberia, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana and Nigeria.

Second, there is no purely military solution to this conflict. It is a counter insurgency war; total victory, if at all achievable, would take years if not decades of costly bush guerrilla warfare. The best any side can hope to achieve is a modicum of military superiority over their opponent. Given the tactics and strategies employed by both sides, it appears that all parties to the conflict accept this limitation and consequently are continually vying for even the smallest of tactical advantages.

Third, the conflict in Sierra Leone is not solely a military one – there is a significant police dimension to the problem that must be addressed in conjunction with the military aspects of the conflict if peace is to truly take hold in Sierra Leone.

Finally, the security dimension of the conflict in Sierra Leone must be addressed as soon as possible. Without peace and stability, the relief so desperately needed by so many people cannot be delivered. Without security, followed by aid and assistance, there is virtually no hope for economic reconstruction and rehabilitation for this war-torn nation.

At present the overall situation in Sierra Leone is extremely tense. The GOSL and ECOMOG are firmly in control of Freetown proper, which can best be described as secure but not necessarily safe. Both the GOSL and ECOMOG insist that the entire Freetown Peninsula is secure, but this appears to be a somewhat optimistic claim. ECOMOG can guarantee freedom of movement on the peninsula, but current information indicates that there continues to be significant rebel infiltration and information gathering activities throughout the Freetown Peninsula.

Beyond the peninsula, ECOMOG and the Sierra Leone Civil Defence Force (CDF), the Kamajors, continue to operate in the southwest one-third of the country and hold several towns in the country, including Bo, Kenema, Port Loko, Mile 91 and Makeni. However, access to these locations is by helicopter only. The transportation system has been severely damaged and those

roads still serviceable are very vulnerable to rebel attack. As well, ECOMOG forces in these locations are still subject to harassing attacks by the rebels.

The RUF control the northeastern one third of the nation which includes the diamond mining regions. The area in between ECOMOG/GOSL-held territory and those regions held by the RUF is *terra incognita* from a security standpoint. Very little (in fact almost nothing) is known about the situation in rebel-held territories, and information on the situation in these areas is spotty at best. This makes sound operational planning all but impossible. Consequently, progress by ECOMOG and GOSL has to date been painstakingly slow.

There is evidence of foreign military involvement in the RUF from Liberia and Burkina Faso. As well, both GOSL and ECOMOG sources claim that Ukrainian mercenaries are also involved in training rebel forces. There is certainly a significant amount of small arms trafficking in support of rebel forces. Recent events and evidence indicate that small arms are coming from Eastern Europe through Libya, Burkina Faso and Liberia for delivery to the rebels just across the Liberia-Sierra Leone border. Financial support for rebel operations comes from revenue generated by the RUF (either directly or indirectly) from the mining of diamonds in the interior of the country.

It appears for the moment that rebel forces are pausing to re-group following their January offensive. However, this is but a brief respite. Most evidence points to the fact that both sides are furiously re-arming themselves in preparation for the next round of hostilities. The rainy season in Sierra Leone starts in May, after which military operations will likely all but cease until September.

Rumours abound about the next rebel attack, and given the shaky state of the GOSL, chances are reasonable that the rebels may try one more push before the rainy season in the off chance that they just might topple President Kabbah's government. If they do attack but fail to defeat ECOMOG/GOSL, in the absence of a peace agreement, both sides would possibly use the rainy season to prepare for the next round of hostilities in the fall.

ECOMOG

ECOMOG barely escaped a disastrous defeat and ejection from Freetown in January 1999, a fact that has seriously affected the morale of the organization. There have just been major changes in the hierarchy of ECOMOG (to include a new commander, Major-General Felix Mujakperuo). Both the GOSL and ECOMOG troop contributing nations hope these changes will provide the necessary spark for the organization to recover lost ground, both literally and figuratively.

ECOMOG is a multinational force consisting of troops from Nigeria, Ghana, Guinea and Mali, with the overwhelming majority of ECOMOG troops coming from Nigeria. Both President Kabbah and the GOSL Chief of Defence Staff (CDS), a Nigerian soldier, Brigadier-General Mitikishe Maxwell Khobe, describes ECOMOG relations with the GOSL as "cordial". That said,

the conduct of ECOMOG troops witnessed in Freetown was at times heavy-handed. There were, however, no overt signs of human rights abuses by ECOMOG forces, and the alleged incidents of human rights abuses cited in the recent UN report were flatly denied by both ECOMOG and President Kabbah.

There are signs of tension within the alliance. Relations with the CDF, or Kamajors, appear to be deteriorating. Reliant on ECOMOG for logistical support, the CDF apparently retain a good working relationship with the Guinean contingent of ECOMOG, but their relationship with the Nigerian contingent can best be described as strained. In Freetown, the CDF and ECOMOG now operate their own check points, rather than jointly as was past practice, and there are rumours of overt hostility between the two groups in GOSL/ECOMOG controlled areas outside of Freetown.

As well, there have been some problems with integrating the various contingents into ECOMOG. Upon deployment the Ghanaian contingent, presently guarding Lungi Airport, apparently had some difficulties with initial ECOMOG attempts to employ the contingent piecemeal throughout Freetown and vicinity. They also raised concerns that the entire command structure of ECOMOG was Nigerian. This situation has been addressed and continues to evolve. The Deputy Commander of ECOMOG is a Ghanaian officer, as is one of the senior operations officers in HQ ECOMOG, and all indications are that ECOMOG is making every effort to integrate its various national contingents into the command structure as the Nigerians become more comfortable with coalition operations.

ECOMOG supports the GOSL two-track policy for peace in Sierra Leone, with "track one" being negotiations and "track two" being the establishment of a favourable security situation for these negotiations. (This two-track approach will be described in greater detail later in this report). However, if ECOMOG is to achieve any success in the security track, they will require extensive logistical support. At present this support is provided by a private American firm, Pacific Architecture and Engineering (PA&E). Funded almost entirely by the US government, PA&E provides an effective infrastructure and delivery capacity and significant non-lethal logistical support (i.e., fuel and rations), but overall is insufficient to support the types of operations envisaged by ECOMOG and the GOSL.

ECOMOG and the new Sierra Leone Army (SLA) need significant infusions of logistical support, both lethal and non-lethal, if they are to have any hope of success in executing the security track of the GOSL two-track strategy. Requirements for the SLA will be addressed later in this section. For ECOMOG, all contingents require materiel to fight, move and communicate - activities that they can barely undertake at this time.

More specifically, they need small arms ammunition, light and medium support weapons and ammunition (60mm and 81mm mortars), hand held anti-tank weapons (RPG-7 type) and grenades. They also need transportation equipment, ranging from small trucks to helicopters, the latter being necessary for movement 'up country' where the road systems have been destroyed. Finally, they need the requisite communications means, from the sub-tactical to the Task Force

level, to permit them to exercise effective command and control of military operations. In addition to all this, they also need continued support with other essential but non-lethal commodities such as rations and medical supplies. Without significant logistical support in these types of materiel, future ECOMOG/GOSL operations will be severely hampered. A list of the requirements to support operations for a three-month period are attached as Appendix 4 to this report.

Government of Sierra Leone

As mentioned above, the GOSL is pursuing a two-track strategy for peace. In addition to their support of ECOMOG, they are also working towards the re-establishment of the new SLA. The GOSL CDS had originally planned for a new SLA of 10,000 troops. However, the Parliament of Sierra Leone only authorized a strength of 5,000 which the UK has undertaken to train and equip (details of the UK training initiative are discussed later in this section).

There are a myriad of problems facing the new SLA, some of the more important ones being recruitment, employment, intelligence and logistical support. There are two dimensions to the recruiting issue. The first is whether the approximately 2,000 demobilized members of the former Armed Forces of the Republic of Sierra Leone (AFRSL) should be re-integrated into the new SLA and, if so, how to go about doing that. The second concerns the Kamajors and their future in the new SLA. Their leader, Paramount Chief Hinga Norman, would like to see as many of his followers integrated into the new SLA. However, the Nigerians are not at all keen to have a significant portion of the new SLA coming from the Kamajors. The percentage of the recruits presently undergoing training who are from the former AFRSL is not known at this time, but there are few, if any, former Kamajors amongst this first group of recruits.

Employment of the new SLA has also been a somewhat contentious issue. The CDS of the GOSL and ECOMOG wanted to take these troops, give them a bare minimum of training and then, armed with the weapons and ammunition provided by the UK for training the new SLA, ship them off to Waterloo, a town at the base of the Freetown peninsula which also happens to be the forward edge of the GOSL/ECOMOG controlled part of the country. The UK did not agree with this plan of action, and as of the end of March 1999 had suspended training activities with the new SLA and halted a shipment of arms and ammunition destined for the new SLA. These activities have since recommenced.

Both GOSL officials and the CDS bemoaned the lack of intelligence available to them and requested assistance in this area. GOSL officials stated that the UK and US have indicated an interest in helping with the intelligence issue, but this has yet to be independently corroborated. They seem to have absolute faith in the high-tech intelligence capacity they believe the West possesses. Interestingly, they also seem to ignore the considerable indigenous resources available to them (for instance the Kamajors and other parties and groups loyal to the government) and the potential that exists for training the new SLA in intelligence and information management.

The most serious problem facing the new SLA is equipment and logistics. It has virtually nothing. As stated earlier, the UK has undertaken to train and equip a 5,000-man force with basic weapons, clothing and personal equipment. However, they still need ammunition, light and medium support weapons, transportation and communications equipment. A detailed list of the requirements for a new SLA are attached at Appendix 5 to this report.

Other Factors - Friends and Foes

RUF

Although still fundamentally a bush army, the RUF remains a formidable foe. They are well armed and very wily. In December, for instance, they smuggled arms into Freetown in caskets as part of funeral processions which they buried and then dug up just prior to the January attack on the city. More recently, they are now beginning to show sophistication in weaponry and tactics not previously seen.

The RUF still rely largely on hit and run tactics, moving quickly by foot on bush trails to strike at unarmed villages or lightly protected targets of opportunity. They still use terror and mutilation as a weapon, and do not hesitate to use women and children as human shields in their operations. However, their last offensive into Freetown demonstrated a significant capacity to command, control and coordinate rapid offensive operations using a combination of pre-planned operations and good communications at various levels of operation.

Of particular significance is their newly demonstrated ability to site and place obstacles. ECOMOG engineers have reportedly encountered and cleared well-sited antipersonnel minefields (as opposed to scattered nuisance minefields) in the Freetown peninsula as well as anti-tank minefields between Lungi and Port Loko whose purpose was quite obviously to deny and/or canalize ECOMOG movements. ECOMOG personnel have also reported sightings of anti-tank ditches directly east of the Freetown peninsula that appeared to be professionally sited and constructed and, in some instances, covered by fire.

There is little reliable information on the morale of the RUF. There continue to be rumours that some of the former SLA soldiers who joined the RUF are now ready to come home, but there has been no wholesale defection of rebels to the GOSL recently.

Finally, it has been reported that the RUF are in possession of several anti-aircraft artillery (AAA) platforms (12.7mm and 14.5mm) and are beginning to show signs of deploying them together in mutual support as opposed to single platforms or using them in a ground support role. Perhaps of even greater significance is a report that the RUF has captured several SA-7 shoulder-launched anti-aircraft missile systems. This information has not been corroborated. However, if this is true, and the RUF begin to employ a gun-missile mix in support of their ground operations, they will possess a significant anti-air capability and will have taken the first steps in the evolution from bush army to an embryonic conventional force.

Guinea

Apart from Sierra Leone itself, of all the nations in the region Guinea is arguably the one most affected by the conflict. From a pure military standpoint, Guinea has been supporting its ECOMOG operations in both Sierra Leone and Liberia on its own for almost seven years. When war erupted in Sierra Leone, Guinea, a francophone nation, not only provided a battalion to a predominantly anglophone ECOMOG, but also was required to deploy the better part of its military ground forces as well as police resources to secure its border with Sierra Leone. This has placed considerable strain on both the financial resources and security infrastructure of Guinea.

As will be detailed in the humanitarian section of this report, there are approximately 400,000 refugees from Sierra Leone and Liberia in Guinea. This influx of humanity and the fact that most of the refugee camps are very close to the border have presented Guinea with almost insurmountable security problems, both external and internal. Externally, these refugees are now the targets of increasingly regular rebel attacks (usually coincidental with food deliveries in the camps). Internally, Guinean security forces are all but overwhelmed with an increase in criminal activity - in volume, in types of crime and in levels of violence - in both the regions of the refugee camps and the capital city of Conakry, which Guinean security officials largely attribute to the influx of refugees from both Sierra Leone and Liberia.

CDF/Kamajors

The CDF/Kamajors (their active strength is unofficially estimated at approximately 35,000) generally operate outside of Freetown and exercise varying degrees of control over areas in the south and southeastern part of the country. They can be an effective fighting force, as demonstrated in their recent (07 April 1999) recapture of the eastern town of Bunumbu. Their command structure is, however, somewhat less structured than a traditional military force, and coordination with ECOMOG is at best marginal. There are reports of occasional Kamajor dealings with the rebels at the local level and of friction with ECOMOG forces. The CDF/Kamajors are largely reliant on ECOMOG for logistical support and have claimed on numerous occasions in the past that they have deliberately been the last to receive material and other forms of support.

The relationship between President Kabbah, the head of the Kamajors (and Deputy Minister of Defence) Paramount Chief Hinga Norman and ECOMOG are reportedly not very good. In addition to being concerned about the sporadic nature of ECOMOG logistical support and the issue of integration of the CDF/Kamajors into the new SLA discussed earlier, the Kamajors are deeply suspicious of perceived Nigerian regional hegemonic designs and commensurate attempts to isolate their organization from future influence in the Sierra Leone government. Thus, post-conflict demobilization and disarmament of the Kamajors could well be a potential future security concern.

Foreign Troops and Mercenaries

The presence of troops from neighbouring countries of the sub-region in support of the rebels as well as foreign mercenaries has had a significant impact on the nature of the conflict in Sierra Leone. In the case of the former, this has provided the rebels with experienced fighters, and in the latter case it may be manifesting itself in training as well as the provision of logistical support.

There is ample evidence that Liberian fighters are an integral part of the rebel force and that the rebels have been receiving substantial support from Liberia and President Charles Taylor. There are no accurate numbers, but they appear to comprise a significant part of RUF field commander Sam Bockarie's forces that are operating in the south of Sierra Leone. The Liberian Government at first denied the involvement of its nationals in the Sierra Leone conflict, but have since admitted that there are Liberians fighting on the side of the RUF, albeit without official Liberian government support or backing. All information indicates that they are involved both in combat operations as well as in the provision of logistical support and the trafficking of small arms.

There were also widespread allegations of the involvement of troops from Burkina Faso in rebel operations, but these allegations have proven somewhat difficult to substantiate. Sources from ECOMOG vary drastically in their views on Burkinabè involvement, with some saying that two of every ten captured rebels are Burkinabè, whereas others claim that no Burkinabè troops have been captured. There seems to be strong evidence of Burkinabè complicity in the shipment of small arms to the rebels, and it is therefore possible to speculate that in support of this operation there may have been Burkinabè military personnel deployed in Sierra Leone. To date, however, there has been little hard evidence of the involvement of Burkinabè combat troops in the Sierra Leone conflict.

There is also compelling evidence that there are foreign mercenaries operating with the rebels. Since the return to power of the Kabbah government, most foreign mercenary involvement appears to have been limited to the provision and delivery of small arms both into and within Sierra Leone, using small planes and helicopters. Nationals from the Ukraine have apparently been the most active in this area, and all parties visited by the Canadian delegation unanimously cited their involvement. There were also uncorroborated reports of nationals from France and Angola being seen in the country connected with shipments of small arms. Recent information, however, points to the distinct possibility that foreign mercenaries may now be involved in limited training of rebel forces, and again the Ukrainians were named by various sources as being part of this effort. It is not known at this time whether the Government of the Ukraine is aware of the level of involvement of its nationals in the conflict in Sierra Leone.

Finally, there is the possibility that private security firms, which are likely still operating in the diamond mining regions of the country, may be providing some form of training to the rebels as part of a cooperative deal with them. This is all but impossible to verify given the lack of access to this region.

UK

The UK had undertaken to arm, equip and train a 10,000 strong army for the GOSL. The original plan was to create a three-brigade force, with each brigade having three infantry battalions. As discussed above, this figure has subsequently been reduced to 5,000 and there are now approximately 2,500 troops undergoing basic training for the new SLA. There is at present a seven-person UK Army training team in Sierra Leone setting up and conducting this training.

The first shipment of 2,500 uniforms, 2,500 rifles and 2.5 million rounds of 7.62mm ammunition for the new SLA was recently delivered. The UK plan to provide personal weapons and some battalion level weapons, to include light support weapons (i.e. light and medium machine guns and 60mm mortars) for the new SLA.

The UK has also recently decided to provide both lethal and non-lethal support for ECOMOG to support their continued operations for a period of three months, a change in their policy from the recent past. Types of support now being considered for ECOMOG includes vehicles and ammunition for mortars and small arms.

US

The US is becoming increasingly active both in the Sierra Leone conflict and the sub-region. The US ambassador to Sierra Leone, Joseph Melrose, still resides in Conakry but has regular and close contact with both President Kabbah and the presidential National Security Advisor. As well, there was a high level visit to Guinea of senior officials from Washington that coincided with the visit of our delegation.

US support for security has been solely through PA&E, the private US firm providing logistic support to ECOMOG. The US government has provided over 2 million \$US to PA&E for non-lethal support. As well, the US has provided training for ECOMOG troop contributors under the auspices of their African Crisis Response Initiative (ACRI).

The US government is also now actively considering the provision of significant support to Guinea in three areas: environmental protection, anti-terrorist assistance for Guinean internal security forces and military equipment and supplies for 1,000 Guinean soldiers. This will include soft support items such as boots, uniforms and helmets, hard support items such as vehicles, and lethal items such as weapons and ammunition.

UNOMSIL

The United Nations Observer Mission in Sierra Leone (UNOMSIL) was established on 13 June 1998 and its mandate has been extended to 13 June 1999. UNOMSIL staff was significantly reduced following the rebel attacks in January 1999, but have since been slowly increased as the security situation improved. The Special Representative of the Secretary-General (SRSG), Mr.

Francis Okelo, has just recently returned to Freetown with some of his staff. His activities and those of the civilian component of UNOMSIL are described later in this report.

The military component of UNOMSIL was mandated to monitor the military and security situation in the country as a whole; monitor the disarmament and demobilization of former combatants concentrated in secure areas of the country including the role of ECOMOG in the provision of security and in the collection and destruction of arms in those secure areas; assist in monitoring respect for international humanitarian law including at disarmament and demobilization sites; and monitor the voluntary disarmament and demobilization of members of the Civil Defence Forces. At its peak, it consisted of a total of 61 uniformed personnel, including five civilian police monitors.

In January 1999, the UNOMSIL military component was reduced to eight personnel who were moved to Conakry with the intention to return to Sierra Leone as soon as the security situation permitted. They have recently returned to Freetown with the Chief Military Observer, Brigadier-General Subhash Joshi of India. If the security situation allows, the UN plans to increase that number to 14 military observers and one human rights monitor.

UNOMSIL activities have been severely restricted due to the security situation and their reduced numbers. They are, at present, an organization without a job. Prior to their departure, the military observers had good working relations with ECOMOG and many of their current efforts are focussed on re-establishing those relations. Brigadier-General Joshi has as well made numerous personal interventions with the rebels, and appears to be dedicated to committing his scarce resources to support the peace process.

Other Security Issues

The Diamond Connection

There are two vital pillars of support for rebel forces in Sierra Leone - the support provided by Liberia in the procurement and provision of small arms and the financial support to the rebels provided by the diamond trade. There are three important characteristics of this diamond trade. The first is how lucrative this trade is and the amount of money it generates for the rebels. With estimates of the annual value of the diamond trade at approximately \$300 million, diamonds are the financial "fuel" for rebel forces. The second is how very little is known about the mining and trading of Sierra Leone diamonds. Finally, given these two factors, it perhaps should not come as a great surprise to discover just how little is being done by the international community to deal with this crucial source of income for rebel forces.

According to President Kabbah, this frustrating lack of knowledge is partially attributable to the actions of former regimes in Sierra Leone. For huge sums of money, previous governments sold a large number of diamond concessions to numerous international mining companies along with a promise not to interfere in their business. As a result, these rather shadowy companies are now

firmly entrenched in the diamond mining regions, with well-established communications and transportation networks. The nature of their relationship with rebel forces is not known. It is believed that private security firms protect many diamond mining companies. They will likely prove to be difficult to move out of the way to make room for the reforms in the industry envisaged by GOSL. That said, it is interesting to note that no one with whom our delegation met viewed any form of immediate military operations to recapture or control the diamond mining region as in any way feasible.

Of particular interest is the fact that diamonds from this region are apparently quite unique and can readily be identified as coming from Sierra Leone. Moreover, they are very easy to transport – hence moving them to markets, legally or otherwise, is not a major problem. As well, the diamonds in Sierra Leone are alluvial and thus relatively easy to acquire.

The diamonds and the revenues they generate fund appear to move through a network of middlemen of Lebanese descent who are now indigenous to the region and have been involved in the diamond industry for over 60 years. Sierra Leone diamonds have allegedly turned up on the diamond markets of Beirut as recently as March 1999. Little, if any, action has been taken to control or regulate the trade of Sierra Leone diamonds, which has permitted rebel forces to re-arm and re-equip themselves with new and modern weaponry not often seen in a bush army.

Trafficking in Small Arms

There is ample evidence to show that several nations in the sub-region are heavily involved in the procurement and transfer of small arms and ammunition to the conflict in Sierra Leone, and that this trade is closely linked to the diamond mining industry in Sierra Leone.

It appears that arms are procured in eastern Europe (either Bulgaria or Ukraine) and moved to Tripoli, Libya where they are transferred to ships or charter aircraft for shipment into the region. Air shipments are staged through Ouagadougou, Burkina Faso and then continue on to Liberia, where they are transferred to smaller aircraft or trucks for delivery into rebel-held territory in Sierra Leone.

Both Liberia and Burkina Faso have denied any involvement in the trafficking of small arms, but solid evidence exists that firmly implicates both nations. In late March, 1999 there was an air shipment (in a Ukrainian chartered aircraft) of over 68 tonnes of small arms that was recently delivered to Sam Bockarie in southeastern Sierra Leone. This shipment was flown to Ouagadougou, where the aircraft sat for several days on the presidential tarmac, as the Ukrainian crew refused to fly to Monrovia, saying their job was to simply deliver the arms to Burkina Faso. The shipment was transferred to another aircraft and flown to Monrovia, where it was subsequently delivered to Bockarie in Sierra Leone. This latest shipment was announced by ECOMOG on April 8, 1999, but our delegation had been made aware of its existence during its trip to the region.

Libyan involvement seems to be more as a conduit as opposed to a source of small arms. Both Charles Taylor and Foday Sankoh were trained in Libya, but given the fact that there is a ready source of income, it is unlikely that Libya is providing their services for free. It is interesting to note that it appears there are no arms going into Sierra Leone through Guinea. The Guinean armed forces have apparently effectively sealed their borders to all but the smallest of smugglers, but at a tremendous cost to that small nation.

The small arms issue has recently taken on added gravity. The recent (08 April 1999) threat by the ECOMOG commander to launch air strikes into Liberia and Burkina Faso if the flow of small arms into Sierra Leone through those two nations is not curbed immediately is a new and highly volatile dimension of this conflict with region-wide and perhaps global implications.

Police

Sierra Leone

The other critical dimension of security for the GOSL is civilian police. The capacity of the Sierra Leone police was virtually destroyed during the rebel offensive in January 1999. An estimated 200-300 police officers were murdered by the attacking RUF, and the Sierra Leone Police Headquarters was totally destroyed. The Police Academy in the town of Hastings, just south of Freetown, was also apparently destroyed.

There is a police presence on the ground in Freetown but no police activity outside the capital city was reported. Police duties in Freetown appear to be restricted to unarmed traffic control and manning (along with armed ECOMOG soldiers) some but not all of the myriad of roadblocks in the city. Although contact with Sierra Leone police officials was severely limited, it appeared evident that the police presently do not possess the capability to conduct anything but the most rudimentary of police tasks. They did not seem to have any form of criminal investigative, counter-drug or anti-fraud capacity. They also lack the means and ability to provide training in any of the aforementioned police skills. As well, like the new SLA, the Sierra Leone Police do not have any of the equipment needed by a police force.

There did not appear to be concerted effort to train or restructure the Sierra Leone police force - all efforts seemed focussed on the military. President Kabbah did say that he has approached the Commonwealth for assistance in strengthening the police force, not only in police skills but personnel matters such as recruiting. Last fall, the Commonwealth provided a needs assessment for the police (an RCMP officer participated as a member of the Commonwealth team) and was also involved in the provision of training and equipment for the Sierra Leone police. Any future Commonwealth police training will, however, likely have to wait until the security situation has improved.

Guinea

As stated earlier, Guinea has borne the brunt of the exodus of refugees from both the Sierra Leone and Liberian conflict, and this has caused serious external and internal security problems for this small and impoverished country. The Guinean authorities have a clear understanding of the external threat and have reacted by strengthening their border security, which has stretched their military forces to their very limit. However, what they were not prepared for was the staggering increase in crime - not only in volume but in the variety of crimes as well as the associated levels of violence - that they believe is directly linked to the dramatic increase in the refugee population in Guinea.

The needs of the Guinean police force are significant. They require not only general logistical support (communications equipment and vehicles) but also specialized equipment such as fingerprint kits, special equipment to protect them from criminal weapons (vests and helmets) and drug testing equipment. Perhaps of even greater importance is their need for training. They require instruction in most modern police skills, ranging from crime detection to investigation to prevention. They need to train policemen and police trainers. Moreover, this training must be conducted in French.

Conclusion

As mentioned at the outset of this section of this report, the conflict in Sierra Leone is extremely complex and inextricably linked to the security of the entire West African sub-region. Indeed, the complex nature of this deadly regional conflict, combined with the limited duration of our delegation's visit, precludes the formulation of thorough and in-depth conclusions. That said, it is certainly possible to draw three very general conclusions about the situation in Sierra Leone.

First, it is safe to conclude that currently there is no peace to keep in Sierra Leone, and therefore no role for a peacekeeping force or operation. Granted, there is at present a bit of a lull in the action, but it is not peace. Unless there is a military victory (unlikely) or a negotiated armistice or peace agreement, the military mission of the GOSL and ECOMOG (a war fighting or counter insurgency operation) will remain unchanged. Only if hostilities were to cease could a peacekeeping or peace support operation be contemplated.

Second, it is evident that there is no purely military solution to the Sierra Leone conflict. Further, the GOSL two-track policy is the course of action that, with goodwill and good faith, has the best chance of success.

Finally, without adequate security, none of the activities so desperately needed in Sierra Leone - political, humanitarian or economic - can take place. Any potential Canadian initiatives in the security sector should accordingly concentrate on enhancing security in Sierra Leone in two ways - the provision of political support and/or pressure aimed at reducing external support for or

involvement with rebel forces, and the provision of materiel and/or training support to ECOMOG troop contributing nations and the GOSL.

PART 3 - HUMANITARIAN

The scope of the humanitarian tragedy in Sierra Leone is absolutely staggering. Eight years of war has resulted in 75,000 dead. As mentioned above, a horribly destructive rebel offensive on Freetown in January has virtually completed the disintegration of this tiny, impoverished nation of 4.2 million. The state structure of Sierra Leone and the democratically elected government of President Kabbah are hanging by a thread. The country has been traumatized by violence, human rights abuses and atrocities on a massive scale. Very large portions of the population are now relying on international assistance for the provision of the basic necessities of life such as food, shelter, clean water and medicine. And as horrendous as the human tragedy is now, it could get worse.

One of the problems in understanding the magnitude of the humanitarian crisis in Sierra Leone is that the country has effectively been divided into two areas. As mentioned above, the Freetown peninsula and a few of the major towns are controlled by the GOSL, ECOMOG or the Kamajors. The rest of the country is under varying degrees of control by the RUF or other rebel factions. In the words of a Medicins Sans Frontieres (MSF) report released at the end of March: "*The real tragedy of Sierra Leone may not be the horrors already reported, but those as yet unreported from the interior, and which could be taking place at this moment. In a country of already scant resources, malnutrition and disease are serious threats, particularly for the children. Sadly, but bluntly, neither MSF nor anyone else really knows what is going on inside much of Sierra Leone today.*"

The two principal challenges facing humanitarian actors in Sierra Leone are the questions of security and of access to those in need, particularly the displaced who are by far the most vulnerable. In fact, the United Nations agencies estimate that over one million Sierra Leoneans have been displaced. Other relief agencies such as MSF suggest that the figure is much higher, between one and three million. In any country, the movement of these numbers of people would be disastrous. In Sierra Leone, the poorest country in the world according to the United Nations, it has produced indescribable suffering.

The hard statistics of Sierra Leone's refugees and internally displaced persons cannot convey the personal misery of this national nightmare. According to the most recent report of the Secretary General to the United Nations Security Council after eight years of war, there are now 700,000 people internally displaced within Sierra Leone - 250,000 of whom are in Freetown. In addition, there are 400,000 refugees in Guinea and another 100,000 in Liberia. The most recent fighting in January resulted in thousands of additional refugees in Guinea. While it is very difficult to get a precise figure, officials at the UNHCR and the Government of Guinea are in the process of trying to conduct a census of refugees.

During our stay in Guinea, our delegation travelled to the southern border of Guinea and Sierra Leone to visit the sprawling refugee camp at Forecariah. We were surprised to find Liberian refugees in this camp, who had fled from their own country to Sierra Leone, only to have to flee

the latter. In Guinea, the situation is complicated by the movement of some Sierra Leonean refugees back across the border during the day to farm their lands, returning to the safety of the camps in Guinea by night. Also, many Sierra Leoneans are now living with relatives in Guinea and, as a result, are not officially registered. This massive influx of refugees has placed an unmanageable financial burden on Guinea, which is also one of the poorest countries in Africa.

Most importantly from a humanitarian standpoint, since the January offensive by the RUF, virtually all international relief workers have evacuated the interior of Sierra Leone because of security concerns. In addition, most relief activities by national staff have also ceased. There is a very serious concern on behalf of agencies operating in Sierra Leone that the fundamental principles of humanitarian law and respect for human rights are not being observed. Foremost among these is the principle of access to those who are in need of assistance and that of political neutrality, the strict non-involvement by the relief agency on one side or another.

In recent months, there have been serious problems between ECOMOG and some relief agencies, namely the International Committee of the Red Cross (ICRC) which was expelled from Sierra Leone in mid-January. ECOMOG claimed that the careless use of two-way radios by the ICRC gave away the positions of some of their soldiers and resulted in 20 Nigerian casualties. The ICRC has strongly denied the accusation. As a result of the ICRC controversy, the Government placed serious restrictions on the use of communications equipment which NGO's insist they need for logistic and security reasons. Also, ECOMOG has not facilitated access to the interior by relief agencies. Although the communications equipment issue appears to be in the process of being resolved, there remains a considerable amount of distrust between the Government authorities, ECOMOG and the NGO community.

As a result of the adverse security environment in rebel held areas, there is evidence that suggests assistance provided by non-governmental organizations is in some instances being diverted or stolen by the rebels. This had led to Government concerns that food and medicine are not reaching those in need, and has unfortunately added to the Government's suspicion of NGO efforts.

While there have been problems between the Government, ECOMOG and the NGO community with respect to the delivery of relief assistance, it must be emphasized in the strongest possible terms that the primary responsibility for the humanitarian disaster currently taking place lies with the RUF and their supporters. The complete and utter disregard by the rebel forces of any of the most basic rules of warfare or humanitarian law has left the civilian population in the interior of the country, especially those in the north and the east, completely vulnerable.

While the humanitarian assistance needs of Freetown have generally been well-defined, many of the needs in the hinterland outside of Bo and Kenema are largely unknown. If and when the security situation improves as ECOMOG is able to extend the areas over which it has authority, it is very likely that the humanitarian needs will significantly increase as aid agencies discover what are expected to be conditions of extreme hardship. In some areas, the problem of starvation

is real. Whether it is food aid, medicine, shelter, assistance for amputees, women and children, it is very probable that the humanitarian requirements will be enormous.

Although there has been considerable bilateral aid (see Appendix 7), the results of the UN Consolidated Appeal for Sierra Leone has been underwhelming. The appeal requested \$27.9 million U.S. dollars in funding but has to date received only four million dollars.

The Shelter Problem

A very serious shelter crisis is emerging in Freetown which is based on two factors. First, a tremendous number of Sierra Leoneans have sought refuge in Freetown as a result of the conflict. Indeed, Freetown is one of the few safe havens in Sierra Leone. Second, the RUF attack on Freetown in January resulted in the devastation of large parts of the eastern areas of Freetown near the Wellington Industrial Park and the Kissy area. The crowded urban landscape of Freetown - the fact that there seems to be an extraordinary number of people on the streets - is perhaps the most visible evidence that Freetown's infrastructure is strained to the breaking point in terms of handling this additional population. A complicating element is the impending onset of the rainy season.

The United Nations Office for the Co-ordination of Humanitarian Affairs (OCHA) estimates that between 65-80 percent of the homes in the east of Freetown were destroyed. Our delegation toured the eastern areas of Freetown where we saw the massive destruction - burned out and destroyed homes and businesses - that the rebels had caused. Although eastern Freetown was hit hardest, there were pockets of devastation from the eastern edges of the city through to the centre. Only areas in the western portion of Freetown, which the Nigerian troops in ECOMOG held throughout the fighting in January, remain without damage.

While the number of internally displaced persons in Freetown is estimated at 250,000 people, it is extremely difficult to determine a precise number. Many of the internally displaced have sought accommodation with relatives, neighbours and friends. While some facilities in Freetown, such as the stadium, housed as many as 64,000 people during the January attack, that number has been reduced to 5,000. The National Workshops, an old railway repair facility, houses approximately 13,000. The balance of the internally displaced in Freetown are in other smaller facilities or have been absorbed in this city which now has at least one million people.

The visit our delegation made to the National Stadium was instructive in helping us understand the challenges faced by the relief personnel in the provision of shelter. Our group was met by the stadium camp administrator, who accompanied us on a brief tour. There were children all over. During the day, blankets, towels and clothes were hung everywhere. The vast majority of people who are housed here sleep on towels or blankets under the seating area on the bare concrete. While we were there, some people were eating their noon meal, which consisted of corn meal, eaten from plastic bowls and without utensils.

There is a medical clinic in one of the rooms in the stadium and some limited special facilities have been put in place for pregnant women and new mothers. There is a birthing area and a room with a few extra blankets on the floor for mothers and their newborns. When our group went through, there were probably about a dozen new mothers. The doctors at the clinic must deal with many illnesses, but the most common appear to be children's ailments - measles, malnourishment and diarrhea. In regard to the problem of diarrhea, which is one of the leading killers of young children, the clinic is equipped to provide rehydration therapy. As many as 2,000 children have undergone rehydration therapy. Surprisingly, given the large number of people who had and were using the stadium for shelter over a three-month period, only one fatality occurred. The doctor who accompanied the delegation told us of a stillborn child who was delivered only a few hours before our group arrived.

While the concrete facilities at the National Stadium appeared tidy but uncomfortable for the masses of people that have called them home over the last three months, the "National Workshops" are cramped, dusty, dirty and squalid. Built earlier this century as maintenance sheds for Sierra Leone's long gone railway locomotives and cars, these facilities looked as though they have not been in service for decades.

Slightly larger than a community hockey arena, these "workshops" were home to about 13,000 people. When the fighting broke out in Freetown in January, some of the people who arrived at this facility had fled from other internally displaced persons camps in other areas of Sierra Leone. Our delegation was told that some had been housed in two, three and, in some cases, four other camps. When they arrived, there was one tap, which produced hardly more than a trickle of water and one lime pit toilet for 9,000 people. The provision of food, water and sanitation has since improved significantly at the workshops since they were first established.

We were advised that one of the most difficult aspects of the camp, especially for the women, was the complete absence of privacy. As our group walked through this facility, it was not unusual to see a family of five or six people occupying a space about three metres by three metres. It is very difficult to understand how these people have sustained this lifestyle for the past three months. It is bare subsistence, nothing else. As with the National Stadium, our group noted the tremendous number of children everywhere.

Efforts are being made to construct new shelters adjacent to the National Workshops and in eight other areas around Freetown. While we were not in a position to see the other areas where new shelters are being constructed, the progress at the National Workshops certainly appears slow. These new shelters are constructed with long poles about 7-10 cm in diameter. The frame is covered with a plastic sheeting and in some cases the structure sits on a concrete base. Opaque plastic dividers separate spaces of approximately three metres by three metres. Some of the ones that we saw had merely a dirt floor, but we were told that gravel would be used to ensure proper drainage and to keep the floor dry. Suffice it to say that those of us who saw the shelters are somewhat sceptical that they will be sufficiently durable and rainproof to withstand the torrential rains that Sierra Leone can expect next month.

The plans of the OCHA for shelter at the National Workshops and the eight other camp sites show only enough shelter for 16,800 people. However, at the present time, approximately 50,000 families are targeted for shelter and non-food assistance in Freetown and areas in the hinterland such as Bo, Kenema and Kambia. Since February, the U.S. Office of Foreign Development Assistance has provided approximately 1,600 rolls of plastic sheeting and 50,000 blankets which has the potential to provide shelter and non-food items to about 10,000 families. However, it is going to take a herculean effort by all concerned to ensure that the population of Freetown has adequate shelter with the onset of the rainy season.

In addition to the basic shelter needs, our group also heard a plea for additional non-food assistance. In particular, officials with the National Commission for Rehabilitation, Reconstruction and Reconciliation (NCRRR) told us that there is an urgent need for household items - goods such as cooking utensils, pots, pans, bowls, dishes, plates, cutlery and soap well as jerry cans for water. It was also apparent to us that, if possible, cots would be far preferable to sleeping mats in these shelters especially in the rainy season.

In the longer term, the housing stock of much of the eastern portion of Freetown must be rebuilt. During our tour of the devastated eastern sections, we did see evidence of reconstruction. Residents are struggling against the deadline that the rainy season imposes. Mud bricks are being used to build small new shelters although it appears that many types of building material such as tin for roofing, windows, etc. may be in short supply. Access to credit in order to acquire loans for rebuilding has also been very restricted as only a very small number of banks have re-opened since the fighting in January. Interestingly, during our meeting with President Kabbah, he mentioned Canada's expertise in the area of pre-fab low-cost housing and spoke of Maurice Strong's involvement in the UN Habitat project. He added that "We don't want it for free, but need repayments organized over several years."

Amputees

While it is hoped that the serious shelter problem in Sierra Leone can be addressed with building materials and financial resources, some of the physical and emotional scars that are borne by the men, women and children of Sierra Leone will be present for generations. The practice of amputating and mutilating civilians has become the trademark of the RUF, their calling card. As a terror tactic, the practice began in the early 90's but seemed to have attracted international attention during the first free democratic elections in 1996. To discourage people from voting during those elections, RUF leader Foday Sankoh issued orders to his men to cut off the hands of people who had cast a ballot. (Those who had voted received an ink mark on their hands.) The tactic was not successful. Often voting at great personal risk to themselves, the people eventually elected President Ahmed Tejan Kabbah. For those in the rural areas, the amputations were particularly cruel since they destroyed the livelihoods of many rural subsistence farmers who were rendered incapable of working the soil.

MSF currently reports treating hundreds of civilians who have had one or more hands, arms, legs or ears amputated by rebel forces. Many of the victims are young children, even some infants. It was also noted that instances of amputations and mutilations by the rebels increased dramatically when they were forced to retreat from Freetown in January. MSF has also publicly stated that their experience in 1998 indicates that for every amputee victim who makes it to hospital, there are several others who never receive medical care and die from their wounds.

A visit to the Connaught Hospital in Freetown and the ADRA (Adventist Development and Relief Agency) amputee camp at Murray Town brought our delegation face to face with the horrible atrocities this conflict has produced. The ADRA camp contained about 250 amputees as well as other family members who had fled areas in the interior of the country that had come under rebel attack. At the camp, our delegation was met by the assistant administrator and escorted on a tour of the camp by a spokesperson chosen from among the amputees - a young man in his early twenties.

The camp's accommodation consists of mud dwellings, old sheds and some new plastic shelters which had been constructed, similar to the ones we had seen at the National Workshops. The camp spokesman explained to us how he had become a victim. He said that he was from the north of Sierra Leone, but that he was studying in the eastern area of the country when the rebels arrived. In addition to robbing and looting the area, the rebels inflicted death and mutilation upon the inhabitants. They then demanded that the young man's uncle hold his arm while they chopped it off. When the uncle refused, they shot him. These rebels severed the young man's right arm with a machete about half way between his elbow and his wrist. His right ear was also sliced off.

The camp administrator led us outside where the young man explained the purpose of our visit to the amputees and their families. It was here that our delegation saw a little girl four years old - probably the youngest amputee victim in the camp. The RUF rebels had cut this little girl's arm off at the shoulder. She was accompanied by both parents - each of whom had a hand chopped off. The horrific brutality that was inflicted on that poor child and her parents is in many ways symbolic of the nihilistic violence that has brought Sierra Leone to the brink of complete destruction.

A few hours later, our delegation was at the Connaught Hospital in the centre of Freetown. There were another fifty amputees, male and female, being treated in two wards. Dr. Kamara, the chief surgeon of the hospital and a nurse matron accompanied us with a TV crew from a local station. The doctor explained to the patients in Krio that our delegation was from Canada and that our mission was to assess the condition of the people in Sierra Leone, so that Canada could provide assistance.

The doctor also explained that during the crisis in January Connaught Hospital was flooded with victims. The hospital has 250 beds, but treated upwards of 350 people when the fighting broke out. Amputees and people with gunshot wounds were treated in some cases on the grass in the

little courtyard. Our delegation observed bed after bed of young and old with bandaged limbs and blank stares. It is in the faces of the people who have been the victims of this tragedy that one sees utter despair – like the man whose both hands had been cut off by the rebels.

Judging from the age and gender of those occupying the hospital beds, there appeared to be no rhyme or reason to who was chosen as a victim. The violence certainly appeared to be completely indiscriminate. Once again, our delegation saw more evidence of the victimization of children – another little girl with her left leg amputated a few inches above her knee. She was about eight years old. The doctor advised that the youngest amputee he had treated was two and a half years of age.

It is difficult to determine with any precision the number of amputees in Freetown or indeed Sierra Leone as a whole. It is not an exaggeration to suggest that the number in the Freetown area is between 1,000 and 1,500. There are also hundreds of amputees among the refugee population who have fled Sierra Leone. Because of the state of medical care in the country, reliable statistics are virtually non-existent.

Although we were advised that the situation concerning the amputees would improve with the provision of prosthetics by groups like Handicap International (HI), our delegation does not recall seeing one prosthetic device while touring either the camp or the hospital. At a meeting of the European Community Humanitarian Office (ECHO) in Brussels at the end of March, it was noted by HI that whatever service was being delivered in Freetown was being done on an *ad hoc* basis by non-experts because of security limitations. The problem is particularly difficult for children, who, because they are growing, need to be refitted periodically with new devices. In addition, it is also extremely important that psychological assistance be provided to the victims of atrocities at the earliest opportunity.

Food Aid

A March 15 assessment of the food supply in Sierra Leone contained in a report by the OCHA stated that *"unless food security agencies are given access to get the population started on food production, the country is likely to slide further into a major food emergency in the coming months."* The report goes on to say that: *"The outlook for agricultural input is grim given the present circumstances. End of year projections in 1998 by food agencies in Sierra Leone forecasted a yearly requirement of 483,000 metric tons for the entire population. Approximately half of this was to come from commercial imports, 17 percent from food aid, ten percent from milled rice from the 1997-98 harvest with a projected 23 percent food deficit."*

These projections have been overtaken by events to the extent that the existing situation is now much more pessimistic. The rainy season is already known as "the hungry season" in Sierra Leone. This year, it could be even more so. For instance, the harvesting of inland valley swamp rice which should have occurred between November and January was severely disrupted due to rebel activities. In addition, land preparation, which is normally done during February to get the

land ready for the planting of upland rice, cassava, maize and groundnuts in April and May has also be seriously disrupted. If the planting season is not successful, the year end harvest will be insufficient to meet Sierra Leone's needs.

The total value of food aid being shipped into Sierra Leone on an annual basis is \$50 - 55 million U.S. per year. The main agencies involved include the World Food Program, CARE, the Catholic Relief Service and World Vision. CIDA has contributed \$5.6 million (CDN) toward the Sierra Leone Emergency Food Support which began in April 1997 and continued through to November 1998. World Vision Canada has been at the forefront of this effort procuring and shipping 3,800 metric tons of Canadian commodities valued at over \$3 million including wheat, lentils and canola oil. As of October 1998, over a quarter of a million people had received World Vision Canada / CIDA food aid commodities.

The current situation poses serious challenges. The March, 1999 report of the Secretary General on Sierra Leone noted that: *"The suffering of vulnerable civilian populations is exacerbated by increasing levels of malnutrition especially among children under five years of age. Preliminary surveys show that in some areas as many as 25 percent of the children are suffering from acute malnutrition."* The Secretary General's report also drew attention to a warning issued by the World Food Program that, if the roads to Freetown were not opened soon allowing the free flow of commercial imports and food from upcountry, food shortages were possible in the city in the near future. The situation in Freetown seems to have eased somewhat. In the last week of March, approximately 3,000 metric tons of food aid arrived from CARE of the United States. The shipment included wheat, corn, vegetable oil and lentils.

In other parts of the country, however, adequate food remains a serious concern. In January and February, aid workers had described the situation in Bo and Kenema as desperate with some people dying of starvation. Recently, however, some traders in Guinea and Freetown have been able to transport supplies to the two towns by ignoring the government's ban on boat traffic. They have transported both food and fuel by sea to the coastal and estuary towns of Shenge and Gbangbatok avoiding roads which are rebel held. While it is a very risky business (it is estimated that 400 people have drowned in boat sinkings since the beginning of March), the profits are considerable. A 100 pound bag of rice which sells for 38,000 leones (about \$38 Canadian) in Freetown will fetch 90,000 leones in Bo and 100,000 in Kenema.

Still, the situation in Bo and Kenema remains critical. The latest report from OCHA states that 80,000 people in these two towns are facing severe food shortages. It goes on to say: *"The situation worsens day by day as the SRSG and food agencies explore ways in which they can safely bring food in sufficient quantities to the people of Bo and Kenema."*

However, the reports that are getting out about conditions in the interior, such as one on March 20 from the town of Makeni, indicate that food, fuel, medicine and other essential commodities are in very short supply and that serious hardship is being caused for local inhabitants. Another

recent report out of the northern town of Kamakwie stated that at least 20 people per day were dying from starvation, lack of medical attention and rebel atrocities.

Our delegation heard from one NGO official involved in food aid that, once security is restored in Sierra Leone, the country will be in need of assistance with a long-term strategy for food production. Sierra Leone has the capacity to feed itself and produce enough for export. In fact, the country was self-sufficient in food in the 1960's and it is said by some that if its arable land was properly utilized it could feed all of West Africa. Another food NGO representative that our group spoke with indicated that it was not unreasonable to believe that with the proper conditions Sierra Leone could return to self-sufficiency in food production in two to three years.

Unfortunately, distortions in the marketplace as a result of monopolistic practices that have developed (arrangements between businesses and politicians) have also caused serious problems. In order for food security to be re-established once again, the small producer must be encouraged. Until the security situation changes substantially, it is likely that Sierra Leone will be in a position where it must rely on a substantial amount of outside food aid.

The Children

The children of Sierra Leone have borne the brunt of the conflict. Whether it is in the refugee camps of Guinea, the displaced persons camps in Freetown, the malnutrition and disease that is everywhere or the child soldiers, it is the children of Sierra Leone who are the victims. It is estimated that the eight years of conflict have resulted in the separation of 12,000 children from their families. UNICEF is struggling to put in place programs which will re-unite children with their families. While they have had some success with the National Family Tracing and Reunification Network, it continues to be an uphill battle. One of the most disturbing facts of the rebel invasion of Freetown in January was that it resulted in the 3,000 children reported missing. It is believed that they were abducted by the rebels and that they are not receiving sufficient food or care. Of this figure, the most recent information available for this report indicated that 256 children had been re-united with their families including 51 recently released by the rebels. The location of the other children is simply not known.

Certainly one of the most high profile issues that has come out of the war in Sierra Leone has been the issue of child soldiers. The Secretary General's March report to the Security Council noted that "*A significant number of the rebel combatants were children. Reports were received of death and injuries being inflicted by boys as young as eight to 11 years old.*" One of the means by which these young children are drawn into the conflict is through a process called "de-institutionalization." In many cases, these children are forced by the rebels at gunpoint to kill family members or neighbours. By committing an act of violence against people close to them, not only are they traumatized, they also cannot go back to their families or their communities because of fear of retribution.

The rebels have found this to be a very useful method of socializing these children into a life of extreme violence. In fact, the children also begin to "attach" or bond with their commanders. Their blind obedience, combined with the effects of alcohol, drugs and a popular belief in juju spirits, convince them of their own invincibility and make them some of the most courageous and disciplined fighters within the rebel factions. The rebels' widespread use of child soldiers – and the countries that sustain their activities – deserve the strongest condemnation by the international community. Unfortunately, our delegation also saw evidence on the streets of Freetown of under-aged combatants who were evidently part of the Kamajor forces. While the Kamajors are supportive of the Government of Sierra Leone, it would seem the Government is able to exercise very little control over Kamajor activities.

Yet another one of the tragedies of this conflict has been the massive numbers of victims of sexual abuse. Many reports both by the media and international agencies have corroborated instances of individual and gang rape of girls and young women who have been rounded up by the rebels. Many rape victims were said to have been subsequently mutilated or murdered. Others have been abducted and have been forced into service as porters, cooks, sex slaves and spies. When our delegation met with NGO's in Freetown, it was evident they believed that this was a problem of significant proportions which was not being adequately addressed. The strong stigma attached to a victim of sexual abuse in West African society meant that many young women and girls were simply not coming forward for psychological treatment.

Also of great concern is the issue of education. The Ministry of Education has reported that 300 schools were damaged or destroyed throughout Sierra Leone in the period following the May, 1997 military coup. After the January fighting in Freetown, 64 government schools, both primary and secondary, were closed because of damage. Another 30 schools are currently being used for shelter. There are no schools functioning in the interior of the country even in towns that have Kamajor protection like Bo, Kenema and Makeni.

The full school population of Sierra Leone is between 600-700,000. The primary population is estimated at 350,000. The number of primary school age children now receiving some form of education is estimated at about 30-35,000. In many of the schools in Freetown, instruction occurs for only a few hours per day since a large number of teachers have left the country. Textbooks, benches and desks have been looted or burned as fuel. Many children have lost up to three years of education, and as a result, are losing their future. One encouraging project worthy of note is an initiative that was launched recently by Mr. Peter Penfold, the British High Commissioner to Sierra Leone. Through this project, schools in Britain will donate educational materials and equipment to Sierra Leone.

PART 4 - POLITICAL AND PEACE PROCESS

The Two (Three) Track Policy

The situation in Sierra Leone should be viewed as a test of the global community's commitment to democracy, human rights and human security. A last minute reaction by ECOMOG and the arrival of new troops was necessary in early January to prevent the rebels from seizing Freetown and the fall of the democratically elected government of President Kabbah. The official policy of the GOSL and its allies has not changed since the unfortunate events of January 1999. On the one hand, peaceful resolution of the conflict through dialogue and negotiation is encouraged, and on the other, continued military pressure on the rebel forces is felt to be necessary, to force them to negotiate. As has been mentioned earlier, this is the two track policy.

Our delegation is of the view that this policy is sound and should be encouraged. To improve its chances of success, a third track should be added - the determined involvement of the international community. Without external support, be it diplomatic, military or humanitarian, the conflict in Sierra Leone, which actually is a regional conflict, has the potential to destabilize the whole of Western Africa.

Obviously, the GOSL and ECOMOG are now attempting to win points in the field and better position themselves so as not to negotiate from a position of weakness. This suggests to certain doubtful observers that the government is favouring the military solution over peaceful negotiation. Our delegation does not share this view. The recent three day meeting of the National Consultative Conference on the Peace Process (NCCPP) is a further proof, if one was required, that the GOSL is genuinely committed to the double track policy.

The Rebels Agenda

The true intentions of the rebel forces are not clear, but we know that the rebels are diverse and multi-faceted. Composed of the RUF of Foday Sankoh, the AFRC, warlords that are more or less autonomous, foreign combatants (Liberians and possibly Burkinabè), and even Ukrainian mercenaries - it is a complex mix of individuals and organizations. Some of their ranks clearly believe in a military victory, which just eluded their grasp last January. Other rebels apparently see no need to negotiate and are satisfied with the present situation since they control the diamond area, the principal source of the country's wealth. Some would be happy to leave the bush and end the guerilla warfare if only they could be sure they could rejoin the Sierra Leone army or benefit from the rehabilitation program. In short, the rebels are driven by various motives. Apart from a general rejection of a corrupt political class referred to in their only major political statement "Footpaths to Democracy" published in 1995, the rebels appear not to have a formal agenda. Indeed, one could argue that since then the RUF has engaged in such gross human rights violations, mutilations, amputations, sexual assaults, and murders, that they have lost any legitimacy that they might have been able to claim based upon any previous political platform .

The Peace Process

Since the events in January, all the allies of the legitimate government, with the exception of a few hawks around President Kabbah, recognize that a military victory is impossible and acknowledge the necessity of opening a dialogue, if not negotiation, with the rebel forces. President Kabbah has clearly been under strong pressure to do this from Nigeria, Ghana and Guinea. While they are resolved not to let the rebels win, these countries do not want to get bogged down in Sierra Leone in perpetuity. They want a negotiated regional solution which will put an end once and for all to the pillaging of rebel troops in the sub-region.

Everyone also considers that the first stage in the peace process is a meeting between Foday Sankoh, in jail since 1997, and his men. This meeting is scheduled to take place in Togo in late April. It is expected to last about a week.

In addition to allowing the rebels to develop a common platform with a view to negotiations, the Togo meeting will also serve other purposes. It will serve to identify the different leaders of the rebellion, particularly the ones who matter. Apart from Sam Bockarie ("Maskita") and Omrie Golley, little is known of the other protagonists, since Sankoh's principal commanders were sentenced to death and executed last November.

This meeting will also be a means of gauging Sankoh's hold over his troops. Some believe that Sankoh no longer has the control over the rebels that he did in 1996. This is disturbing, as Sankoh is regarded as a lesser evil. There even appears to be an effort by the GOSL to reinforce his legitimacy as spokesman for the rebels.

Finally, this meeting will help establish whether Sankoh is truly sincere in his desire to make peace. Thus far he has said from prison everything that had to be said, but there are questions as to his sincerity. Some feel that, in jail and with a death sentence (against which he is appealing) hanging over his head, Sankoh had no other option than to cooperate with the GOSL. This uncertainty explains Kabbah's insistence that Sankoh return to prison after the Togo talks. Kabbah wants to see what will happen in Togo and how Sankoh will behave before deciding, if the appeal fails, to pardon and release him.

The Negotiators

The representative of the UN Secretary-General, Francis Okelo, and the Inter-Religious Council of Sierra Leone (IRCSL) are the two stakeholders at the origin of the Togo meeting. Both have met with Kabbah and Sankoh and apparently established relations of trust with the two leaders. It is their intervention that has allowed Sankoh radio contact with Bockarie. The IRCSL will also be attending the Togo meeting at Sankoh's request. Both Okelo and the IRCSL should be supported.

The Abidjan Accord

A document prepared by the government in consultation with the NGOs will be submitted to the attention of Sankoh and his supporters. It is reasonable to believe that this document will reiterate the essential elements of the Abidjan Accord, for all agree that the latter must constitute the basis for any new agreement, especially since Foday Sankoh accepted the legitimacy of President Kabbah. But that was in 1996. Given recent developments, it is unclear whether Bockarie will continue to support Sankoh's position on recognition.

Moreover, the Abidjan Accord has many flaws that will have to be addressed. As it is now, it is almost a dangerous document. It has no implementation, monitoring and dispute resolution mechanism. One will have to be incorporated in any new deal. Given the enormous mistrust between Kabbah and Sankoh, it will also be necessary to provide for a series of confidence-building measures. President Kabbah has said that he expected a peace accord to be reached before the end of April. This statement appears overly optimistic.

Striking a political deal with the rebels will not be an easy task. The situation can be resolved ultimately only by a negotiated settlement. That the RUF has to be a party to the solution is self-evident. This does not mean, however, that they will want to be part of it; more so in the light of the conclusions of the recently held NCCPP. Indeed, at this meeting, the NCCPP reaffirmed the resolve of the population to oppose any idea of power-sharing with the rebels before the next election. They also insisted that RUF leader Sankoh's appeal should go through the due process of law. The debate around the amnesty issue will also prove to be a delicate balancing exercise to manage. Some are of the view that the RUF could, in a first instance, be cooperative if it had the promise and the support to transform itself into a political party. But, as seen above, the RUF is but one component of the conflict.

Moreover, most of the NGO's our delegation met have insisted on the necessity of not setting any artificial deadline for the talks. They believe a sustainable peace will require all the protagonists to take a hard look at what has happened in Sierra Leone, what has gone wrong, the type of values that should guide reconstruction of the country, and the nature of the institutions the country will want. From their perspective, the best that can emerge from the Togo talks is a cease-fire agreement combined with a commitment to undertake (a) an in-depth examination of the real, deep-rooted causes of the conflict, and (b) a dialogue on the type of country desired.

The Regional Dimension of the Conflict

Concurrently with this national effort, it is clear that a sustainable peace cannot be achieved in Sierra Leone without the involvement of the countries in the region, both those that support President Kabbah (Nigeria, Ghana and Guinea) and those that support the rebels (Liberia and Burkina Faso). In fact, without Liberia collaborating actively with the RUF, the rebels would have undoubtedly faltered after the ECOMOG offensive in February 1998, which resulted in the restoration of the Kabbah government. The rebellion has certainly benefited from important

outside support, and the peace process would have to take into account the regional dimension of the conflict.

There is undoubtedly a francophone-anglophone dimension, and malaise, to this conflict. The francophone countries as a whole are uncomfortable with Nigeria, a regional power that they claim tends to act unilaterally. They criticize Nigeria for doing whatever it pleases, with no dialogue with the other players. They criticize it in particular for having transformed ECOMOG from a neutral response force into a partisan occupying force. Nigeria and Ghana, on the other hand, are suspicious of former sympathies that some francophone countries had for Charles Taylor at the time of the civil war in Liberia.

Politically, it would be desirable for other francophone countries in the region to supply troops for ECOMOG. Many of the people that our delegation met felt that France should be more involved in the search for a lasting peace in the sub-region. For instance, it could be asked to use its influence to convince Senegal and/or Benin to send troops to Sierra Leone. This may require that a "western" country (e.g. Canada) provides logistical support. It was suggested that France might also be convinced to use its influence with both President Taylor and Compaoré to curb Liberia and Burkina Faso's assistance to the rebels.

The Mechanisms

Supported by SRSO Okelo, ECOWAS, which already has the Group of Six (Ghana, Guinea, Ivory Coast, Liberia, Nigeria and Togo) mechanism in place is probably in the best position to pilot any discussions. But it will need the continued support of the international community, of countries like U.K., USA, France and Canada, of international organizations like the UN, the Commonwealth and the francophonie, to deal with the regional dimension of this conflict, among other things. It is in fact difficult to see how ECOWAS could by itself arbitrate a resolution of the conflict in Sierra Leone. The mediation of a neutral and respected outside party will likely be necessary.

There is another *ad hoc* mechanism, the Contact Group on Sierra Leone, an initiative of the UK, which met in New York on April 19 for the second time in recent months. It is a group made up of donor countries as well as multilateral agencies (the UN family, the World Bank, the Commonwealth, the European Commission and ECOWAS). Its purpose is to sustain, widen and help co-ordinate international support for Sierra Leone and ECOMOG. Eventually, when peace and stability return to Sierra Leone, it is intended that this group will help to mobilize the necessary financial resources towards the reconstruction of the country.

The Security Council, although it spends roughly 60% of its time dealing with African issues, has come under criticism for a lack of substantive action on security issues on the continent. In this regard, the Security Council, with its mandate of maintaining international peace and security, has an important role to play in the search for a solution to the crisis in Sierra Leone. To date, this has included the establishment of a sanctions regime, in addition to the existing

sanctions on Liberia; the establishment of a United Nations Observer Mission, UNOMSIL; and the authorization of ECOMOG's presence in Sierra Leone. Earlier attempts to deploy a UN peacekeeping operation were blocked by the RUF. The security situation in Sierra Leone is such that UNOMSIL's mandate cannot be delivered at present. The authorization remains active, and a small number of personnel remain in Conakry and Freetown, so that the UN presence can be increased rapidly when circumstances permit.

The Council's inability to act more vigorously on Sierra Leone can be attributed to: i) the absence of key conditions for a 'classic' UN peacekeeping deployment (i.e. cease-fire, consent of the parties); ii) the difficulty associated with deploying a UN peacekeeping operation given the great danger to peacekeepers and the great difficulty of access and supply; iii) the fact that ECOMOG's presence lessens or eliminates the requirement for a more robust UN peacekeeping operation; and iv) the reluctance of some Council members (especially the US) to commit additional resources to new and/or invigorated peace support operations.

ECOWAS countries providing troops to ECOMOG in Sierra Leone would welcome greater attention from the Security Council including financial assistance to underwrite the cost of the ECOMOG operation in Sierra Leone.

Canada's Role

If Canada decides to become more involved, it is clear that our contribution would be most welcomed. Many senior officials in the region, including the President of Sierra Leone, the Prime Minister of Guinea and the Vice President of Ghana, made this point very clear to our delegation. In addition, some noted that our membership in both the Commonwealth and the Francophonie could help bridge the gap between Anglophone and Francophone Africa. Our first move should be to request to participate as an observer at meetings of the ECOWAS Group of Six. The US and the UK are already doing it. Ambassador Traoré of Côte d'Ivoire has assured us of his government's support in this regard. Canada could play an important support role in the dialogue/negotiations process since it is perceived as "neutral" and with no "hidden agenda" in this matter. For example, through its Peacebuilding Fund, Canada could provide competent NGOs with the financial support to assist in the peace process and the national reconciliation effort.

Canada has the potential to play a significant and meaningful role in the resolution of the crisis in Sierra Leone. However, in order to become an active participant in the diplomatic effort, Canada must be prepared to make a substantial contribution to the security and humanitarian needs of the country.

CONCLUSION

Although in the region for a relatively short time, two facts became readily apparent to our delegation. First, the crisis in Sierra Leone parallels in many respects the crisis in Kosovo in terms of the scale of the human tragedy. Regrettably, it has received little international attention.

The precarious nature of the situation and its potential impact on the entire region of West Africa cannot be stressed enough; the country is on the brink of becoming a West African version of Somalia. If this happens, there is every chance that it will drag the rest of the region down with it. Urgent action is required by Canada and other members of the international community now.

Second, despite the seriousness of the circumstances, there is in fact a glimmer of hope for the country and the region as a whole. There exists now a narrow window of opportunity for the international community to assist Sierra Leone to back away from the abyss. The breadth and depth of assistance required is daunting but not unattainable, and it will require a concerted and coordinated effort in the political, security and humanitarian arenas on the part of the international community. It but remains to galvanize that support so desperately needed by the people of the region to start Sierra Leone and its neighbours back on the path of democracy, reconstruction and long-term stability.

The degree of destruction in this tiny West African nation (the poorest on the face of the Earth according to the UN Human Development Index) and the depth of suffering of its people alone are enough to merit our collective global compassion. There are, however, other equally compelling reasons for continued and even expanded Canadian involvement in the region.

Like Canada, Sierra Leone is a member of the Commonwealth and, in fact, traces its origins back to 1792 when freed slaves from Nova Scotia helped establish Freetown. Like Sierra Leone, we share a colonial past and many similar traditions and institutions in terms of our legal, political and administrative structures. Moreover, as the top-ranked nation of the UN Human Development Index, Canada has a certain special obligation to help those at the opposite end of the scale. The protection of civilians in conflict and the plight of women and children in war torn societies, both serious issues in Sierra Leone, are two pillars of the human security agenda championed around the globe by Canada and reflect the fundamental values and respect for humanity that characterize Canadian society today.

The GOSL's two-track strategy is the only realistic option under the circumstances. With the necessary commitment from all parties concerned, it has some chance of success. This report has tried to outline a third supporting track involving the more active, concerted and direct involvement of the international community. Whether it is the provision of financial support to those regional organizations involved in the negotiations for peace, political support for the Government of Sierra Leone's first (or negotiation) track through international organizations such as the United Nations Security Council or acting as a link between the anglo- and

francophone African nations, there could well be an important political role to be played by Canada in both Sierra Leone and in the sub-region.

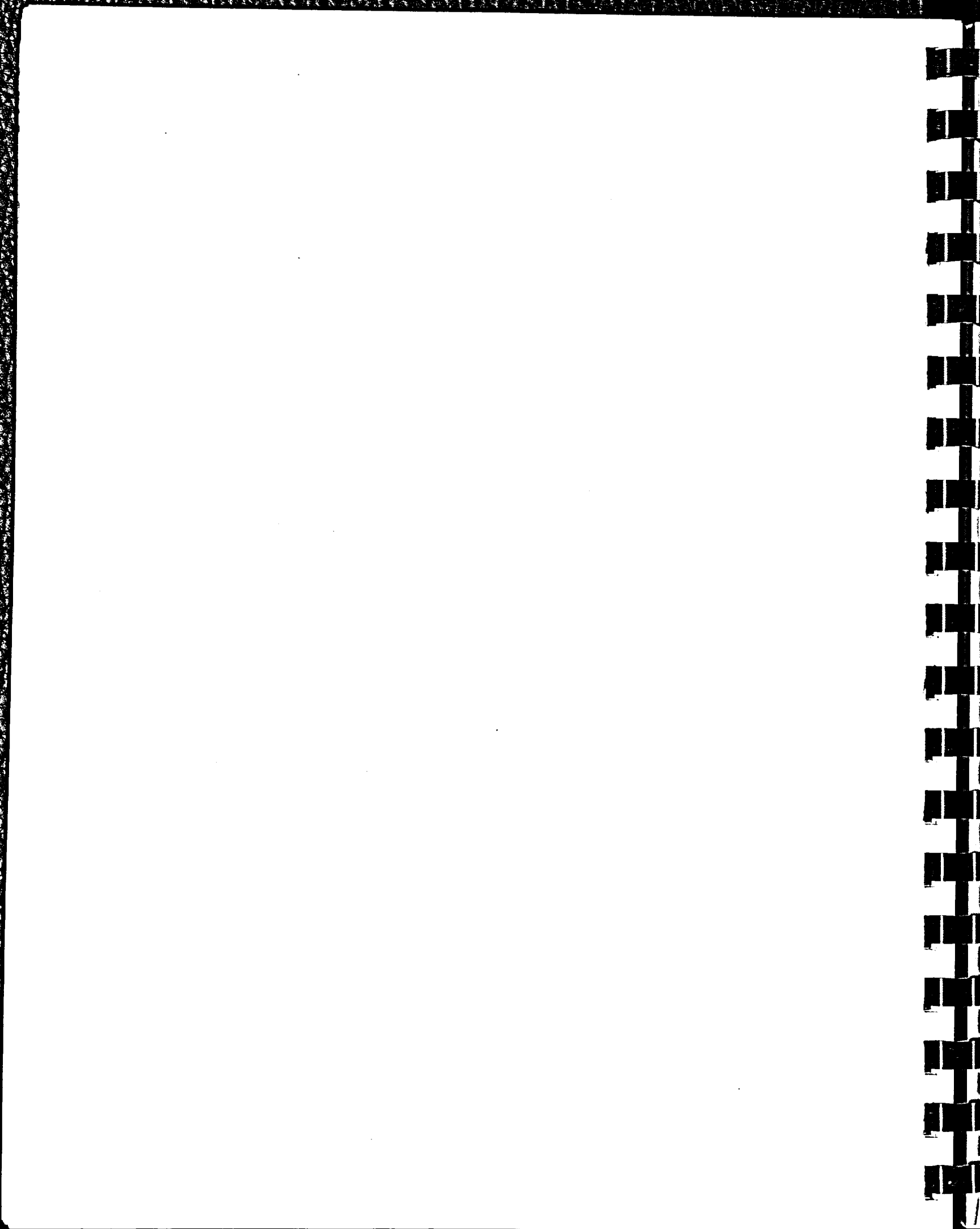
However, it became quite apparent to our delegation that political support was not going to be enough to stave off a further deterioration in the situation. Indeed, success in the government's second track (security) appears to be almost a prerequisite for success in the first. Our delegation shared the view of the GOSL, and virtually every other government visited, that there is no military solution to the conflict in Sierra Leone. The security track is best dealt with by a regional force such as ECOMOG which is responsive to the problems of the region. If ECOMOG is to succeed in doing what is expected of it, however, it will need both the political and logistical support of the international community. To that end, Canada should continue to support ECOMOG and seriously consider expanding that support to include some form of lethal support as well.

Security issues are not restricted to military matters. There is a serious need for all types of support for civilian police activities, both in Sierra Leone and in neighbouring Guinea. Canada was involved in the Commonwealth police initiatives in Sierra Leone last year, and should this initiative be reactivated, future Canadian involvement might well be both warranted and desirable. As well, the expertise resident in numerous Canadian police forces and the ability of Canadian police forces to provide training in French puts Canada in a good position to investigate the feasibility of providing equipment and training to police forces in Guinea.

The scope of the humanitarian dimension of the conflict in Sierra Leone is huge, and the potential for it to expand is even larger - there is so much to be done. In the short term, shelter, food and medicine are the most immediate needs, and of special note is the desperate need for both physical and psychological treatment of the non-combatant victims of the Sierra Leone conflict, particularly the children. Short term assistance will not be enough, for the very infrastructure of Sierra Leone society has been severely damaged. The country must have the ability to absorb and make best use of the assistance provided, so to that end there is a need now to begin rebuilding the capacity to implement long term activities in areas such as agriculture. Lastly, long term development aid is not often considered at the forefront of peace negotiations. In Sierra Leone, however, there is considerable potential for longer term aid to be used as an effective tool in the ongoing peace process.

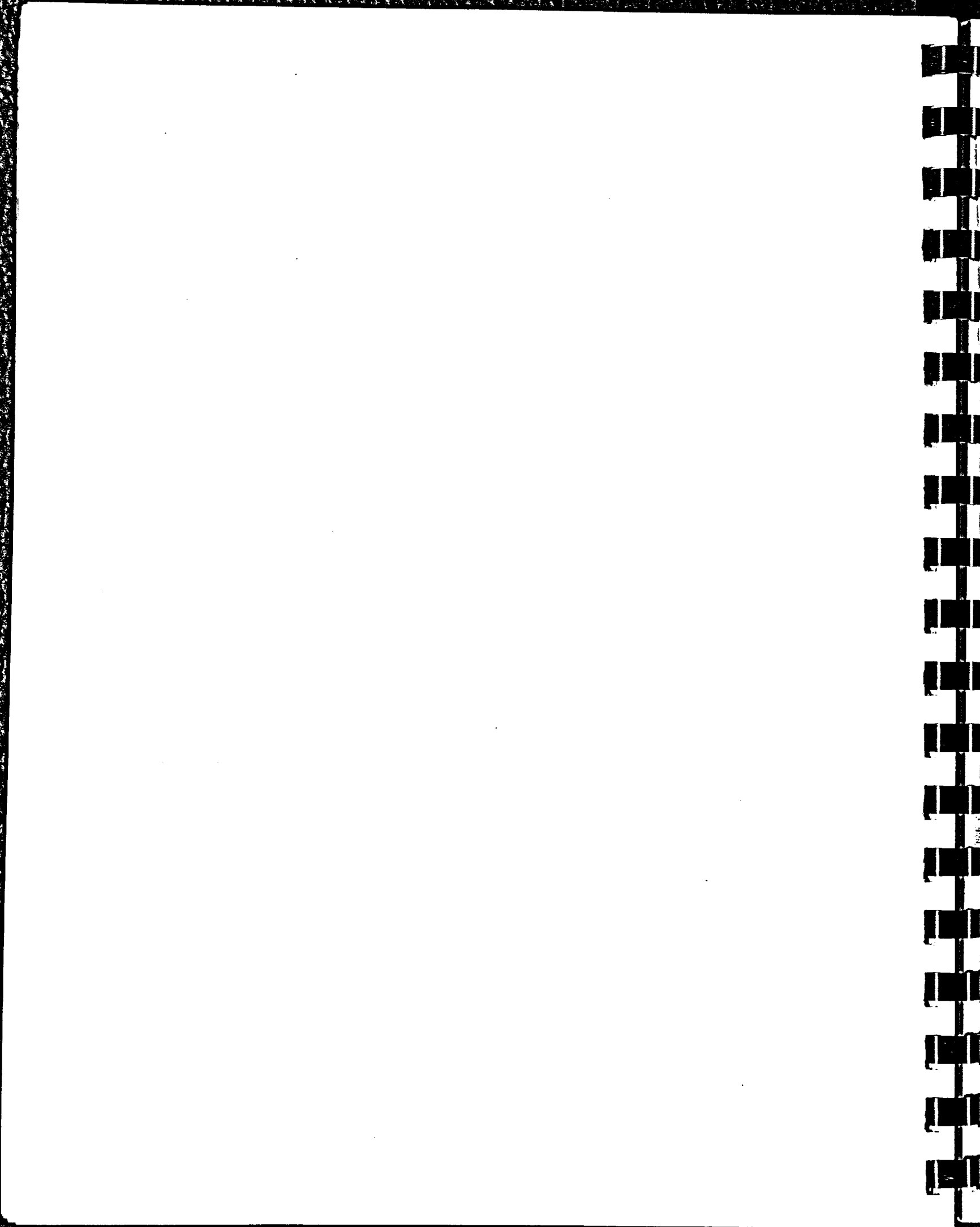
The scale of suffering and the needs of Sierra Leone are truly astounding, particularly when experienced first hand. One does not have to be there long to realise just how fragile the situation is in both the nation and indeed the region. Yet, despite all the dangers, there is hope among the people of Sierra Leone that peace and stability may be within their grasp.

Canada has the potential to play an important leadership role and to make a significant contribution to the peace and security of this impoverished and war torn part of West Africa.



APPENDICES

- Appendix 1 - Terms of Reference (Letter from the Minister of Foreign Affairs)
- Appendix 2 - Map of Sierra Leone
- Appendix 3 - List of Meetings and Participants
- Appendix 4 - List of Requirements to support ECOMOG operations for a three month period
- Appendix 5 - List of Requirements for a new SLA
- Appendix 6 - The Abidjan Accord
- Appendix 7 - National Contributions to Sierra Leone





Minister of Foreign Affairs

Appendix 1
Ministre des Affaires étrangères

Ottawa, Canada K1A 0G2

MAR 22 1999

Mr. David Pratt, M.P.
House of Commons
Room 325, Confederation Building
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Colleague:

Thank you for your letter of February 22, 1999, in which you kindly forwarded your suggestions concerning your role as my Special Envoy for Sierra Leone.

I found your comprehensive views very insightful, and I agree that the overall objective of your mission is a fact-finding one with particular areas requiring special attention. I propose that your mission should focus primarily, as you rightly pointed out, on the political situation faced by Sierra Leone both internally and in relation to its neighbours, on negotiating prospects, on the support for the rebels, as well as on the flow of arms in the region. While it should be easy to meet with President Kabbah's government, it would be premature at this difficult and delicate juncture to meet with the RUF and AFRC.

As you are engaged in the preparatory stages for your mission, I would take this opportunity to encourage you to look carefully at the humanitarian situation and the conditions of Sierra Leonean refugees and displaced persons and the UN Secretary-General's report, released on March 5, 1999, which paints a bleak picture of the situation in Sierra Leone. The Director General of Humanitarian Assistance at CIDA, Mr. Hunter McGill, has been recently in Freetown, and he should be in a position to give you good advice on human security issues including the role of the various humanitarian agencies in Sierra Leone.

I believe it will be helpful to identify the actors in the conflict and their objectives (what has driven all the parties in the conflict and how Sierra Leone got to where it is today), the role of neighbouring countries, the consequences on children involved in the conflict, the impact of mercenaries and evidence of their countries of origin, the role of the diamond industry on the current situation, and, above all, possible scenarios for the future of Sierra Leone.

The issue of the flow of arms into Sierra Leone should be examined seriously since it will continue to have a major impact on the peace and stability of that country. In this connection, I would recommend that you explore how arms control initiatives, such as the Mali experiment on small arms, could be applied to Sierra Leone.

I would be most interested in your candid assessment of the efficacy of current UN involvement, including the role of the Special Representative of the Secretary-General, Mr. Francis Okelo, in promoting a negotiated settlement among all parties, as well as the overall effectiveness of the UN mission, UNOMSIL. Moreover, I would ask you to assess how best to integrate the protection of children and children's rights in all efforts to restore peace and security in Sierra Leone, including peacemaking and peace-support operations. I also hope you are able to gain a sense of how ECOMOG forces are managing, and how they are viewed by the local population.

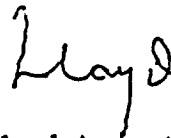
As you know, I am interested in exploring options for a Commonwealth Ministerial Action Group (CMAG) role in peacebuilding for Sierra Leone. The information and insights you gather will therefore be of particular relevance for my participation in the CMAG meeting at the end of April. For example, are there neglected areas or opportunities for peacebuilding where CMAG or the Commonwealth could play a useful role?

Another area that you may want to explore is how the current UN sanctions regime might be strengthened. What are the views of international staff based in the country in this regard?

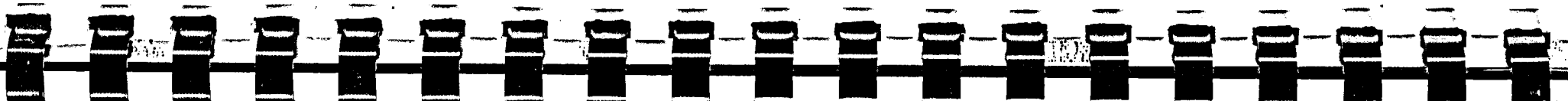
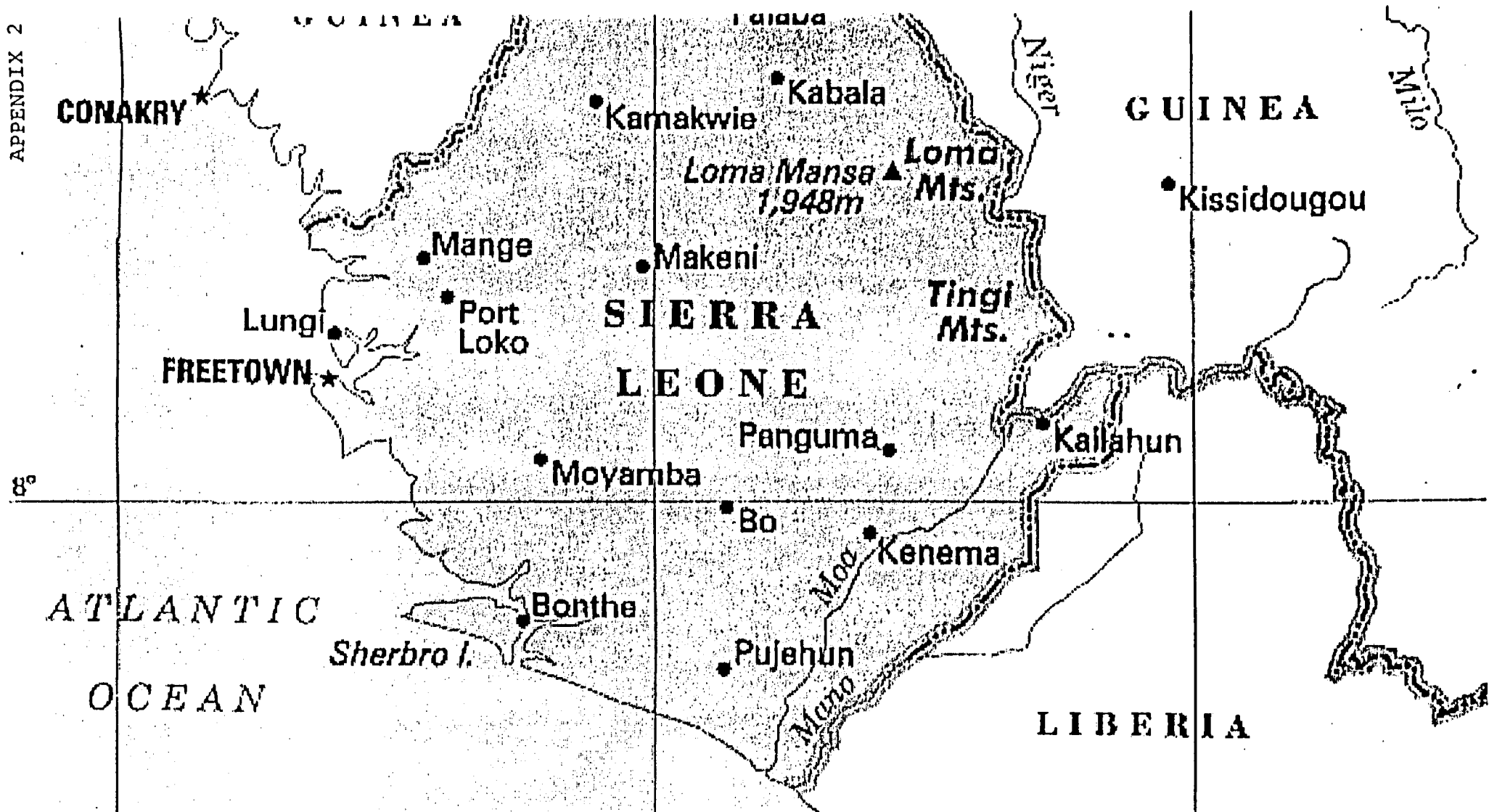
In light of the objectives outlined above, short time lines, and, may I say, budgetary constraints, I would see your subsequent visit limited to Accra, Conakry, and Freetown with a possible stop in London for meetings with the Commonwealth Secretariat. I would propose that two officials from this Department accompany you on your trip - an officer familiar with regional security issues and a political advisor.

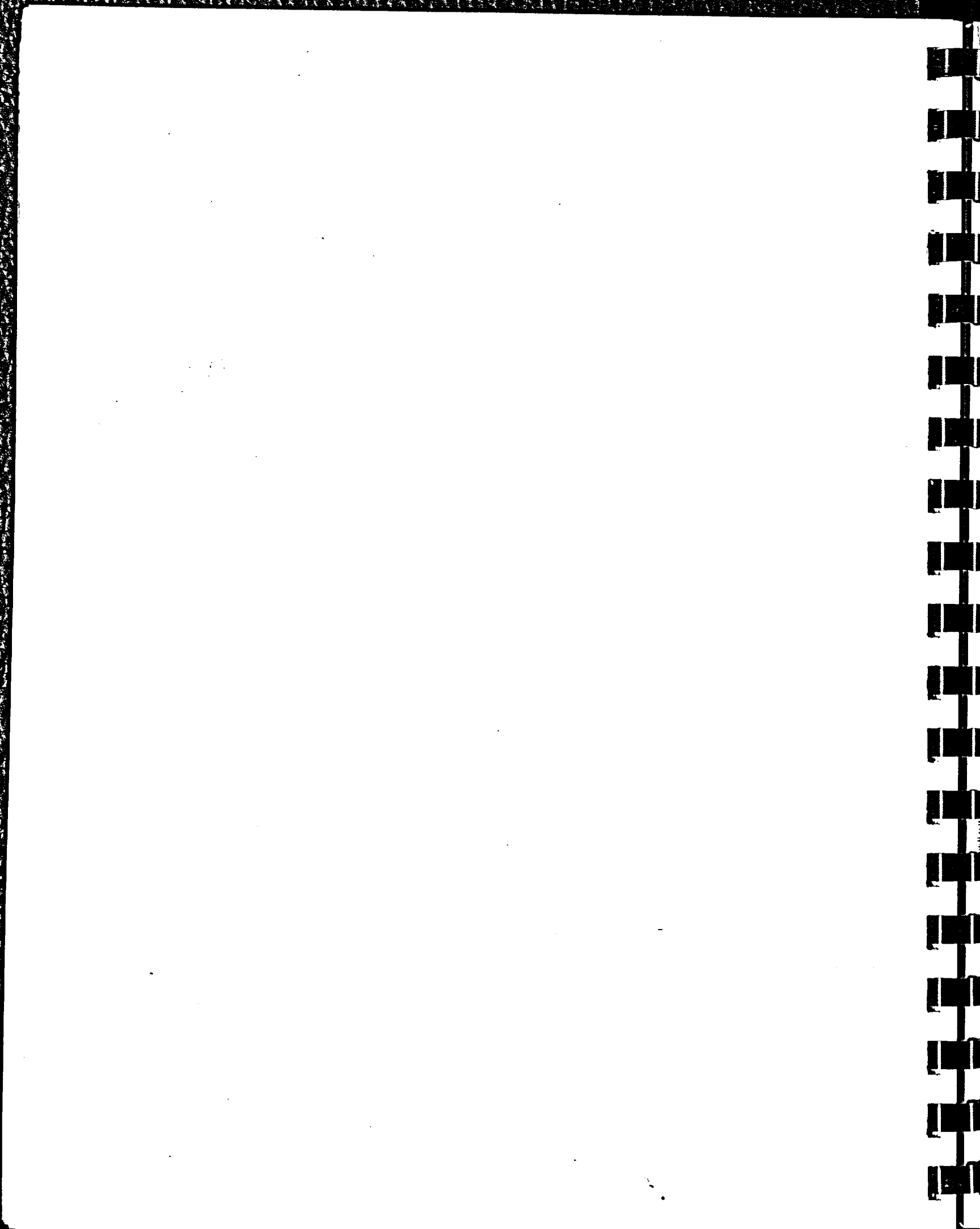
Thank you again for sharing your concerns with me.

Sincerely,



Lloyd Axworthy





LIST OF MEETINGS AND OFFICIALS MET

UN - 19 MARCH 1999

John Hirsh, VP International Peace Academy, US Ambassador to S/Leone, August 1995-June 1998
Francis Okelo, Special Representative of the Secretary-General in S/Leone
H.E. Fode Dabor, Ambassador and Chargé d'Affaires of S/Leone
H.E. John Leigh, High Commissioner for Sierra Leone to Canada and Ambassador of S/Leone to UN
H.E. Stewart Eldon, Ambassador and Deputy Permanent Representative of the UK
Prof. Ibrahim Gambari, Ambassador and Permanent Representative of Nigeria to the UN

Luncheon Hosted by H.E. Nancy Stodenburg, U.S. Ambassador and Representative for Special Political Affairs:

Ambassador Melrose, U.S. Ambassador to Sierra Leone
Ambassador Sklar, Responsible for Administrative and Budgetary matters
H.E. J.E. Wilmot, Permanent Representative of Ghana to the UN
Ibrahim Fall, UN Assistant Secretary-General for Political Affairs
Heidi Anabi, UN Assistant Secretary-General for Peacekeeping Operations
Felix Downes-Thomas, Special Representative of the Secretary-General in Liberia and
Head of the UN Peacebuilding Support Office, Monrovia

LONDON - 22 MARCH 1999

David Lord, Director of Conciliation Resources and
Ron Fennell, Associate of RR
Dr. Moses Anafu, Special Advisor, Political Affairs Division, Commonwealth Secretariat
James Bevan, Head of African Department, Foreign and Commonwealth Office
Tony Lloyd, MP, Minister of State, Foreign and Commonwealth Office

CONAKRY-GUINEE - 24 MARCH 1999

Prime Minister: H.E. Mr. Lamine Sidime
Minister of Defence: H.E. Mr. Dorank Assifat Diassény
Minister of Territorial Administration and Decentralization (also Minister of Interior):
H.E. Mr. Moussa Solano

Minister of Foreign Affairs: H.E. Mr. Zaïnoul Abidine Sanoussi
Prefet of Forecariah: Mr. Mamadouba Bangoura

FREETOWN SIERRA LEONE - 25/26 MARCH 1999

President Ahmed Tejan Kabbah
Hon. Sahr Mattari, Deputy Minister of Foreign Affairs and International Cooperation
Dr. S.V.M. Jah, Commissioner of the National Commission for Resettlement,
Rehabilitation and Reconstruction (NCRRR)
General Kobe, Chief of Defence Staff
Dr. Julius Sonny Spencer, Minister of Information, Communication, Tourism and Culture
H.E. Peter Penfold, British High Commissioner to S/L.
Sheku Mohamed Fadril Kutubu, Speaker of the House
Mrs. Zanda Bangura, Head of the Campaign for Good Governance
Members of the Inter-Religious Council of Sierra Leone
Kade Sesay, National Commission for Democracy and Human Rights
Nigerian High Commissioner to Sierra Leone: Ambassador Abubakar

At Connaught Hospital:

- Medical matron / Mrs. Jbow
- Medical Officer: S.I. Kamara

At the National Workshop (IDP) Camp:

Care representative Mr. Mohamed Lukman
Adventist Development and Relief Agency - ADRA: Mr. Prince Cummings

CONAKRY-GUINEE - 27 MARCH 1999

Ambassador of Ghana to Guinea: H.E.Mr. James Ernest Akrong Kotei
Ambassador of Cote d'Ivoire to Guinea: H.E. Mr. Armel Koudou Aziégbo
Chargé d'Affaires of Nigeria: Mr. B.P. Fadumiyo
FAO representative: Mr. Moorosi Raditatile
UNDP representative: Mrs. Tamba Balde
UNICEF representative: Mr. Ahmed Nasin
WHO representative: Dr. Nsu Milang

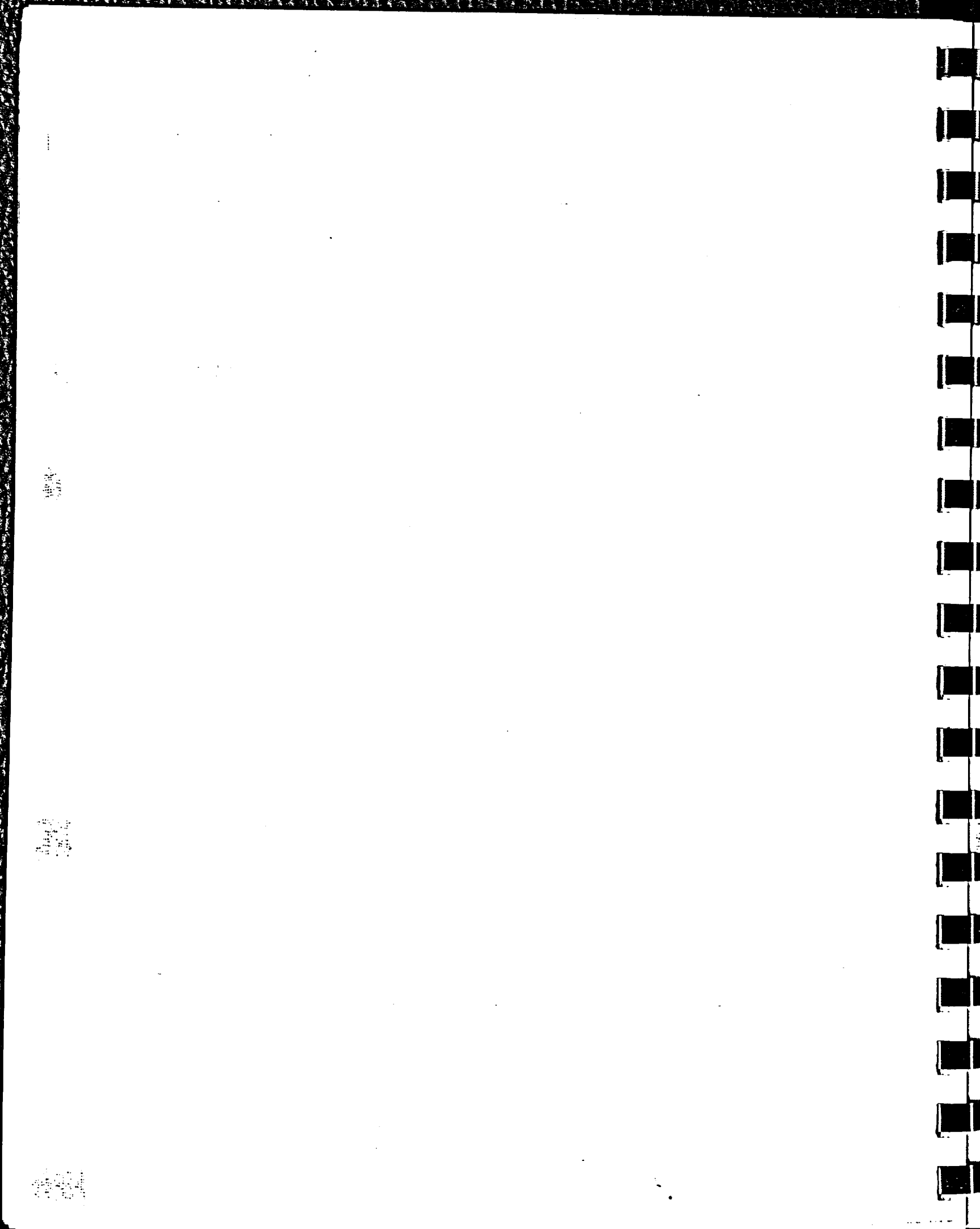
UNHCR representative: Mr. K.O. Amaning
USAID representative: Mrs. Mary Mertens
European Union representative: Mrs. Marie-Pierre Auger
HACU representative: Mr. Robert Painter

ABIDJAN-COTE D'IVOIRE - 28 MARCH 1999

Amadou Traoré, Directeur, Département Affrique, Ministère des Affaires étrangères

ACCRA-GHANA - 28/29 MARCH 1999

Atta Mills, Vice-President
Annan Cato, Secretary-General, Ministry of Foreign Affairs
Minister of Defence, Lt-Col Enoch Donkor
Dr. Baffour Agyeman-Duah, Associate Executive Director,
Centre for Democracy and Development
Lt.General Arnold Quainoo, Executive Director, Centre for Conflict Resolution
Ole Blicher-Olsen, Ambassador of Denmark
Kwame Karikari, Director, School of Communications, Legon
Kabral Blay-Amihere, President, West African Journalists Association



ECOMOG SUPPORT REQUIREMENTS FOR THREE MONTHS OPERATIONS

1. HELI HRS. REQT IS FOR M126 HRS AT 80 PER MONTH IE 240 HRS.

2. AMMO. RPG7 RDS X 4500
BOMB 60MM HE X 2000
BOMB 60 MM ILLUM X 500
BOMB 81MM HE X 2000
BOMB 81MM ILLUM X 500
7.62MM BALL BELTED X 20000000
7.62 MM BALL NATO X 1000000
105MM HE FOR PACK HOW X 1000

3. WEAPONS. 7.62MM GPMG X 81
60MM MORTAR X 36
81MM MORTAR X 18
THEODOLITE ARTY SURVEY (MILLS) X 1

4. VEHS/GENERATORS. CARGO TRUCK/TCV 4 TON X 30
3/4 TON LAND ROVER X 30
AMBULANCE LAND ROVER X 3
25 -30 KVA GENERATOR X 10

5. CLOTHING/STORES GS. PONCHOS/RAIN SUITS X 10000
COMBAT SUITS X 10000
BOOTS X 10000
POWER SAWS X 20
COMPOSITE FIELD RATIONS X 20000

100

100

100



**LETHAL AND NON-LETHAL MILITARY ASSISTANCE
REQUIRED BY REPUBLIC OF SIERRA LEONE
MILITARY FORCES FROM CANADA**

Serial No.	Items	Quantity Required	Remarks
(a)	(b)	(c)	(d)
	NON_LETHAL ASSISTANCE		
1.	5 Ton Cargo Truck	84	Diesel Engine
2.	3/4 Ton Jeep (FFR)	44	Petrol/Diesel Engine
3.	3/4 Ton Jeep (GS)	55	Petrol/Diesel Engine
4.	Ambulances	19	Petrol/Diesel Engine
5.	Recovery Vehicles	19	Diesel Engine
6.	Fuel Tankers	17	Diesel Engine
7.	Water Tankers	17	
8.	Low Loaders	16	
9.	3.5 KVA Generator	30	
10.	5 KVA Generator	30	
11.	20-30 KVA Generator	20	
12.	65 KVA Generator	6	
13.	HF Radio (On Static Role)	28	
14.	HF Manpack Set	112	
15.	VHF Manpack Set	140	
16.	Hand held Radio	490	
17.	Fit For Radio Vehicles (FFR)	21	
18.	Public Address System	14	
19.	PABX System with 250 Lines	14	

20.	Field Telephone Switch Board	70	
21.	Linesman Telephone Sets	140	
22.	Fast Photocopying Machine	140	
23.	Electric Typewriter	280	
24.	Manual Typewriter	280	
25.	Duplicating Machine	140	
26.	Fax Machine	140	
27.	Slide Projector (35mm)	20	
28.	Overhead Projector	20	For Viu-Foil
29.	Film Projector	13	
30.	Field Binoculars	400	
31.	Tents (Marque/16 Pounder)	100	
32.	Desktop Computer Set	240	Preferably 32 KB
33.	Scanner Machine	5	
34.	Risograph Machine	3	150 pages per minute
35.	Video Camera	20	Betamax/VHS
	<u>UNIFORM ITEMS</u>		
36.	Uniforms	20,000 Pairs	7,000 - Medium 4,000 - Large 2,000 - X-Large 1,000 - XX-Large
37.	Boots	20,000 Pairs :	8 - 5,000 9 - 4,000 10 - 3,000 11 - 2,000
38.	Web equipment	15,000	

39.	Ponchos	15,000	X-Large - 2,500 Large - 5,000 Medium - 5,000 Small - 2,500
40.	Socks	15,000	
41.	Hats	15,000	Large - 5,000 Medium - 5,000 Small - 5,000
	<u>MEDICAL EQUIPMENT</u>		
42.	Hospital Beds/Mattresses		
43.	Hospital Beds/Mattresses		
44.	Surgical Operating Table		
45.	Urine Collection Bags		
46.	General Surgery Sets		
47.	E.C.G. Machine And E.C.G. Papers		
48.	Cabinet Surgical Instruments		
49.	Male Patients Pajamas		
50.	Wooden Clutches		
51.	Cabinet Bed Side		
52.	Dressing Drugs (All Sizes)		
53.	Food Trolley		
54.	Medicine Trolley		
55.	Splints (Hand and Leg)		
56.	Pillow Covers	:	
57.	Bed Covers		
58.	First Aid Field Dressing Kit		
59.	Holder Chart		
60.	Flex Testing Hammer		

61.	Gown Hospital Patient		
62.	Blankets		
63.	Bed Pans		
64.	Drip Stand		
65.	Sphygmomanometer		
66.	Stethoscope		
67.	Stretcher (Amb. Wheeled)		
68.	Stretcher (Hospital Wheeled)		
69.	Examination Couches		
70.	Instrument Trays		
71.	Sterilizer		
72.	Auto Clave		
73.	Wheel Chair		
74.	Catheters (All Sizes)		
75.	Burns Pack Emergency		
76.	Suture Materials (All Sizes) (a) Dexon (b) Vincryl (c) Catgut (d) Silk		
77.	Fac Mask (Disposable)		
78.	Theatre Caps		
79.	Body Bag		
80.	Operating Gowns		
81.	Surgical Blades		
82.	Auroscope		
83.	Kocher Thyroid Forceps		
84.	Cheattle Sterilizer Forceps		

85.	Mitchel Clips Extracting Forceps		
86.	Kocher Artery Forceps		
87.	Cocker Towel Clipos		
88.	Barnes-Episiotomy Scissors Angled		
89.	Spencer Wells Artery Forceps		
90.	Ramply Sponge Forceps		
91.	Littanter Ligature Scissors		
92.	Cutting Scissors		
93.	Probe General		
94.	Bryants Dressing Forceps		
95.	Lister Sinus Forceps		
96.	Single Oxygen Flow Metre Tubing		
97.	Nipple and MK402 Prole		
98.	Kidney Dishes		
99.	Diagnostic Set		
100.	Resuscitator		
101.	D X Set		
102.	Laboratory Refrigerator		
103.	Cold Chain Kit		
104.	Blood Refrigerator		
	<u>LETHAL ASSISTANCE</u>		
	<u>ARMS</u>	:	
105.	G3 Rifle	1,000	
106.	RPG7 Launcher	250	
107.	60MM Mortar Tube	400	
108.	120MM Mortar Tube	80	

109.	Gren 30mm Launcher (AGL)	432	
110.	A Twin Barrel	12	
111.	Night Sight for RPG 7	300	
112.	Bags for RPG 7	300	
113.	105mm HOWIZITER	15	
	<u>AMMO</u>		
114.	Carts 7.62 x 51mm	2,000,000	Ball
115.	Carts 7.62 x 39mm	2,000,000	
116.	Carts 7.62mm Tracer	500,000	
117.	Carts 12.7mm Tracer	200,000	
118.	Carts 12.7mm Ball	500,000	
119.	Carts 14.5mm Ball	2,000,000	
120.	Bomb ML 60mm Mor HE	25,000	
121.	Bomb ML 82mm Mor HE	20,000	
122.	Gren Hand No 36 HE	10,000	
123.	Gren Hand Stick Type	5,000	

Peace Agreement between the Government of the Republic of Sierra Leone and the Revolutionary United Front of Sierra Leone (RUF/SL)

The Government of the Republic of Sierra Leone and the Revolutionary United Front of Sierra Leone (RUF/SL).

Moved by the imperative need for a just and durable peace in Sierra Leone;

Inspired by the equally imperative need for genuine national unity and reconciliation to end the fratricidal war in Sierra Leone;

Committed to promoting popular participation in governance and full respect for human rights and humanitarian laws;

Dedicated to the advancement of democratic development and to the maintenance of a socio-political order free of inequality, despotism and corruption;

Convinced that a sense of common purpose and patriotism is the need of the hour;

HEREBY AGREE as follows:

ARTICLE 1

The armed conflict between the Government of Sierra Leone and the RUF/SL is hereby ended with immediate effect. Accordingly, the two foes will ensure that a total cessation of hostilities is observed forthwith.

ARTICLE 2

The Government and the RUF/SL undertake that no effort shall be spared to effect the scrupulous respect and implementation of the provisions contained in this Peace Agreement to ensure that the establishment and consolidation of a just peace becomes a priority in Sierra Leone.

ARTICLE 3

A national body to be known as the Commission for the Consolidation of Peace shall be established within two weeks of the signing of this Agreement. The Commission shall be a verification mechanism responsible for supervising and monitoring the implementation of and compliance with all the provisions contained in this Peace Agreement.

The Commission, in fulfilment of this task during the period of consolidating the peace, shall co-ordinate and facilitate the work of the following bodies which will proceed to establish:

- (i) Socio-Economic Forum;
- (ii) Citizen's Consultative Conferences;
- (iii) Multi-partisan Council;
- (iv) Trust Fund for the Consolidation of Peace;
- (v) Demobilization and Resettlement Committee;
- (vi) National Budget and Debt Committee.

The Commission shall comprise representatives of the Government and the Revolutionary United Front of Sierra Leone, drawing on the resources of state and civic institutions as and when necessary.

The Commission shall have the power to recommend the preparation of enabling measures contained in this Peace Agreement. It shall have the power to issue publicly its conclusions. The parties undertake to comply with the conclusions of the Commission.

The Commission shall have the power to prepare preliminary legislative drafts necessary for the implementation and development of the provisions contained in the present Peace Agreement.

The Parties undertake to consult the Commission before taking decisions on measures relating to the present Peace Agreement.

The Commission may similarly consult the Parties at the highest level whenever it is appropriate.

The Commission shall have access to and may inspect any activity or site connected with the implementation of the present Peace Agreement. The Commission shall have full powers to organise its work in the manner in which it deems most appropriate and to appoint any group or sub-committee which it may deem useful in the discharge of its functions.

The Commission shall have its own offices, adequate communication facilities and adequate secretariat support staff.

A Trust Fund for the Consolidation of Peace shall be established to provide funding for the implementation of the present Peace Agreement.

ARTICLE 4

Citizens' Consultative Conferences shall be organised once a year the first of which shall be organised within one hundred and twenty days of the signing of the present Peace Agreement in order to encourage people's participation and to invite recommendations for the formulation of guidelines and their implementation that will ensure truly fair and representative political processes.

ARTICLE 5

The disarmament of combatants will be effected upon their entry into the designated assembly zones, and demobilization and reintegration as soon as practicable thereafter.

The upkeep and welfare of the encamped combatants shall be the primary responsibility of the Government of Sierra Leone in conjunction with the Commission for the Consolidation of Peace, assisted by the international community.

ARTICLE 6

The Parties commit themselves to a well planned national effort on encampment, disarmament, demobilization and resettlement linked to national development objectives. To that end, a Demobilization and Resettlement Committee shall be established within a month of the signing of the present Peace Agreement.

The Committee shall coordinate the encampment, disarmament, demobilization and resettlement of RUF/SL combatants. The Committee shall work in coordination with all the relevant institutions and agencies.

Both Parties shall consult on the nomination of the membership of the Committee which shall not exceed seven persons.

The Committee shall be provided with adequate funding.

ARTICLE 7

The Demobilization and Resettlement Committee shall identify assembly zones and camp areas for RUF/SL combatants where they shall be registered, encamped and disarmed. The movement into the Assembly Zones shall commence within once month of the signing of this Agreement and be completed as soon as practicable but no later than three months from this date.

ARTICLE 8

The Parties shall request the international community to help supervise and monitor the encampment, disarmament, demobilization and reintegration processes. The Joint Monitoring Group shall have observers at any of these processes.

ARTICLE 9

The Commission shall, as a priority, make recommendations on the restructuring and re-orientation of the military as well as its leadership. In this context, members of the RUF/SL who may wish to be part of the country's military can become part of the new unified armed forces within a framework to be discussed and agreed upon by the Commission.

ARTICLE 10

The Government of Sierra Leone shall ensure the return to barracks of those units of the army not required for normal security duties and the downsizing of the Armed Forces of Sierra Leone (RSLMF), taking into account the security needs of the country.

ARTICLE 11

A Neutral Monitoring Group (NMG) from the international community shall be responsible for monitoring breaches provided under this Peace Agreement.

Both Parties upon signing this Agreement shall request the international community to provide neutral monitors.

Such monitors when deployed shall be in position for an initial period of three months.

The Neutral Monitoring Group shall report any violations of the ceasefire to its headquarters which shall in turn communicate the same to the headquarters of the Joint Monitoring Group comprising of representative of the Government of Sierra Leone and the RUF based in Freetown.

ARTICLE 12

The Executive Outcomes shall be withdrawn five weeks after the deployment of the Neutral Monitoring Group (NMG). As from the date of the deployment of the Neutral Monitoring Group, the Executive Outcomes shall be confined to barracks under the supervision of the Joint Monitoring Group and the Neutral Monitoring Group. Government shall use all its endeavours, consistent with its treaty obligations, to repatriate other foreign troops no later than three months after the deployment of the Neutral Monitoring Group or six months after the signing of the Peace Agreement, whichever is earlier.

ARTICLE 13

The Parties agree that immediately following the signing of the present Peace Agreement, the RUF/SL shall commence to function as a political movement with the rights, privileges and duties provided by law; and that within thirty days, following that, the necessary conditions shall be created to enable the RUF/SL to register as a political movement according to law.

ARTICLE 14

To consolidate the peace and promote the cause of national reconciliation, the Government of Sierra Leone shall ensure that no official or judicial action is taken against any member of the RUF/SL in respect of anything done by them in pursuit of their objectives as members of that organization up to the time of the signing of this Agreement. In addition, legislative and other measures necessary to guarantee former RUF/SL combatants, exiles and other persons, currently outside the country for reasons related to the armed conflict shall be adopted ensuring the full exercise of their civil and political rights, with a view to their reintegration within a framework of full legality.

ARTICLE 15

The mandate and membership of the existing National Unity and Reconciliation Commission shall be expanded in consultation with the Commission for the Consolidation of Peace to enable it to undertake a sustained and effective campaign of civic education aimed at enhancing national unity and reconciliation, taking into account the imperative need to heal the wounds of the conflict.

ARTICLE 16

The Parties agree that the standards of accountability, integrity and probity in the public services of Sierra Leone shall be raised. To that end, immediate steps shall be taken to establish the office of Ombudsman to promote the implementation of a professional code of ethics, and the integrity and patriotism of all public servants. It shall also seek to eradicate all forms of corruption.

ARTICLE 17

The Parties shall approach the international community with a view to mobilizing resources which will be used to establish a trust fund to enable the RUF/SL to transform itself into a political party.

ARTICLE 18

The Parties agree to the principle of reforming the present electoral process in Sierra Leone. There shall, in that regard, be the full participation of citizens and their organizations in formulating electoral reforms.

The independence and integrity of the National Electoral Commission shall be guaranteed to ensure fair and acceptable electoral exercise.

In reconstituting the National Electoral Commission, the President shall consult all political parties and movements including the RUF/SL to determine the membership and terms of reference of that Commission, paying particular attention to the need for a level playing field in the nation's electoral politics.

Both the Government and the RUF/SL shall, together with other political parties, nominate men and women of professionalism, integrity and objectivity to the National Electoral Commission, not later than three months after the signing of the present Peace Agreement.

It is hereby agreed that no member of the National Electoral Commission shall be eligible for appointment to a political office by any government formed as a result of an election they were mandated to conduct.

ARTICLE 19

The Parties agree that the basic civil and political liberties which are recognised by the Sierra Leone legal system and are contained in the Declarations and Principles on Human Rights adopted by the UN and the OAU, especially the Universal Declaration of Human Rights and the African Charter on Human and People's Rights, shall be fully guaranteed and promoted within Sierra Leone society.

These include the right to life and liberty, freedom from torture; the right to a fair trial, freedom of conscience, expression and association, and the right to take part in the governance of one's country.

To foster national reconciliation and ensure the full and unrestricted participation of the RUF/SL in the political process, the RUF/SL shall enjoy:

- (i) freedom of the press and access to the media in order that they may be heard and informed.
- (ii) freedom of association, expression, assembly and the right to mobilise and demonstrate freely, and to communicate politically in order that they may organise effectively and set up appropriate infrastructure.

All political prisoners and prisoners of war, if any, shall be released.

ARTICLE 20

To monitor compliance with the basic rights guaranteed in the present Peace Agreement, as well as to promote human rights education throughout the various sectors of Sierra Leonean society, including schools, the media, the police and the military, an independent National Commission on Human Rights shall be established.

In pursuance of the above, technical and material assistance may be sought from the UN Special Commission on Human Rights, UN Centre for Human Rights, African Commission on Human and People's Rights and other relevant international organisations.

The National Commission on Human Rights shall have the power to investigate human rights violations and to institute legal proceedings where appropriate.

Further, a consortium of local human rights groups shall be encouraged to help monitor human rights observance.

ARTICLE 21

The Parties undertake to respect the principles and rules of international humanitarian law.

ARTICLE 22

In the pursuit of the reconstruction, rehabilitation and socio-economic development of Sierra Leone as a matter of the utmost priority, special attention shall be given to rural and urban poor areas, war victims, disabled persons and other vulnerable groups. The Government in conjunction with the Committee for Demobilization and Resettlement shall co-operate with all political parties and movements, including the RUF/SL, to raise resources internationally for these objectives during the initial phase of the consolidation of peace.

ARTICLE 23

The Government shall do all in its power to mobilize resources internally and externally to meet the needs of the post-war reconstruction and socio-economic development.

ARTICLE 24

The Parties agree that the independence of the Judiciary shall be strengthened in accordance with its role of ensuring the fair and impartial dispensation of justice in a democratic order. The composition of the present Judicial and Legal Service Commission shall be determined so as to ensure the independence of the Judiciary from the other organs of state as well as the political parties. Its membership shall include, in addition to judges and representatives of the legal profession and public services, representatives of other sectors of society not directly connected with the administration of justice.

ARTICLE 25

The Police Force shall be strengthened to ensure that the rule of law is upheld throughout Sierra Leone. To that end, the present Police Force shall be vetted. Furthermore, the professional training of the Police Force shall henceforth assure a new orientation, but emphasizing professionalism, the importance of human dignity and democratic values and respect and protection of human rights. It shall, further, emphasise that the conduct of members of the Police Force shall be free from all partisan considerations of politics, ideology and social position and that the Police Force shall avoid and combat corruption.

Nominations for the Police Council will come from wider sectors of society prior to their appointment so as to ensure their truly civilian and non-partisan character.

ARTICLE 26

It is recognised that there is a socio-economic dimension to the conflict which must also be addressed in order to consolidate the foundation of peace. Accordingly, the socio-economic policy of Sierra Leone shall be guided among other things, by the following principles, taking into account available resources:

- i. Enhancement of the nation's productive capacity through meaningful grassroots participation in the reconstruction and development of the country;
- ii. The provision of equal opportunities to all Sierra Leoneans especially those in the countryside and the urban poor, with the aim of equitable distribution of the nation's resources thereby empowering them to contribute effectively to decisionmaking and implementation of policies which affect their lives;
- iii. Improving the quality of life of the people through the provision of,

inter alia,

- a. primary health care in all villages and towns;
- b. affordable and quality housing, especially in the countryside and poor urban areas;
- c. improved educational services to enable all children of primary and junior-secondary school age to receive free and compulsory schooling as well as provide the opportunity for the youth and all other Sierra Leoneans to receive affordable quality education;
- d. clean drinking water and sewerage system in every village and town;
- e. provide job opportunities in a systematic and sustainable way for the people, especially the youth;
- f. promote and sustain rural development and support agriculture in terms of technical, credit and marketing facilities;
- g. provide support for production and provision of basic food and nutritional requirements of the people and food security in general;
- h. protect the environment and regulate the exploitation of natural resources in the interest of the people, as well as prohibit monopolies;
- i. provide the required infrastructure such as roads, transport and communications, energy and rural electrification, for improved living conditions, especially of the rural people;
- j. seek to obtain debt relief in order to transfer funds from debt servicing to meet the urgent requirements of rebuilding a war-torn society.

ARTICLE 27

A broad-based Socio-Economic forum, in which the RUF/SL shall participate, shall be established with a view to enriching policy formulation and execution in the socio-economic sector.

ARTICLE 28

The Government of Cote d'Ivoire, the United Nations, the OAU and the Commonwealth shall stand as moral guarantors that this Peace Agreement is implemented with integrity and in good faith by both parties.

Annex to this Agreement:

A nationwide sensitization programme for the peace process shall be pursued by the Parties, using all available means of communication to impress upon their combatants and the nation at large:

- the fact that hostilities have ended;
- the reasons for demobilization;
- the opportunities for reintegration of combatants; and
- the need for reconciliation and lasting peace.

Done in Abidjan this 30 day of the month of November, 1996.

Alhaji Dr. Ahmad Tejan Kabbah
President of the Republic of Sierra Leone

Corporal Foday Saybana Sankoh
Leader of the Revolutionary United Front (RUF)

Henri Konan Bedie
President of the Republic of Cote d'Ivoire

Berhanu Dinka
Special Envoy of the United Nations Secretary-General for Sierra Leone

Adwoa Coleman (M/S)
Representative of the Organization of African Unity (OAU)

Moses Anafu (DR)
Representative of the Commonwealth Organization

INTERNATIONAL ASSISTANCE TO SIERRA LEONE SINCE 1 JANUARY 1999

COUNTRY	COMMITMENT (SCAD)	DESCRIPTION
Australia	193,129	Humanitarian aid via UNICEF
Canada	1,000,000	ECOMOG - for Ghanian contingent demolition kits, mine detectors search lights, generators, lighting systems, portable water purification plant and spare filters
China	1,502,787	Military aid to Nigeria and Guinea specifically for their operations in Sierra Leone
France	144,000	To NGO Handicap International
Germany	480,892	Radio equipment for Ghanian contingent of ECOMOG
Ireland	401,545	For WFP and Concern NGO
Italy	2,855,295	Food aid via WFP
	150,279	Relief items via UNOCHA
	150,279	For ECOMOG in Sierra Leone and Guinea Bissau
Japan	1,651,664	Humanitarian aid via UNHCR and UNICEF for refugees and IDPs
Netherlands	1,502,787	To UN Trust Fund for S.L.
	N/A	Use of 70 DAF trucks
New Zealand	79,347	To UNICEF for child soldier and rape victim programmes
Russia	N/A	Use of two helicopters (for UNOMSIL and delivery of humanitarian assistance
Sweden	2,404,459	Humanitarian aid via UNICEF, WFP, OCHA and UNHCR

UK	4,808,918	Logistical and humanitarian support for ECOMOG and GOSL: emergency medical supplies, rice, disinfectant, trucks, field ambulances, transport of Ghanaian contingent, communications equipment
	961,784	Ration packs, tents
		Humanitarian and logistical assistance in kind provided by British naval vessels deployed to Freetown for nine weeks
	24,044,590	Assistance to ECOMOG: three month helicopter contract, trucks and spares, ammunition and light weapons
		Train and equip democratically accountable Sierra Leone Armed Forces: training of trainers, uniforms, personal equipment, tents, rifles and training ammunition for 2,500
		Assistance to facilitate political dialogue/negotiations
	2,154,396	Humanitarian projects through NGOs
	240,446	Local, small-scale humanitarian assistance
	1,923,568	Replacement of Freetown/Lungi ferry
	961,784	Ministry of Health requirements (cesspit emptiers etc.)
	360,669	To UNOCHA
USA	480,892	To MSF for non-food assistance for IDPS in Kenema
	1,240,701	To NGO Merlin for emergency healthcare, and blankets and plastic sheeting for IDPs in Freetown
	6,142,191	Logistical support to ECOMOG - PAE logistics contract, helicopters, vehicle maintenance, spares, drivers, rations, uniforms
	1,502,787	Medical assistance to Nigerian soldiers wounded in Sierra Leone

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS		
EU COMMISSION /ECHO	8,295,385	Humanitarian assistance
WFP	14,426,756	Food aid
POSSIBLE CONTRIBUTIONS IN PIPELINE		
Belgium	1,106,051	BFr 20 million for logistical support to Malian contingent of ECOMOG
TOTAL HUMANITARIAN SUPPORT:		37,964,780
TOTAL SECURITY SUPPORT:		43,600,061

